

EMPLACEMENT RÉSERVÉ  
AUX SERVICES  
DU MINISTÈRE

DOSSIER N° :

**Z**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME



LOI DES 11 OCTOBRE 1940 — 12 JUILLET 1941  
modifiée les 8 Novembre 1941 et 7 Octobre 1942

**DOSSIER DE DESTRUCTION**

(Dossier N° 1)

Vous trouverez, à la dernière page de la formule, les renseignements nécessaires à la composition des dossiers de destruction (dossiers n° 1)  
Lisez cette page avec soin avant de remplir les imprimés.

**ÉTAT-CIVIL DU PROPRIÉTAIRE (1)**

NOM, ou s'il s'agit d'une Société, Raison Sociale (en majuscules) : *S.N.C.F. (Société nationale des Chemins de fer Français)*  
Prénoms (2) ou forme de la Société :  
Date et lieu de naissance, ou date de constitution de la Société :  
Nationalité :  
Profession ou objet social :  
Domicile ou Siège Social : *88 Rue Saint-Lazare Paris.*  
Célibataire — marié — veuf — séparé de corps — divorcé (3)  
Nom et prénoms du conjoint :  
Date et lieu du mariage :  
Régime matrimonial :

**MANDATAIRE (4) (ou Représentant légal, judiciaire ou statutaire)**

NOM (en majuscules) :  
Prénoms (2) :  
Nationalité :  
Profession :  
Domicile :  
Qualité dans laquelle il agit :

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'IMMEUBLE SINISTRÉ**

Adresse complète de la propriété : *14 Rue Franklin à Terquier Aime.*  
Si celle-ci a été comprise dans un levé de plans parcellaires effectué par le M.R.U. et si un n° d'ilôt et un n° de parcelle lui ont été affectés, indiquez-les ci-dessous.  
N° d'ilôt : *néant.* N° de parcelle : *néant.*  
A défaut de ces renseignements, indiquez si possible, et le cas échéant pour chaque bâtiment, le n° de parcelle cadastrale : *301 A. N° 145 p. 147 p.*  
Date, causes et circonstances du sinistre (5) : *Bombardements des 10 et 18.4.45.*

(1) Si l'immeuble appartient à plusieurs propriétaires, fournir pour chacun d'eux les mêmes renseignements sur une feuille annexe.

(2) Indiquez tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil et soulignez le prénom usuel.

(3) Rayer les mentions inutiles.

(4) Si le propriétaire n'agit pas personnellement.

(5) Donnez tous les détails connus. Précisez si le sinistre est bien la conséquence directe et immédiate des actes de guerre relatés, sans intervention d'aucune autre cause ni interposition d'aucun autre fait.

## MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le règlement des sommes supérieures à 5.000 francs doit s'effectuer obligatoirement par virement (Loi du 22 Octobre 1940 modifiée par la loi du 1<sup>er</sup> Février 1943).

Règlement à effectuer au nom de M.

Demeurant

Nom de l'Établissement (Caisse du Trésor, Compte postal, Banque) :

(I) Par virement

Adresse de l'Établissement :

N° du compte :

(II) En bon de caisse sur

(II) En mandat-carte à l'adresse indiquée ci-contre :

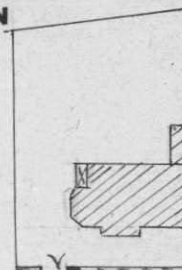
## DESTINATION DES BATIMENTS COMPRIS DANS LA PROPRIÉTÉ (2)

Voir, page 3, les observations correspondantes

Bâtiments totalement détruits Formule B <sub>2</sub>	Bâtiments partiellement détruits pour lesquels vous ne demandez pas le bénéfice de la liquidation forfaitaire (Voir dernière page 1 - 2° a) Formule C <sub>2</sub>	Bâtiments partiellement détruits pour lesquels vous demandez le bénéfice de la liquidation forfaitaire (Voir dernière page 1 - 2° b) Formule Cbis	Bâtiments intacts
N°	N°	N°	
N°	N°	N°	
N°	N°	N°	
N°	N°	N°	

## CROQUIS D'IMPLANTATION

Si la propriété comprend plusieurs bâtiments, précisez ci-contre (en vous bornant à indiquer leur numéro et leur destination) leur situation respective, au moyen d'un croquis sommaire à petite échelle.



0.001 p.m.

## PIÈCES PRODUITES (2)

Accompagnant la présente demande

A l'appui d'une demande antérieure

- 1° formule Cbis
- 2°
- 3°
- 4°
- 5°
- 6°

- 1°
- 2°
- 3°
- 4°
- 5°
- 6°

## ATTESTATION DU DÉCLARANT

Je, soussigné, déclare avoir pris connaissance de l'art. 16 de la loi des 11 Octobre 1940 - 12 Juillet 1941, modifiée les 8 Novembre 1941 et 7 Octobre 1942, ainsi libellé :

« Toute personne qui, à l'occasion de l'application du présent décret, soit en sa faveur, soit en faveur d'un tiers, aura imputé faussement un dommage à un acte de guerre ou fourni sciemment des renseignements inexacts, sera punie d'une peine de six jours à cinq ans de prison et d'une amende de 1.000 à 1 million de francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si cette personne a la qualité de sinistré ou d'ayant-droit de sinistré, elle sera par jugement déchue, en tout ou en partie, du droit aux participations financières ou indemnités instituées par le présent décret; elle sera en outre condamnée au remboursement des sommes indûment perçues.

Les mandataires ou ayants-droit des sinistrés, conseillers, techniciens ou leurs collaborateurs et, d'une façon générale, toutes personnes reconnues coupables comme co-auteurs ou complices des infractions prévues aux alinéas qui précèdent seront frappées des mêmes peines et condamnées solidairement avec l'auteur principal à la réparation du préjudice causé à l'État.

Les conseillers, techniciens ou leurs collaborateurs ayant contribué, même par simple négligence, à l'établissement d'une déclaration inexacte, pourront être exclus par le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, pour un temps fixé par lui, de tout travail intéressant la Reconstruction Immobilière ou la Reconstitution Industrielle, commerciale ou artisanale.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article sont applicables à ceux qui, sans motif reconnu valable, ne font pas, dans les délais fixés par le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, l'emploi prévu des sommes à eux allouées en application du présent décret ou à ceux qui en font un emploi différent de celui pour lequel elles ont été accordées ».

Je déclare sous la foi du serment que les indications figurant, tant sur la présente demande que sur les formules B<sub>2</sub>, C<sub>2</sub> et Cbis, incluses, sont sincères et véritables.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 194 \_\_\_\_\_

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Rappeler en face des pièces se rapportant spécialement à un bâtiment le n° de celui-ci.



EMPLACEMENT RÉSERVÉ

AUX SERVICES DU COMMISSARIAT

Dossier N° \_\_\_\_\_ Z

Décision N° \_\_\_\_\_ C

ÉTAT FRANÇAIS

COMMISSARIAT A LA RECONSTRUCTION

Loi des 11 octobre 1940, 12 juillet 1941,  
modifiée les 8 novembre 1941 et 7 octobre 1942.



BATIMENT

N° \_\_\_\_\_

# ÉTAT DESCRIPTIF

## D'UN BATIMENT PARTIELLEMENT DÉTRUIT

### LIQUIDATION FORFAITAIRE DE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT

Vous trouverez à la dernière page de la formule modèle A 2, les renseignements nécessaires à la constitution des dossiers de destruction (dossiers n° 1).  
Lisez cette page avec soin avant de remplir la présente formule.

#### PROPRIÉTAIRE

NOM (1) (en majuscules) et Prénoms (2) : *Société nationale des Chemins de fer Français*  
Domicile (3) : *88 rue St. Lazare à Paris.*

#### MANDATAIRE

ou représentant légal, judiciaire ou statutaire

NOM (en majuscules) et Prénoms (2) : \_\_\_\_\_

Domicile : \_\_\_\_\_

Qualité dans laquelle, il agit : \_\_\_\_\_

#### RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU BATIMENT ENDOMMAGÉ

Adresse complète : *14 Rue Franklin à Terquier.*

Si la propriété a été comprise dans un levé de plans parcellaires effectué par le C. R. et si un numéro d'ilot et un numéro de parcelle lui ont été affectés, indiquez les ci-dessous :

N° d'ilot : \_\_\_\_\_

N° de parcelle : \_\_\_\_\_

A défaut de ces renseignements, indiquez, si possible, la section et le numéro de parcelle cadastrale :

*5<sup>ème</sup> A. Parcelle 145 x 147.*

Destination du bâtiment (4) : *habitation.*

Servitudes foncières (5) : *rien.*

Date, causes et circonstances du sinistre (6) : \_\_\_\_\_

*Bombardements des 10 & 18 Avril 1944.*

(1) Ou, s'il s'agit d'une Société, Raison Sociale.

(2) Indiquez tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil et soulignez le prénom usuel.

(3) Ou, s'il s'agit d'une Société, Siège Social.

(4) Par exemple : habitation, grange, écurie, etc. S'il s'agit d'un bâtiment servant à l'habitation du personnel d'un établissement industriel, ou si une partie du bâtiment était à usage professionnel, industriel commercial ou artisanal, le préciser.

(5) Par exemple : servitudes de vue, de passage. Donner toutes précisions sur la nature de ces droits et en indiquer les bénéficiaires.

(6) Donnez tous les détails connus. Précisez si le sinistre est bien la conséquence directe et immédiate des actes de guerre relatés sans intervention d'aucune autre cause, ni interposition d'aucun autre fait.

	EMPLACEMENT A REMPLIR PAR LE PROPRIÉTAIRE	EMPLACEMENT RÉSERVÉ AUX SERVICES DU COMMISSARIAT
	Montant proposé	Montant retenu après vérification
Montant des réparations . . . . .	600 000 <sup>+</sup>	

Je soussigné . . . . ., demande que la participation financière de l'Etat à la réparation du bâtiment ci-dessus désigné soit calculée sur la base des taux forfaitaires (1) appliqués au montant des travaux de réparation.

Je déclare opter de façon formelle et définitive pour ce mode de liquidation.

A . . . . . le . . . . .  
(Signature)

(1) Taux normal : 2,3. — Taux exceptionnel : 3,4 (Voir la remarque importante figurant à la dernière page de la formule A2).



BATIMENT N°		1
Destination	Par exemple, habitation, grange, écurie, etc. S'il s'agit d'un bâtiment servant à l'habitation du personnel, d'un établissement industriel, ou si une partie du bâtiment était à usage professionnel, industriel, commercial ou artisanal, le préciser.	habitation.
Quotité du dommage et choix du mode de calcul de la participation de l'Etat	Bâtiment <del>totalément</del> détruit.	Formule B <sub>2</sub> (1)
	Bâtiments partiellement détruits pour lesquels vous ne demandez pas le bénéfice de la liquidation forfaitaire.	Formule C <sub>2</sub> (1)
	Bâtiments partiellement détruits pour lesquels vous demandez le bénéfice de la liquidation forfaitaire.	Formule C bis (1)
Origine de propriété	Précisez si le bâtiment provient d'un achat, d'un échange, d'une donation, d'un partage, d'une succession, si vous l'avez fait construire, etc., et indiquez la date à laquelle vous en êtes devenu propriétaire.	Vente en cours.
Droits réels	Le bâtiment était-il grevé de droits réels (usufruit, hypothèques, privilèges, droits d'usage, habitation, servitudes foncières, promesse de vente, etc.) Donner toutes précisions sur la nature et l'importance de ces droits et en indiquer les bénéficiaires.	non -
Ancienneté	Indiquez l'année de la construction ou si vous ne pouvez la préciser, la décade (exemple 1870 à 1880). Il suffit de mentionner : antérieur à 1840, si le bâtiment a été construit avant cette date.	construit en 1928.
Locations	Le bâtiment était-il loué en tout ou partie au 1 <sup>er</sup> septembre 1939 ? Le cas échéant, énumérer les locations et en préciser la nature en indiquant le montant annuel du ou des loyers.	non.
Assurance	Le bâtiment était-il assuré contre l'incendie ? A quelle Compagnie ? Pour quelle somme ? L'assurance couvrirait-elle les risques de guerre ?	oui La Providence - Agence de Chauxy. 100.000 F. non
Subventions antérieures	Avez-vous déposé pour le même bâtiment une demande de subvention au titre de la loi du 5 août 1940 ou 9 février 1941, ou à tout autre titre ? Date et n° des arrêtés ou des décisions dont vous avez bénéficié Montant des subventions correspondantes Sommes déjà perçues	rien
OBSERVATIONS		

(1) Rayer les mentions inutiles.

Si la propriété comporte plusieurs bâtiments détruits ou endommagés, coller à cet emplacement une feuille complémentaire A bis.

## CONSTITUTION DES DOSSIERS DE DESTRUCTION (DOSSIER N° 1)

Les Services du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme sont à la disposition des sinistrés pour leur fournir tous les renseignements complémentaires dont ils pourraient avoir besoin.

### I. — DÉTERMINATION DE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT.

1° Dans le cas des immeubles **totalelement détruits**, la participation financière de l'État est égale à 80 % du «coût normal de reconstruction» d'un immeuble, d'une surface utilisable et d'une destination semblables à celles de l'immeuble détruit.

Cette participation est toutefois susceptible de subir des abattements, ne pouvant excéder 1/3, en raison, soit de l'ancienneté de l'immeuble détruit, soit de la nature des matériaux y employés, soit de son insalubrité, soit enfin de l'absence d'agencements modernes.

2° Dans le cas des immeubles **partiellement détruits** :

a) la **méthode normale** de calcul de la participation consiste :

- soit à calculer l'allocation qui serait attribuée dans le cas de destruction totale en l'affectant du pourcentage de destruction de l'immeuble,
  - soit à appliquer le taux de 80 %, et les abattements ci-dessus énumérés au coût contrôlé de la réparation normale,
- en outre, la fraction des dépenses restant à la charge du propriétaire ne doit, en aucun cas, être inférieure à 2,5 % du coût normal de reconstruction intégrale.

Vous n'aurez pas à intervenir dans le choix entre ces deux méthodes, qui appartient aux Services du Ministère.

b) Toutefois, dans le cas où le coût des réparations d'un immeuble est inférieur à 100.000 francs, vous pouvez demander le bénéfice de la **liquidation forfaitaire**. La participation est alors calculée sur la base des 2/3 du montant des travaux de réparation, déduction faite d'un abattement forfaitaire de 500 francs.

**REMARQUE IMPORTANTE :** Dans les cas prévus aux § 1° et 2° a), le taux de la participation est porté exceptionnellement de 80 à 90 % pour les immeubles d'un coût normal de reconstruction évalué au 12 Juillet 1941 inférieur à 300.000 francs, en faveur, soit des propriétaires d'un seul immeuble à usage d'habitation, soit des propriétaires de plusieurs immeubles pour l'immeuble qu'ils habitaient avec leur famille comprenant trois enfants au moins.

Dans le cas prévu au § 2° b), le taux de la participation est porté de 2/3 à 3/4 pour les sinistrés répondant aux conditions ci-dessus, compte non tenu de la limitation du coût normal de reconstruction à 300.000 francs.

Si vous êtes susceptible de bénéficier de ces taux exceptionnels, { propriétaire d'un seul immeuble.

indiquez ci-contre à quel titre :

{ habitant avec trois enfants au moins dans l'immeuble sinistré. } (1)

et renseignez-vous auprès du Service Départemental du M.R.U. sur les pièces justificatives à produire.

### II. — CONSTITUTION DES DOSSIERS.

Les propriétaires sinistrés doivent constituer :

1° Des **dossiers de destruction (dossiers n° 1)** portant état descriptif des immeubles détruits et justification de leurs droits.

2° Ultérieurement et conformément aux indications qui leur seront données après instruction de leurs dossiers de destruction, des **dossiers de reconstruction ou de réparation (dossiers n° 2)**, qui permettront de fixer le montant des participations financières de l'État.

**Remarque :** Lorsque les dégâts sont d'importance limitée, les sinistrés ont intérêt à compléter immédiatement le dossier de destruction par les pièces justificatives permettant de contrôler le coût de la réparation, ce qui leur évitera d'avoir à déposer un dossier de réparation distinct.

### III. — COMPOSITION DU DOSSIER DE DESTRUCTION (DOSSIER N° 1)

Il doit être établi un dossier de destruction pour chaque propriété d'un seul tenant.

Ce dossier comprend :

1° Une formule **A<sub>2</sub>** «Dossier de destruction», établie pour l'ensemble de la propriété. Si celle-ci comporte plusieurs bâtiments, coller à cette formule une feuille complémentaire **A bis**.

2° Une formule **B<sub>2</sub>** par bâtiment totalement détruit.

Une formule **C<sub>2</sub>** par bâtiment partiellement détruit pour lequel vous ne demandez pas le bénéfice de la liquidation forfaitaire (I - 2° - a).

Une formule **C bis** par bâtiment partiellement détruit pour lequel vous demandez le bénéfice de la liquidation forfaitaire (I - 2° - b).

3° Des pièces justificatives.

Après signature, le dossier doit être adressé à :

Monsieur le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME  
au Chef-lieu du Département du lieu du sinistre.

### Pièces justificatives.

#### État-civil du propriétaire.

1° Personnes physiques autres que les femmes mariées, veuves ou divorcées : extrait d'acte de naissance ou extrait d'acte de mariage (2).

Femmes mariées... : extrait d'acte de mariage (2) et contrat de mariage, s'il en existe un.

Veuves... : extrait d'acte de naissance (2), accompagné de l'extrait d'acte du décès du mari.

Divorcées... : extrait d'acte de naissance (2)

2° Personnes morales : se renseigner aux Services du Ministère.

**Nationalité du propriétaire :** Présentation de toute pièce officielle faisant mention de la nationalité : carte d'identité officielle, livret militaire, carte d'électeur, etc...

**Pouvoirs du mandataire** ou du représentant légal, judiciaire ou statutaire.

**Procuration du propriétaire :** (les Services du Ministère délivrent à cet effet des imprimés spéciaux), ou expédition du jugement ou de la délibération du conseil de famille, extrait du registre de délibération du Conseil d'Administration, etc. habilitant le mandataire ou le représentant.

#### Droits de propriété :

1° Communication des titres de propriété (qui seront rendus après examen) accompagnés d'une analyse succincte de ceux-ci sur une formule 274 A fournie par le Ministère.

2° État négatif (2) des transcriptions aliénatives du chef du propriétaire actuel et relatif à l'immeuble en question.

**Coût des réparations :** Voir ci-dessus - II - Remarque.

Devis, si la demande est déposée avant l'exécution des travaux. — Mémoires et factures vérifiés après achèvement de ceux-ci.

**REMARQUES.** — 1° Si vous avez déjà déposé, dans le même département, un dossier mobilier ou immobilier au titre des lois en vigueur sur la Reconstruction immobilière, vous n'avez pas à produire de nouveau les pièces justificatives déjà fournies.

2° Au cas où vous seriez dans l'impossibilité de vous procurer certaines pièces, renseignez-vous auprès du Service Départemental sur celles susceptibles de les remplacer.

3° Les services du Ministère se réservent de demander aux intéressés le dépôt de toutes pièces justificatives non prévues ci-dessus et qui leur sembleraient nécessaires.

(1) Rayer la mention inutile.

(2) Délivré depuis moins de trois mois.



district Bakouents

Taqvier.

Constat de l'immeuble sis N° 14 Rue Franklin à Taqvier.  
(au 1<sup>er</sup> octobre 1946)

Cause des dommages: bombardements aériens des 10 et 18 Avril 1944.  
bombes tombées sur les dépendances et sur l'immeuble poigné N° 12.

Description des dommages:

Maison d'habitation.

A la couverture en ardoises 22/32 le versant sur rue est à remanier en entier. Le versant sur cour est à refaire au 2/3 - sur les versants de la cuisine en appentis remplacement d'ardoise en recherche. la souche de la cheminée principale est à refaire sur toute sa hauteur.

Intérieurs:

- 1<sup>er</sup> étage: Chambre sur rue: Réfection du plafond au plâtre, divers raccords de mairances. réparation des portes, fenêtres et jalousies, les tentures et peintures à refaire.

- chambre sur cour: réfection de plafond en plâtre à 3 parties d'enduits sur murs et raccords de mairances à reprendre. Réparation des portes, croisées et jalousies, les peintures et tentures sont à refaire.

- Salon dégagement: réfection des plafonds, démolition et réfection de cloison en carreaux de plâtre, raccords de mairances, réparation d'une porte avec remplacement des quincailleries.

- Rez de chaussée: Salon: Réfection de plafond, raccord des mairances démolition et reconstruction de cloison en carreaux de plâtre. Remplacement de la cheminée Pompadour. Réparation des portes, croisées et jalousies, les tentures et peintures sont à refaire.

- Salle de Bain: Réfection des plafonds et de 2 parties d'enduits au plâtre. réparation des menuiseries et placards, remplacement du rideau en bois. les peintures sont à refaire.

- Salle à Manger: Réfection du plafond, calfeutrement des corniches en stoff, dépôt et repose de la cheminée en marbre, réparation des croisées, portes et jalousies. les tentures et peintures sont à refaire.

Bureau: réfection des plafonds raccords de maçonnerie. Calfeutrement des corniches. Réparation des portes croisées et jalousies. Peinture et tenture à refaire.

Cuisine: Réfection des plafonds - raccords d'enduit au plâtre à refaire.

Vestibule: Réfection de plafond, lachement et réfection d'enduits au plâtre. Remplacement du carrelage. Réparation des menuiseries les peintures et tentures sont à refaire.

Nota: tous les parquets devront être rabotés.

Les installations de plomberie: gaz et eau: ainsi que celle du chauffage central et de la salle de Bains sont à réparer de même que l'installation d'éclairage électrique.

Dépendances:

W.C.: à reconstruire sur fosse existante.

Boanderie: à reconstruire totalement.

Bûcher: à reconstruire totalement.

Clôture: le mur de clôture sur Rue est à reconstruire le mur de clôture de la cour côté droit est à refaire.

Tenquier le 27 Octobre 1945.

Le Sous-Inspecteur

Ulloa



# Bergnier Immeuble 14 Rue Franklin

## Estimation des travaux de remise en état.

Com <sup>de</sup> 18195 du 24-11-45 de of. Demours à l'entreprise Lucette à Bergnier et C <sup>de</sup> 3544 du 23-11-45 de of. Fraillier -	}	Travaux de déblaiement - façonnage menuiserie - quincaillerie - enduits.	188.040 <sup>+</sup>  99.080 <sup>+</sup>
---	---	---	---

C <sup>de</sup> 3626 du 26-11-45 de of. Fraillier à l'entreprise Sart à S Quentin -	}	Travaux de chauffage central, plomberie, installations sanitaires -	48.700 <sup>+</sup>
--	---	--	---------------------

Commande à l'entreprise Bevilloy à S Quentin (à la signature de of. Fraillier)	}	Travaux de couverture -	77.244 <sup>+</sup>
---	---	-------------------------	---------------------

A prévoir pour peinture et vitrerie -  
installations électriques.

à valoir.

---

413.064<sup>+</sup>

162.000<sup>+</sup>

20.000<sup>+</sup>

---

595.064<sup>+</sup>

4.936<sup>+</sup>

---

600.000<sup>+</sup>



Paris, le 1er Octobre 1945.

VB.N.81

447 R

Monsieur LECLERCQ (M. PETINE)  
Dommages de guerre.

La S.N.C.F. vient de proposer au Ministre l'acquisition amiable d'une maison située à TERGNIER, 14, rue Franklin, appartenant à Madame LAITAT et qui a été endommagée par faits de guerre.

Cette maison est destinée au logement de notre Médecin local et il serait nécessaire que les travaux de remise en état puissent être entrepris dans le plus bref délai possible après la régularisation de notre acquisition.

A { Or, à ma connaissance, aucun dossier de dommages de guerre n'a été déposé jusqu'à ce jour par la propriétaire.

B { Si A est exact, je vous prie de donner toutes instructions utiles au service local afin qu'il recueille, dès maintenant, toutes indications et réunisse tous documents nécessaires pour la constitution de ce dossier, qui pourrait ainsi être remis au Service de la Reconstruction dès que notre acquisition serait devenue définitive.

Si Madame LAITAT n'y voyait pas d'objection, nous pourrions même lui demander de déposer en son nom le dossier ainsi préparé par nous, ceci afin de gagner du temps.

*Vous voudrez bien m'en tenir au courant -*

Le Chef du Domaine

*Copie à M. Fraillon*

*puir de faire le nécessaire par B  
dans le cas où la propriétaire n'aurait  
pas déposé de dossier -*

*Heiller*

2/10 as



Emplacement réservé  
aux services du  
Ministère.

DOSSIER N°

DÉCISION N°

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME.

DG<sub>5</sub>

Anciens imprimés  
DH3 DH4 et DPS3.

BÂTIMENT

N°

## ÉTAT DESCRIPTIF

D'UN BÂTIMENT } d'habitation  
                          } public } (1) sinistré et de ses dépendances.

Désignation du propriétaire (2):

Adresse du bâtiment: rue..... n°....., à..... dép't de.....

		BÂTIMENT PRINCIPAL.		DÉPENDANCES (3).			
Renseignements à fournir dans tous les cas.	Destination (4):.....						
	Ancienneté (5):.....						
	État {	de conservation du gros œuvre (6).....					
		d'entretien des {	menuiseries (6).....				
peintures (6).....							
		couverture (6).....					
Renseignements à fournir pour les bâtiments détruits ou fortement endommagés et pour les bâtiments d'habitation pouvant donner lieu au taux exceptionnel.	Nature des façades.....						
	Épaisseur des façades.....						
	Nature des murs latéraux.....						
	Épaisseur des murs latéraux.....						
	Nature de la couverture.....						
	Ossature des {	sous-sol.....					
		rez-de chaussée.....					
			étages courants.....				
				étage sous comble.....			
	Le bâtiment comportait-il:						
		l'eau?.....					
		le gaz?.....					
		l'électricité?.....					
		le chauffage central?.....					
		des salles de bains (nombre)?.....					
	des W.-C. (nombre)?.....						
	des fosses fixes?.....						
	des fosses septiques?.....						
	des puits perdus?.....						
	le tout à l'égout?.....						

(1) Rayer les mentions inutiles.

(2) Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique.

(3) Dépendances de faible importance seulement (petit garage, buanderie, etc.) Les dépendances plus importantes doivent être portées sur un état séparé en utilisant la colonne destinée au bâtiment principal.

(4) Préciser notamment s'il s'agit d'un bâtiment servant à l'habitation du personnel d'un établissement industriel.

(5) Indiquer la décennie de construction (exemple 1871-1880) ou porter, s'il y a lieu, la mention « antérieur à 1840 » ou « postérieur à 1935 ».

(6) Indiquer: bon, médiocre ou mauvais.

(7) Planchers hauts de chaque étage (voûtes, solives fer, bois, etc.).

Renseignements à fournir pour les bâtiments détruits ou fortement endommagés et pour les bâtiments d'habitation pouvant donner lieu au taux exceptionnel.

AFFECTATION ET SURFACE DES ÉTAGES (1).	BÂTIMENT PRINCIPAL.		DÉPENDANCES (surfaces).		
	AFFECTATION.	SURFACES.			
Sous-sol.....					
Caves.....					
Fondation sur terre-plein.....					
Rez-de-chaussée.....					
1 <sup>er</sup> étage.....					
2 <sup>me</sup> étage.....					
3 <sup>me</sup> étage.....					
Comble perdu à la Mansard (2).....					
Comble utilisable.....					
Comble aménagé.....					

Emplacement réservé aux croquis (3).

À....., le ..... 194.....  
(Signature.)

(1) Surface hors-œuvre ou, en cas de mitoyenneté, calculée en tenant compte de la moitié de l'épaisseur des murs mitoyens.

(2) Rayer les mentions inutiles.

(3) Faire des croquis du bâtiment aussi simples que possible, donnant les dimensions principales des sous-sol ou cave, rez-de-chaussée, étage, comble et faisant ressortir les dimensions approximatives des cours et courtes.

Donner une silhouette de la façade et une coupe du bâtiment indiquant les hauteurs d'étages et montrant la forme du toit. Pour les dépendances, faire des croquis donnant les dimensions principales du rez-de-chaussée, et la coupe montrant la forme du toit. Faire ressortir en rouge, dans la mesure du possible, les parties détruites.



## Constitution de Rente.

### Taux. Principe.

Aux termes de l'article 1976 du Code Civil, la rente viagère peut être constituée au taux qui il plaît aux parties contractantes de fixer.

Toutefois, l'article 1976 doit être entendu en ce sens que ce taux peut être supérieur à l'intérêt légal, mais qu'il ne peut lui être inférieur; parce que la rente viagère qui n'excéderait pas le revenu des biens vendus ou l'intérêt du capital aliéné perdrait alors son caractère aliéatoire.

Dis lors, serait nulle la constitution de rente viagère dont le taux serait inférieur à l'intérêt légal du capital aliéné, alors surtout lorsqu'il résulterait, de la part du créancier, l'intention de faire une donation déguisée.

Ainsi, quel que soit le taux d'une rente viagère, et à moins qu'il ne s'agisse d'un prêt usuraire déguisé, le contrat de constitution ne saurait être réputé usuraire, d'autant que le taux peut et doit varier suivant l'âge des personnes, leur état de santé et d'autres circonstances.

Et le contrat de rente viagère ne peut être annulé pour cause de vilité du prix, à moins que l'aliénation ne fût consentie sur des bases telles, que les arrérages de la rente soient inférieurs ou seulement égaux aux revenus de l'immeuble aliéné et que le contrat n'offre, par suite, aucun caractère aliéatoire.

Mais il est aussi à remarquer que le contrat de rente viagère a pour but de créer une suite dont la durée est bornée au temps de la vie d'une ou plusieurs personnes.

La rente viagère peut être constituée à titre gratuit ou onéreux.

A titre gratuit, elle peut être faite, par donation entre vifs ou par testament. Elle doit, dans ce cas, être revêtue des formes prescrites, pour ce acte, par l'article 1969 du Code Civil.

A titre onéreux, elle intervient moyennant une somme d'argent, ou pour une chose ~~immobilière~~ <sup>meuble</sup> appréciable ou pour un immeuble. (Art. 1968).

Dans le cas de l'article 1969, c'est à dire faite à titre gratuit, la rente viagère est réductible, si elle excède ce dont il est permis de disposer; elle est nulle, si elle est au profit d'une personne incapable de recevoir.

Il est à rappeler que tout contrat de rente viagère, créé sur la tête d'une personne atteinte, lors du

Contrat, d'une maladie ayant entraîné sa mort dans les 20 jours de ce contrat, est nul. (Art. 1975. C.C.). - Le jour du contrat ne doit pas être compté.

Cette disposition est inapplicable au cas où, la rente viagère ayant été créée sur plusieurs têtes et stipulée réversible pour le tout au profit des divers crédi-rentiers, l'un d'eux succombe à une maladie préexistante dans les 20 jours qui suivent la constitution. (Cass. Civ. 14 Novembre 1904).

La rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer. (Art. 1976.).

Le débiteur-rentier est tenu :

1°. de fournir les sûretés promises par le contrat constitutif de la rente.

2°. Et de payer régulièrement les arrérages de cette rente.

A ajouter que la rente viagère peut être stipulée ~~non saisissable~~ insaisissable, mais seulement lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit. (Art. 1981. C.C.).

Mais la stipulation d'insaisissabilité n'entraîne pas de plein droit l'incessibilité.

~~Par exemple, les rentes viagères constituées par la Caisse Nationale des Retraités sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de~~

Il en est <sup>aussi</sup> par exemple, des rentes viagères constituées par la Caisse Nationale des Retraités qui demeurent incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de (changements notables rapportés).

La durée de la rente viagère est donc comme son nom l'indique, limitée à la vie d'une personne.

L'incertitude de l'époque à laquelle arrivera le décès, a fait placer la rente viagère parmi les contrats aléatoires, car il y a chance de perte ou de gain pour le débiteur de la rente, en même temps que chance de gain ou de perte pour celui qui profite de la rente, suivant que la personne sur la tête de laquelle elle a été créée vit plus ou moins longtemps.

La rente viagère peut être constituée à titre onéreux, moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble. Elle peut, également, être constituée à titre purement gratuit, par donation entre vifs ou par testament; dans ce cas elle est soumise aux règles des donations ou des legs, ainsi elle est réductible si elle excède la quotité disponible.

Les héritiers réservataires ont alors le choix, ou d'accepter la disposition, ou d'abandonner au créancier la propriété de la quotité disponible. Code Civ. - Art. 987.

Le plus ordinairement, la rente viagère est constituée sur la tête de la personne qui a le droit d'en jouir; mais elle peut l'être également sur la tête d'un tiers qui n'y a aucun droit, et qui même



ignore la convention. Elle peut l'être aussi sur une ou plusieurs têtes.

Tout contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet. Il en est de même du contrat par lequel la rente a été créée sur la tête d'une personne déjà atteinte de la maladie dont elle est morte dans les 20 jours de la date du contrat.

Le taux des rentes viagères n'est pas limité par la loi comme celui de l'intérêt civil ordinaire, parce qu'il ~~est~~ dépend ~~de~~ d'éléments essentiellement variables suivant les personnes; il est une conséquence forcée du caractère aléatoire du contrat. Aussi les parties peuvent-elles le fixer comme il leur plaît.

La rente viagère n'est pas rachetable.

Le constituant ne peut, à moins d'une convention formelle, s'en libérer en offrant de rembourser le capital et en renonçant à la répétition des arrérages qu'il a payés; il est tenu de servir la rente pendant toute la vie de la personne ou des ~~les~~ personnes sur la tête desquelles elle a été constituée, quelle que soit la durée de la vie de ces personnes et quelle que soient les événements qui ont pu devenir le service de cette rente.

Le rentier, de son côté, ne peut, à moins d'une convention formelle, demander le remboursement du capital ou la restitution du fonds aliéné pour acquiescer la rente, lors même que les arrérages ne lui sont pas exactement payés. Il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, afin de s'assurer sur le produit, une somme suffisante pour le service des arrérages.

La résiliation du contrat peut, toutefois, être demandée si le constituant ne donne pas les sûretés qui avaient été stipulées pour son exécution, comme une hypothèque, une caution. Il n'y a pas lieu, dans ce cas, à la restitution des arrérages perçus.

La rente viagère n'est acquise au propriétaire que dans la proportion du nombre de jours qu'il a vécu. Néanmoins, s'il a été convenu qu'elle serait payée d'avance, le terme qui a dû être payé est acquis du jour où le paiement a dû en être fait.

Une rente viagère ne peut être stipulée insaisissable lorsque elle est constituée à titre gratuit. Le donateur est libre de mettre, à sa libéralité, une pareille condition.

Celui, au contraire, qui acquiert avec ses propres biens une rente viagère, ne peut stipuler qu'elle sera insaisissable, car il lui aurait été ainsi permis de soustraire à l'action de ses créanciers possibles, une partie et souvent même la totalité des biens qui sont le gage de ces derniers.

Le propriétaire d'une rente viagère n'en peut demander  
les arrérages lui en justifiant de son existence, ou de celle  
de la personne sur la tête de laquelle elle a été constituée.

Les arrérages des rentes <sup>viagères</sup> prescrivent par 5 ans.

(Code Civil Art. 2277).

Elles sont rangées dans la catégorie des biens meubles.  
(Code Civil. art. 529).



## DOMMAGES DE GUERRE

### Note sur les différentes lois intervenues en cette matière et leur applicabilité à la S.N.C.F.

Au cours de la guerre 1939-1945, divers textes (lois ou décrets) ont été rendus nécessaires et sont intervenus pour préciser la position des sinistrés en cas de dommages causés à leurs biens et ayant pour base un fait imputable aux hostilités.

A l'origine, aucune distinction n'était faite, sauf en ce qui concerne l'Etat qui demeurait en dehors de cette législation ; - la S.N.C.F. se trouvait ainsi placée et considérée comme sinistrée et admise, comme tout tiers, à revendiquer le bénéfice de cette même législation.

Cependant, une première question se posait déjà ; elle avait trait à la détermination des bâtiments qui, selon leur affectation, pouvaient ou non être considérés comme susceptibles d'être compris dans ces lois d'exception.

Et l'on était, administrativement parlant, arrivé, au début de 1941, à un classement comprenant deux catégories :

- l'une, s'appliquant aux bâtiments indispensables à la stricte exploitation du chemin de fer en période de guerre, c'est-à-dire les bâtiments affectés à la circulation, à la formation, à la déformation, au garage ou à la traction des trains, à l'entretien courant du matériel fixe et roulant, aux installations de production, de transport et de distribution d'énergie électrique, aux installations de sécurité,
- l'autre, visant les bâtiments non strictement indispensables à l'exploitation, telle que celle-ci est définie par le paragraphe précédent.

De cette façon, les bâtiments de cette dernière catégorie rentraient dans le droit commun selon ces conceptions et nous pouvions ainsi, à l'époque, faire état des dispositions, tant,

- de la loi du 5 août 1940, complétée par la circulaire d'application du 16 même mois, relatives aux mesures conservatoires intéressant les immeubles à usage d'habitation comme les immeubles à usage industriel, commercial ou agricole, pour autant que la S.N.C.F. puisse évidemment en posséder au moins dans cette dernière catégorie,
- de la loi du 11 octobre 1940, relative à la reconstruction des immeubles à usage d'habitation, partiellement ou totalement détruits par faits de guerre antérieurs au 25 juin 1940.

Cette dernière loi était plus restrictive que sa devancière car elle ne s'appliquait qu'aux :

- Immeubles d'habitation.
- Locaux à usage commercial ou industriel compris dans les immeubles d'habitation.
- Bâtiments accessoires à l'habitation.
- Bâtiments des collectivités publiques, autres que l'Etat, à l'exception de ceux destinés exclusivement à un usage industriel et commercial.
- Bâtiments des établissements privés d'enseignement et d'assistance.

La S.N.C.F., de par ces textes, se trouvait donc toujours habilitée à bénéficier de ces premières mesures législatives mais, bien entendu, en tenant compte du scindement qui était fait entre les différentes catégories de biens.

Puis, sans qu'il soit utile de faire état d'autres dispositions légales intervenues entre temps, puisque désormais devenues sans objet ou sans intérêt pour la question, une première loi, visant la S.N.C.F., a été promulguée le 23 octobre 1942.

Cette loi qui a trait, selon le titre qui lui est donné, "à la reconstruction des entreprises industrielles, commerciales ou artisanales, partiellement ou totalement détruites par suite d'actes de guerre", précise, dans son article 3, "que des lois spéciales détermineront dans quelles conditions seront reconstituées les entreprises de chemin de fer d'intérêt général ou de voies ferrées d'intérêt local et les entreprises assimilées".

Il fallait donc déduire de ce texte que la S.N.C.F. n'était pas, pour autant, exclus de cette législation puisque des dispositions qui lui seraient propres, étaient prévues.

Mais la loi du 28 octobre 1946, actuellement en vigueur, abroge d'abord, dans son article 77, toutes les dispositions antérieures à celles qu'elle contient et, allant plus loin, porte, dans son article 10, exclusion des chemins de fer d'intérêt général du droit à réparation qui est à sa base.

En principe, la S.N.C.F. n'apparaissait donc pas, selon un texte à l'apparence suffisamment précis, pouvoir bénéficier de la législation en question et ce, d'autant plus, que l'inapplicabilité qui en découlait se trouvait, en ce qui la concernait, nettement confirmée par le paragraphe 50 de la circulaire d'application du 10 janvier 1947, laquelle, il est vrai, se bornait à reprendre l'exclusion résultant de la teneur dudit article 10.

Cependant, un doute existait sur la portée réelle de ces prescriptions tellement il semblait difficile, malgré la concision de la formule adoptée, de concevoir que la S.N.C.F., Société Anonyme, puisse être autrement prise qu'en cette qualité et être assimilée à l'Etat lui-même bien que la prépondérance de celui-ci, dans sa constitution, ne soit pas à nier.

Ainsi, il était notamment utile de savoir si l'exception découlant de la loi du 28 octobre 1946 devait s'entendre de l'ensemble des biens de la S.N.C.F. et, à cet égard, nous objections que, selon nous, ces dispositions législatives ne valaient que pour les biens lui appartenant au jour du sinistre et affectés à l'exploitation.



Il était, en outre, demandé quelles règles seraient suivies en ce qui concerne les biens détruits ou endommagés, acquis avec cession des droits aux dommages.

Par lettre du 20 mars 1947 à M. le Directeur Général de la S.N.C.F., M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, en réponse à la question qui lui était ainsi soumise, prenait parti en faisant connaître "que c'était à "la suite d'une erreur, purement matérielle, qu'il a été indiqué au paragraphe 50 "de la circulaire susvisée qu'en aucun cas les chemins de fer d'intérêt général ne "pouvaient bénéficier de la loi sur les dommages de guerre".

Il était ajouté que la position de son Département à ce sujet demeurait en réalité celle qu'il avait adoptée sous le régime des lois antérieures.

C'est-à-dire que, seuls, les bâtiments, matériels et installations servant à l'exploitation du service public ne pouvaient ouvrir droit au concours financier de l'Etat. Et, qu'au contraire, les différents biens du domaine privé de la S.N.C.F. et, notamment, les immeubles d'habitation servant au logement de son personnel, seraient reconstitués dans les conditions prévues, pour chacune de ces natures de biens, par la loi du 28 octobre 1946.

Qu'enfin, la reconstitution des biens sinistrés, acquis de particuliers, donnerait, ou non, lieu au versement d'une indemnité, selon la même distinction car, dit la décision, il importe peu de savoir que ces biens aient été, à l'origine, susceptibles d'ouvrir droit, dans un patrimoine privé, au bénéfice de la législation sur les dommages de guerre puisque, de même que ce droit s'éteindrait, en toute hypothèse, entre les mains de l'Etat acquéreur qui ne put jamais prétendre à une indemnité de reconstitution, de même il disparaîtra entre les mains de la S.N.C.F. si celle-ci les affecte au service public des transports car, en sa qualité d'exploitante de ce service, elle est, ainsi que l'Etat lui-même, inhabile à se prévaloir des dispositions de la loi du 28 octobre 1946.

Cette thèse s'est trouvée confirmée par une autre lettre de M. le Ministre de la Reconstruction à M. le Ministre des Travaux Publics et des transports, en date du 2 février 1948, dans laquelle soin a été pris de rappeler qu'il convenait de distinguer lorsqu'il s'agissait de biens appartenant à la S.N.C.F. :

- d'une part, les bâtiments, matériels et installations servant à l'exploitation du service public dont la reconstitution ne pouvait être opérée au titre de la législation sur les dommages de guerre ;
- d'autre part, les différents biens du Domaine privé de la S.N.C.F. et, notamment, les immeubles d'habitation servant au logement de son personnel, lesquels pouvaient être reconstitués dans les conditions prévues par la loi du 28 octobre 1946.

Il apparaissait donc qu'étaient à classer dans cette catégorie, malgré leur dépendance certaine du domaine public et en les considérant, toutefois, comme non affectés à l'exploitation et, pour cette raison, non indispensables à celle-ci :

- les bâtiments occupés par l'Economat ;
- les maisons de garde désaffectées ;
- les immeubles désaffectés loués à des tiers ;
- tous autres immeubles ou terrains loués à des tiers ;
- les bâtiments occupés pour l'apprentissage et les écoles ;

- les bâtiments utilisés pour les œuvres sociales et les installations sportives ;
- les logements d'agents, etc.

à condition qu'ils soient nettement distincts, ou facilement séparables, des installations du chemin de fer.

Plus, évidemment, les immeubles acquis au sujet desquels aucune discussion ne semblait pouvoir être soulevée.

Telle était, en tout cas, la classification, d'ailleurs normale, qui avait été retenue en vue de l'établissement et de la remise au M.R.U. des déclarations de sinistres prescrites par l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946 et l'énumération ainsi faite n'a pour but que de préciser la portée apparente de la décision ministérielle en question.

Cette dernière rappelle, en outre, que cette distinction n'existait pas lorsqu'il s'agissait de biens sinistrés appartenant à l'Etat et que si l'article 10 de la loi porte bien exclusion des chemins de fer d'intérêt général, au même titre que l'Etat, il convenait de remarquer que la situation de l'Etat et celle de la S.N.C.F. n'étaient pas identiques et que c'était précisément cette différence de situation qui justifiait une différence de traitement à l'égard de la législation sur les dommages de guerre.

Il était, de cette façon, expliqué que s'il était possible de ne faire aucune distinction entre le domaine public et le domaine privé de l'Etat, c'était parce que les biens en cause appartenaient tous à une personne morale et qu'en définitive il ne pourrait être justifié que l'Etat finance, autrement que par lui-même et directement, l'ensemble de ses dommages de guerre.

Mais qu'il n'en allait pas de même lorsqu'ils s'agissait de la S.N.C.F. qui avait une personnalité morale distincte de celle de l'Etat et possédait en propre un domaine privé, le domaine public étant, dès à présent, la propriété de l'Etat lui-même puisque, en effet, les articles 5 et 6 du décret du 31 août 1937 précisent nettement que la S.N.C.F. possède seulement, pour une durée limitée, le droit d'exploiter un certain nombre de réseaux sans qu'il y ait modification à la situation préexistante en matière de domanialité publique.

Selon l'avis ministériel, cette domanialité peut se résumer de la façon suivante :

Sous le régime ancien, tel qu'il était fixé par la loi du 15 juillet 1845, la distinction entre domaine public et domaine privé était très nette. Seules étaient considérées comme faisant partie de la grande voirie les installations indispensables à l'exploitation et affectées à l'usage du public.

La limite du domaine public concédée appartenant à l'Etat était fixée selon ce principe.

Les autres biens des compagnies constituaient leur domaine privé.

Cette distinction a été reprise dans la convention annexée au décret du 31 août 1937 qui dispose que les biens composant les domaines privés des anciennes compagnies ne sont pas transmis de plein droit à la Société Nationale.

L'article 44 de cette convention reconnaît, en effet, à celle-ci la pleine propriété et la libre disposition de leurs domaines privés respectifs.



Leur incorporation au domaine du chemin de fer n'intervient donc pas de plein droit.

Toutefois, il est à retenir qu'un droit d'option est admis, par le même article 44, au profit de la S.N.C.F. sous réserve de l'accomplissement de certaines formalités dont l'une consiste, en cas de désaccord, à soumettre le différend à l'examen d'un collège arbitral composé :

- d'un expert, désigné par la Compagnie intéressée ;
- d'un expert, désigné par la S.N.C.F.
- et d'un arbitre désigné par M. le Premier Président de la Cour de Cassation.

Ainsi, en se référant aux textes et à la jurisprudence, on doit admettre que font partie du domaine public de la S.N.C.F. et sont, par conséquent, exclus de son domaine privé, non seulement les voies ferrées proprement dites, mais encore toutes les dépendances nécessaires à ces voies, telles que les clôtures des chemins de fer, les passages à niveau, les stations, gares et autres emplacements dépendant de la voie ferrée, les cours, les voies ou avenues donnant accès aux gares, etc. Le décret du 31 août 1937, de son côté, classe déjà dans le domaine public de la S.N.C.F. les bâtiments, matériels et installations nécessaires à l'exploitation du chemin de fer.

D'une façon générale, il apparaît donc que doivent être considérés comme entrant dans le domaine public de la S.N.C.F. les biens affectés à l'usage du public et ceux affectés à l'exploitation du service public qui ne pourraient être aliénés sans que cette aliénation nuise au fonctionnement de ce service.

Par contre, les biens qui ne constituent pas une dépendance directe et nécessaire au chemin de fer et qui pourraient en être détachés sans qu'il soit pour cela porté atteinte à la bonne marche de l'exploitation, doivent être classés dans son domaine privé.

Il en serait ainsi, notamment, pour les immeubles servant au logement des agents de la S.N.C.F. ou pour les hôtels voisins des gares qui pourraient appartenir à celle-ci et, généralement, pour tous les biens acquis des anciennes compagnies, en application de l'article 44 de la convention du 31 août 1937.

Car il est évident, est-il encore indiqué, que le principe de la domanialité publique repose essentiellement sur l'idée de l'affectation des choses à l'utilité publique.

Les décisions précitées exprimaient donc déjà un point de vue très suffisant pour qu'il soit permis d'en tirer une conclusion concrète, au moins en ce qui concerne certains biens de la S.N.C.F.

D'ailleurs, sur l'ensemble de la question, M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports avait-il, de son côté, pris position en rappelant, dans une lettre du 24 mars 1949, qu'une loi, encore en projet, avait pour but de déterminer un régime d'indemnisation particulier pour les bâtiments et les installations constituant une dépendance directe et nécessaire du chemin de fer, lesquels suivaient, en cette matière, le sort des installations fixes.

Il était ajouté que l'application des règles d'indemnisation du droit commun n'avait pas été jugée devoir être écartée pour les installations et bâtiments ne rentrant pas dans cette catégorie, en révélant toutefois que le projet de loi ne

précisait pas les modalités de procédure applicables à ces biens et en rappelant que la S.N.C.F. avait déjà procédé à des reconstructions utiles sans autres interventions que celles du Contrôle Technique.

Cette confirmation d'un point de vue déjà antérieurement exprimé avait aussi une autre raison car le Ministre indiquait que les circonstances financières étaient, depuis la préparation du projet de loi, devenues telles qu'en matière d'investissement ou de reconstruction, une révision des méthodes s'imposait et que les pouvoirs publics se trouvaient contraints de réserver exclusivement les crédits disponibles aux opérations essentielles, c'est-à-dire celles appréciées comme telles sur le plan national.

Pour la délimitation de pouvoirs entre les deux ministères intéressés, la décision apportait la précision qui était indispensable en prenant soin de rappeler que s'il était certain que le Ministre des Travaux Publics et des Transports était le plus à même de juger l'urgence relative de la reconstruction, en ce qui concerne les installations fixes et celles qui leur sont techniquement liées, y compris les habitations des agents logés statutairement, et de solliciter des autorités compétentes les crédits nécessaires, le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme apparaissait, en revanche, plus qualifié que quiconque pour statuer sur la politique du logement qui se posait, dans les circonstances présentes, sur le plan national.

Les logements attribués statutairement se trouvent donc classés avec ceux considérés comme nécessaires à l'exploitation.

---

Telle était la doctrine sur laquelle nous nous sommes appuyés jusqu'à présent.

Celle-ci avait été admise par la plupart des délégations départementales bien que souvent inconnue d'elles par manque, semble-t-il, de diffusion suffisante des Services du Ministère de la Reconstruction, à ce habilités, mais il appartenait aussi bien à la S.N.C.F. de l'opposer directement, ce qui a été fait, au moins par la Région Nord, tout en observant que le principe, admis au début, n'a pas fait l'objet de la continuité qu'il eut été désirable de constater.

En effet, tout récemment, la délégation départementale de la Seine, après nous avoir demandé le dépôt de différents dossiers, dont l'un, précisément, concernait un immeuble (31, rue <sup>du</sup> Bailly à Saint-Denis) acquis de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord en exécution de l'article 44 de la convention du 31 août 1937, a rejeté l'ensemble, motif donné évidemment que l'article 10 de la loi du 28 octobre 1946 portait exclusion des chemins de fer d'intérêt général du bénéfice de cette législation spéciale.

Pourtant, il est à remarquer que la même délégation a en sa possession, depuis le 18 décembre 1948, un dossier de même nature concernant un immeuble, 53, rue de La Chapelle à Paris (I.P. 400 de la Compagnie du Nord) présenté dans les mêmes conditions, avec un second dossier s'appliquant à l'immeuble voisin n° 55, dépendant du domaine public.

Ceux-ci, compris dans un plan de priorité, sont toujours en instance sans qu'une objection quelconque ait été soulevée à leur égard, bien qu'antérieurs au litige actuel.



Après accord avec le Service du Contentieux, un recours a été, mais seulement contre la décision visant l'immeuble 31, rue du Bailly à Saint-Denis, formé devant la Commission départementale de la Seine puisque, aussi bien, la décision de celle-ci vaudrait pour toutes les affaires de même nature susceptibles d'être soumises à sa juridiction.

La Commission n'a pas encore rendu sa sentence arbitrale.

Les conclusions déposées par M. le Commissaire du Gouvernement et dont il a été pris connaissance sont, toutefois, contraires à notre thèse. Elles reposent, de même, uniquement sur les dispositions de l'article 10 de la loi, motif une fois de plus donné que ledit article ne fait aucune distinction entre les différents biens de la S.N.C.F., même lorsque lesdits biens font partie de son domaine privé.

Il est ajouté que cette irrécouvrabilité s'applique également aux biens par elle acquis, après le sinistre, de particuliers ou de sociétés privées et ce même, d'ailleurs, au cas où l'agrément à la mutation a été accordé car, soutient le M.R.U. par l'organe du Commissaire du Gouvernement, il n'est pas possible de considérer l'agrément donné par ses services, lors de l'acquisition de l'immeuble sinistré, comme un engagement formel d'appliquer à la reconstruction de ce dernier la législation sur les dommages de guerre.

La S.N.C.F. a fait observer que, pour avoir si la législation sur les dommages de guerre s'appliquait, il fallait se placer au moment même du sinistre.

Or, que dans l'affaire soumise à la Commission départementale, lorsque les dommages ont été causés, l'immeuble appartenait à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord et qu'il était hors de doute que celle-ci aurait été fondée à demander à l'Etat la reconstitution de l'immeuble sinistré, dans les conditions prévues par la loi du 28 octobre 1946.

Qu'ainsi, on ne voyait pas la raison juridique pour laquelle ce droit acquis aurait disparu du seul fait que la S.N.C.F. est devenue propriétaire de l'immeuble en question.

Et que c'était donc à tort que l'Administration invoquait, en l'espèce, l'article 10 de la loi car cet article vise uniquement les chemins de fer d'intérêt général pris, eux-mêmes, en qualité de sinistrés.

Le recours formé au Greffe de la Cour d'Appel de Paris a comme motif et base que la Société Nationale des Chemins de Fer français est actuellement cessionnaire d'un droit à indemnité pour dommages de guerre, né, sous le régime de la loi du 28 octobre 1946, au profit de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, société privée.

L'affaire, venue le 24 juillet 1951 devant la Commission départementale de la Seine, avait été remise après vacations. Elle a été appelée le 11 mars dernier pour décision mais la Commission a reporté à nouveau le prononcé de sa sentence à une date ultérieure.

Le dépôt de statuts  
à la Préfecture, ne ~~confère~~<sup>confère</sup>  
pas la reconnaissance d'utilité  
publique.

~~Mais~~ les associations peuvent  
le être par décret.



Dispensaire (Statuts existants).

Docteurs attachés  
touchent 80 % de sommes allouées par les  
assurances sociales

Le surplus revient au dispensaire pour  
ses frais.

Demande des Assurances Sociales  
demandant renseignements pour affiliation, du  
Comptable et d'un autre membre employé par  
le dispensaire.

Comment considérer ce dossier au  
point de vue juridique.

Conseilli, sans se déclarant  
d'utilité publique.

(Dispensaire)

Association privée à caractère  
d'utilité publique.

Ministère  
des Travaux Publics, des  
Transports et du Tourisme

Direction Générale des  
Chemins de fer et des  
Transports

COPIE à : Service technique des installations  
Fixes  
Pour attributions (s) LEM IRE

Monsieur ARMAND  
Service P

Paris, le 24 mars 1949

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
DES TRANSPORTS ET DU TOURISME

à Monsieur le Directeur Général de la Société  
Nationale des Chemins de fer Français

Par lettre D4240/1 en date du 8 novembre 1948, vous avez bien voulu me rendre compte que les Délégués Départementaux du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme ont invité les Chefs d'Arrondissement de la S.N.C.F. à fournir des dossiers pour la reconstruction d'immeubles de chemins de fer à usage d'habitation.

Vous référant au point de vue exprimé dans votre correspondance antérieure, vous considérez que la législation de droit commun en matière de dommage de guerre n'est pas applicable à la reconstruction des maisons destinées à loger vos agents. Vous proposez dans ces conditions de ne pas donner suite aux demandes présentées par les Délégués Départementaux du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme en faisant état des pourparlers auxquels cette question a déjà donné lieu entre mes services et ceux de la Reconstruction et de l'Urbanisme.

Ainsi que vous le savez, et comme je l'ai d'ailleurs fait valoir auprès de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, la législation actuelle, sur les dommages de guerre, n'est pas applicable à la reconstruction des Chemins de fer d'intérêt général qui doit faire l'objet d'un régime spécial déterminé par une loi actuellement en projet.

.../...



Ce projet, dont je vous communique ci-joint un exemplaire, prévoit un régime d'indemnisation particulier pour les installations et les bâtiments constituant une dépendance directe et nécessaire du Chemin de fer, lesquels suivent, en cette matière le sort des installations fixes.

L'application des règles d'indemnisation du droit commun n'a pas été jugée devoir être écartée pour les installations et les bâtiments ne rentrant pas dans cette catégorie ; toutefois, le projet ci-joint ne précise pas les modalités de procédure applicables à ces biens - et, en fait, la S.N.C.F. a déjà procédé à des reconstructions utiles sans autre intervention que celle du Service du Contrôle Technique.

Or, les circonstances financières sont, depuis la préparation du projet de loi, devenues telles, qu'en matière d'investissement ou de reconstruction, une révision des méthodes s'impose, et que les pouvoirs publics se trouvent contraints de réserver exclusivement les crédits disponibles aux opérations essentielles, c'est-à-dire celles appréciées comme telles sur le Plan National.

S'il est certain que le Ministre des Travaux Publics, des Transports et du Tourisme est le plus à même de juger l'urgence relative de la reconstruction en ce qui concerne les installations fixes et celles qui leur sont techniquement liées, y compris les habitations des agents logés statutairement, et de solliciter des autorités compétentes les crédits nécessaires, le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme apparaît en revanche, plus qualifié que quiconque pour statuer sur la politique du logement qui se pose dans les circonstances présentes, sur le plan National les habitations des agents statutairement logés étant, comme précisé ci-dessus, mises à part.

En conséquence, il convient que vos services préparent les dossiers qui leur sont demandés par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, afin que ce dernier puisse dès maintenant en tenir compte en vue des dispositions à prendre pour la répartition des crédits globaux qui seront affectés à la reconstruction des logements.

(s) PIERAU

Service Technique des  
INSTALLATIONS FIXES

COPIE pour Monsieur le Chef du Service de la  
Voie et des Bâtiments de la Région  
de l'EST, du NORD, de l'OUEST  
du SUD-OUEST, du SUD-EST

pour Monsieur le Chef de la Division  
Voie et Travaux de la Région de la  
MEDITERRANEE

en le priant de tenir compte des directives de M. le Ministre  
des Travaux Publics, pour la préparation des dossiers de recons-  
truction des immeubles à usage d'habitations autres que les  
habitations des agents logés statutairement.

P.S. - Le projet de loi dont il est question dans la lettre  
ci-dessus et qui fait l'objet de mises au point ne contient  
aucune indication intéressant les dossiers dont la préparation  
vous est demandée.

Copie pour Monsieur PERROT, Chef Adjoint du Service du  
Budget et des Contrôles  
à titre d'information

Copie pour Monsieur le Chef du Contentieux, à titre d'information

Copie pour Monsieur le Chef du Service du Domaine  
5, rue de Florence à Paris  
à titre d'information  
P. le Directeur

Copie pour Monsieur le Directeur du Service Central du Personnel,  
à titre d'information.



3<sup>e</sup> étage

van der Velde  
sur  
comme pour  
spécialité

Provisi-

oilain - diplo - 31

un pour les inférieurs  
à 3 ans

Art. 18 du décret du 31  
12. 1946 - portant règlement  
d'administration publique pour l'appli-  
cation de la loi du 28 octobre 1946

J.O. du 24 Mai 1950.

substitutions des délégués  
suppléant aux Présidents  
pour la fixation du point de  
dépense du délégué.  
Décret du Ministère de la  
Reconstruction du 5 Mai 1950.

Remis à M. Luchet.  
le 2 Octobre  
1950.

## Domages d'occupation.

I. Loi N° 49.538. du 20 Avril 1949.  
J.O. du 21 Avril.

Article unique. L'article 6 de la loi N° 46.2389. du 28 Octobre 1946, sur les dommages de guerre est complété ainsi qu'il suit:

"6°. Les dommages causés par les troupes ou les services publics français ou alliés pendant la durée des hostilités. Les indemnités perçues et qui n'ont pu permettre la reconstitution du bien doivent être considérées comme des acomptes".

II. Loi N° 50.1034. du 22 Août 1950, modifiant l'article 6 de la loi N° 46.2389. du 28 Octobre 1946. (J.O. du 26 Août 1950).

Article unique. La première phrase de l'alinéa 6° de l'article 6 de la loi N° 46.2389 du 28 Octobre 1946, sur les dommages de guerre, complété par la loi N° 49.538 du 20 Avril 1949, est modifiée ainsi qu'il suit:

"Les dommages causés par les troupes françaises ou alliées, ou leurs services, pendant la durée des hostilités".

III. Arrêté pris par M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, le 5 Mai 1950. (J.O. du 26 Mai 1950). Fixation par les délégués départementaux du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, du délai dans lequel les sinistrés doivent présenter les pièces administratives et techniques nécessaires pour justifier leur demande d'indemnité.

Article 1er. Le délai prévu par l'article 36 de la loi du 28 Octobre 1946 et l'article 18 du décret N° 46.2460 du 31 Décembre 1946, aux termes duquel une sinistré ou une catégorie de sinistrés doivent présenter les pièces administratives nécessaires pour justifier leur demande d'indemnité, ainsi que les pièces



techniques relatives aux évaluations visées par l'article 13 du décret n° 50.182 du 3 Février 1950, est fixé à six mois.

Les Délégués Départementaux de la reconstruction et de l'Urbanisme ont délégation pour fixer le point de départ de ce délai.

Article 2. Sont abrogés, l'article 5 de l'arrêté du 31 Décembre 1946 relatif aux délais de forclusion, en matière de déclaration de sinistre et l'arrêté du 31 Juillet 1947, donnant délégation aux Préfets pour fixer le délai de dépôt des dossiers de dommages de guerre.

#### Vu au Contentieux.

Bien d'accord pour considérer que tous les chefs de dommages et notamment les dommages d'occupation, se trouvent désormais inclus dans la loi générale du 28 Octobre 1946 et, en ainsi, l'arrêté du 5 Mai 1950, vise également ces mêmes dommages d'occupation.

Aucune disposition contraire, ou modificative, n'est intervenue depuis et il convient donc, simplement, de <sup>la prescription de</sup> ~~suivre~~ l'arrêté du 5 Mai 1950, dans son application.

Des sondages, à ce sujet, vont être faits, dans le sens général, par la la Section des dommages de guerre, auprès des Chefs d'Arrondissement, mais bien entendu à titre purement indicatif.

Les dossiers de dommages, comportant acquisition de titre à l'origine, peuvent n'y prêter.

Par  
rapport à  
la note

France. Soir du 20 Septembre  
1950

Six mois aux personnes spoliées par  
l'ennemi, pour se faire rembourser.

Un arrêté public émis par  
l'officiel rappelle que les demandes tendant  
au remboursement des préjudices causés  
par l'ennemi sur les avoirs des personnes  
spoliées, doivent être adressés à l'office des  
biens et intérêts privés, 146, Avenue de  
Malakoff, dans un délai de six mois, sous  
peine de forclusion.

M. Folliasson -  
21 Septembre 1950.

Dommages <sup>d'occupation</sup> ~~mobiliers~~.

Loi récente.

Délais dépôt sur journaux.  
6 mois.

Arrêté 5 juin 1950

J.O. du 24 mai 50.

dépôt  
pas en plein  
droit

{ Arrêté de la délégation  
d'intercommunalité.



# Notes

un arrêté

Le décret du 31 décembre 1946, précisant dans son article 5 que "sans les décisions de la Commission qui leur en est faite individuellement ou collectivement, les sinistres doivent adresser au Délégué départemental du Ministère de la Reconstruction, une demande d'indemnité de reconstruction ou d'entretien."

"Ces demandes doivent être accompagnées de toute les pièces Administratives et techniques nécessaires pour justifier les droits des sinistres au bénéfice de la loi du 28 octobre 1946."

Cette loi vise ~~également~~ <sup>en</sup> les départements, les départements, les départements, les départements.

De son côté l'arrêté du 5 Mai 1950 indique

Ainsi le décret est subordonné à la demande qui est faite au sinistre par la Délégation départementale.

De son côté l'arrêté du 5 Mai 1950, (J.O. du 26 Mai) -

Un décret du 31 décembre 1946 précisait de son côté (Art. 18) - précisait que le délai à imposer au sinistre pour déposer son dossier ne pouvait être inférieur à 3 mois.

L'arrêté du 5 Mai 1950 qui règle désormais la procédure, est ainsi conçu :

Le délai prévu par l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946 et l'article 18 du 31 décembre 1946 (qui précise, au terme duquel le sinistre ou une catégorie de sinistres doivent présenter les pièces administratives nécessaires pour justifier leur demande d'indemnité amontant les pièces

+ un rapport de  
plein droit  
et

portant sur les  
travaux d'admission  
publiques pour  
l'habitat  
de la loi sur  
la reconstruction  
générale

La loi sur  
celle qui  
fait les fins  
des articles du  
Ministère de la  
Reconstruction  
spécialement

techniques relatives and evaluations not  
fine & not unique.

Les délégués départementaux de la reconstruction et de l'Urbanisme ont délégué pour faire le point de départ de ce travail

Sont abrogés l'article 5 de la loi  
du 31 décembre 1966 relatif aux délais de  
forclusion en matière de déclaration de  
ministe et l'article du 31 juillet 1967,  
concernant dérogation aux délais pour faire  
la déclaration de dépôt ou de vente de renseignements,  
du même.

Le 1<sup>er</sup> article <sup>5</sup> abroge et annule la loi  
dépôt de déclaration de vote,

Le second d'arrêts

Tea to abnegate.

Contul 5 a. lăruți pe 31 dec. 1966  
~~afectat~~ în număr comun:

Dans les six mois de la Demande  
qui leur en est faite individuellement ou  
collectivement, les ministres doivent adresser  
collectivement au Délégué Départemental  
du Ministère de la Reconstruction, une  
Demande d'indemnité, de reconstruction, ou  
d'éviction. La Demande s'accompagne des  
pièces administratives et techniques  
nécessaires).

color on  
component

L'arrêté du 31 juillet 1947, concernant  
délégation aux préfets pour prendre des  
noms de Ministre, des arrêtés prenant un  
délai pour la présentation des demandes  
d'indemnité, en précisant que ce délai  
ne pourrait jamais être inférieur à  
3 mois.

[illegible]

On arrive au 5 Mai 1950, samedi, on a  
pour but de remettre à cette occasion  
en laissant aux délégations départementales  
le soin de faire des ouvertures au fil  
qui est disant de via un...

Remis à M. Leduc.  
le 1<sup>er</sup> Septembre 1950. Don

CALAIS.

### Domains Mobiliers.

Vu au M. R. U. de la Seine.

Le coefficient à retenir actuellement pour la détermination du dosage, est de 17, sur valeur 1939.

Il peut être basé aussi bien sur la police d'assurance contractée à cette époque par le sinistré, que sur les barèmes établis par le M. R. U. à ce sujet - (et sans aucune doute sur toutes pièces justificatives d'achat).

Mais l'offre de 90.000 francs faite, ne devrait pas être considérée comme un forfait et si il en était ~~ainsi~~ <sup>autrement</sup>, le sinistre n'aurait pas à accepter un règlement qui pourrait être jugé définitif et il conviendrait au moins que la précaution soit prise de la faire admettre ou de ne la recevoir qu'à titre d'acompte; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~ <sup>il</sup> ~~conviendrait~~ <sup>conviendrait</sup> ~~au~~ <sup>au</sup> ~~moins~~ <sup>moins</sup> ~~que~~ <sup>que</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~précaution~~ <sup>précaution</sup> ~~soit~~ <sup>soit</sup> ~~prise~~ <sup>prise</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~faire~~ <sup>faire</sup> ~~admettre~~ <sup>admettre</sup> ~~ou~~ <sup>ou</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~recevoir~~ <sup>recevoir</sup> ~~qu'à~~ <sup>qu'à</sup> ~~titre~~ <sup>titre</sup> ~~d'acompte~~ <sup>d'acompte</sup>; il apparaît d'ailleurs ~~qu'il~~ <sup>qu'il</sup> lui il ~~est~~ <sup>est</sup> ~~à considérer~~ <sup>à considérer</sup> ~~comme~~ <sup>comme</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~forfait~~ <sup>forfait</sup> ~~et~~ <sup>et</sup> ~~il~~

En effet, les bases d'évaluation <sup>invariablement</sup> ne sont pas encore bien entièrement établies et il est à admettre que d'autres prescriptions légales ou aussi bien des précisions purement administratives émanant du M. R. U., <sup>interviennent</sup> sont susceptibles d'intervenir ou d'être devenues à cet égard.

En fait, il apparaît que l'offre actuelle ne devrait pas être <sup>retenue</sup> ~~soumise~~ comme revêtant un caractère susceptible d'apporter une sujétion quelconque aux droits réels du sinistré, sous la réserve ci-dessus.

D'ailleurs et il convient également de le rappeler, l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 1948 - J.O. du 12 juin 1948, ~~intime~~ retient précisément ce même coefficient 17, "lorsque la décision attributive d'indemnité est intervenue à partir du 1<sup>er</sup> Février 1948 et jusqu'à nouvel ordre".

1<sup>er</sup> septembre 1950.



CALAIS.

Dommages mobiliers.

Offre:

Forfait: 90.000 frs.

ne pas accepter le forfait  
sur le titre d'acompte  
si acceptation

conférence

17

1939.

perte en droit?

est-ce bien définitif.

Bases d'évaluation.

par département

aussi bien liste barème  
ou police d'assurance

Ouverture du délai sur le Nord.<sup>9</sup>

Vu au Contentieux.  
Aucune disposition législative postérieure  
modificative <sup>ni est</sup> ~~est~~ intervenue jusqu'à ce jour.

Ainsi se trouvent visés, en fait,  
tous les dommages résultant de faits de  
guerre directs ~~ou indirects~~.

Vu au Contentieux.

Bien d'accord pour considérer que  
tous les chefs de dommages et notamment  
les dommages d'occupation se trouvent  
déjà inclus dans la loi générale  
du 28 Octobre 1946 et que ainsi ~~la~~  
l'Arrêté du 5 Mai 1950 visent  
également ces mêmes dommages d'occupation.

+  
Contraires ou  
modifications

Aucune disposition législative <sup>+</sup>  
n'est intervenue depuis et il convient  
donc de suivre, simplement l'application  
de l'arrêté du 5 Mai 1950, dans son  
application.

Des sondages <sup>à ce sujet</sup> ~~ont~~ <sup>été</sup> faits dans  
le sens général par la Section des D.G. ~~en~~  
une de ses



## Textes abrogés.

L'article 5 de l'arrêté du 31 Décembre 1946, est ainsi conçu :

"Dans les six mois de la demande qui leur en est faite, individuellement ou collectivement, les sinistrés doivent adresser au Délégué Départemental du Ministère de la Reconstruction, une demande d'indemnité, de reconstruction ou d'éviction. (Demande accompagnée des pièces administratives et techniques nécessaires)".

L'arrêté du 31 juillet 1947, donnait délégation aux Préfets "pour prendre, au nom du Ministère, des arrêtés fixant un délai pour la présentation des demandes d'indemnité", en précisant que ce délai ne pourrait être inférieur à trois mois.

Il existait ainsi, dans l'ensemble des textes en vigueur, une dualité d'attribution et d'application entre les deux sections administratives, tout au moins en ce qui concernait le délai à observer.

L'arrêté du 5 Mai 1950, semble donc avoir pour but, de remédier à cette anomalie en laissant, aux Délégations Départementales seules, le soin de donner ouverture à ce délai qui est désormais de six mois.

Arrêté pris par M. le Ministre de la  
Reconstruction et de l'Urbanisme, le 5  
Mai 1950. (J.O. du 24 Mai 1950 - page  
5686).

Article 1<sup>er</sup> - Le délai prévu par l'article  
l'article 36 de la loi du 28 Octobre 1946  
et l'article 18 du décret N° 46-2960 du 31  
Décembre 1946, aux termes duquel un sinistré  
ou une catégorie de sinistrés doivent présenter  
les pièces administratives nécessaires pour  
justifier leur demande d'indemnité, ainsi que  
les pièces techniques relatives aux évaluations  
visées par l'article 13 du décret N° 50.182  
du 3 Février 1950, est fixé à six mois.

Les Délégués Départementaux de la  
reconstruction et de l'Urbanisme ont délégation  
pour fixer le point de départ de ce délai.

Article 2. Sont abrogés, l'article 5 de  
l'arrêté du 31 Décembre 1946 relatif aux  
délais de forclusion en matière de déclarations  
de sinistres et l'arrêté du 31 juillet 1947,  
donnant délégation aux Préfets pour fixer le  
délai de dépôt des dossiers de dommages de  
guerre.

M. Leclercq  
Voir Dommages  
d'occupation, troupes françaises  
vers juillet  
délai 6 mois  
probablement

0/

Echelle

Divorcé

Rayé au crayon  
s mentions inutiles.

Date de naissance

LILLE IMP. L. DANFL. — 3455 4.1937 15.000

A handwritten signature, possibly 'S', is written on a piece of lined paper. The signature is dark and stylized, with a loop at the top and a long, sweeping tail that curves to the right.

- 1 -



Copie à la lecture (2)

M. le chef d'armement  
Warner  
de Chammont

VBN. VC  
dommages  
de guerre

Citer - architectes

Par lettre VBN rg du 25 novembre 1943 des  
instructions vous ont été données pour l'application  
des mesures conservatoires ~~présentes~~ <sup>prévues</sup> par la circulaire n° 3  
pour l'application des instructions de série Administrative -  
Série Comptabilité n° 16 "Constatation de  
l'état des installations de la SNC au moment de la  
réoccupation."

- Je rappelle que ces instructions prescrivent :
- 1° pour les dommages antérieurs à l'annexion de juin 1940.  
- l'établissement de constats mod. A,
  - 2° pour les dommages postérieurs à l'annexion  
- l'établissement de constats mod. B.
  - 3° pour les dommages causés aux immeubles à usage  
d'habitation.

- l'établissement (concurrentement avec le  
constat A ou B) d'un dossier ~~suivi~~ <sup>suivi</sup> (dir. n° 1)  
destiné aux services du Commissariat à la  
Reconstruction Immobilière.

Un pointage des documents que vous m'avez  
adressés à la suite de ces instructions a permis que  
si tous les constats - d'ailleurs, exceptions près - ont été  
faits, ~~il n'y a pas~~ <sup>il manque</sup> encore un nombre  
important de dossiers n° 1. ~~établir~~

TSVP

Je voudrais d'en terminer au plus tôt avec cette  
question.

Je vous prie, en conséquence, de prendre toutes dispositions  
utiles pour que les dossiers n°2 qui restent à faire  
me soient adressés ~~le plus~~ le plus tôt possible.

Veuillez m'adresser pour le 15 x<sup>le</sup> de programme  
~~de~~ que vos comptes soient pour l'envoi de ces  
dossiers (nombre de dossiers restant à établir, ~~date~~  
~~et~~ et délai prévu).

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

26/11

ao

21 OCT. 1944

Pour une habitation déterminée

le coutant établi

le donus <sup>à</sup> correspondant.



Domages avant l'armistice - constats M<sup>le</sup> A.

1°) a Tous les constats A sont dans les dossiers

b. Ses aveux nous ont confirmé que tous les constats étaient ~~bon~~ au point et ceux concernant certaines parties de ligne qui manquaient n'avaient pas été établis parce qu'il n'y avait pas eu de dégâts -

Domages postérieurs à l'armistice

2°) Tous les constats "modèle B" ne nous sont pas parvenus (un contrôle est possible par le rapprochement des rapports spéciaux et des constats reçus) La plus grande ~~partie~~ <sup>partie</sup> est dans les ~~dossiers~~ <sup>dossiers</sup> et n'a pas toujours été tenue

Dans le plus ~~grand~~ <sup>nombre</sup> des constats il n'a pas été tenu compte des dommages par chiffrage de surfaces (surface totale du bâtiment - surface détruite, surface réparable)

3°) Domages causés au monument, a usage d'habitation -

- Établissement des dossiers n°1. (Travail suivi par M. Marchand)

S'envoi de ces documents semble être arrêté depuis la libération du territoire et, les programmes d'envoi doivent être dans les dossiers -

M. Marchand pose la question d'une façon complète -

### DOMMAGES DE GUERRE

Inventaire : Constats - au pointage et ceux pour relever la liste de ceux qui manquent et qui seront réclamés (M. Meunier)

Dossier n°1 - \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ (M. Marchand)

Surveys modifiés aux annexes  
N° 3 à 400  
sur 2300

9/11/45

Lille, le 30 Octobre 1944.

V.B.N. va 4/D

---  
Dommages de guerre

---  
Dossiers N° 1  
===

Monsieur LECLERCQ,

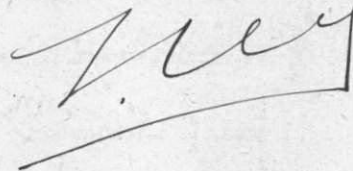
Chef de la Subdivision des Travaux  
et Approvisionnements,

PARIS.

Suite à correspondance au recto.

J'ai pris note. Toutefois, en ce qui concerne les  
immeubles privés appartenant à l'ancienne Compagnie  
du NORD et ayant fait l'objet de ma note du 16 Sep-  
tembre écoulé, je pense que le nécessaire a été fait  
par vos soins pour aviser cette Compagnie des domma-  
ges qui lui ont été causés à Fives, ce que je vous  
demanderai de vouloir bien me confirmer.

Le Chef d'Arrondissement,



V.B.N./vc 3

Paris le 3 Novembre 1944

Monsieur Adine  
Chef de l'arrond<sup>t</sup> V.B. de Lille.

Aucun avis de ce genre n'a été  
adressé à des propriétaires par les  
soins de mon service.

(Ingrat)

*il y a peut-être  
quelque chose à faire*

.....P.V.B.T

V.B.N/RC3

Paris le 6 Octobre 1944

Domages de guerre

Dossier n°1

VISA de M.M.
ADIXE
LENGY
GOCUB
BOISSELET
WAGNET
LENGY

10 OCT 1944

Monsieur Adine,  
Chef de l'arrondissement V.B.  
à Lille.

Votre note du 16 septembre 1944  
relative aux constats et dossier n°1 concer-  
nant des immeubles du Domaine Prive: Cu-dillert

Je vous confirme, que, conformément aux  
instructions de l'avis de S<sup>e</sup> V.B. N° 305 d du  
20 Février 1943: 1<sup>er</sup> Il appartient aux propriétaires  
des immeubles endommagés de présenter, en temps  
 voulu, le dossier N°1 de "Domages de guerre".

2<sup>e</sup> Si vous jugez utile de procéder à une remise  
en état partielle ou complète, vous êtes chargé  
d'obtenir l'assentiment préalable des propriétaires  
qui doivent, le cas échéant, s'engager par écrit  
à rembourser le montant des dépenses faites, sur  
la vu d'un mémoire établi suivant la formule  
applicable aux Tiers.

L'Ingénieur

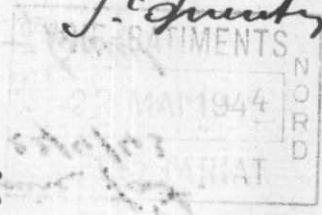
Adine

T.S.V.P.....



VBN/va 3  
Dommages  
de guerre

St. Quentin, 19 mai 1944



constat mod B

Monsieur L'Ingénieur en Chef,

Je vous adresse ci-joint  
le constat mod B effectif

- pour :
- bombardement du 18/4/44 de  
la gare de Terguier (bâtiments ab)
  - sabotage du 6/5/44 bnf. de  
Dourier Kil 226500 ligne Flant-  
mont à Mont-
  - sabotage du 6/5/44 - S.  
(SES)

L'Ingénieur de la voie :

*Man*

*ab*

Monsieur Gémonet,

de Secourable

Accident du 3 Avril 1943

act. n° 3.443

dont a été victime Secourable  
André.

-1-

Je vous prie de faire de sévères  
observations à cet agent qui a  
négligé de faire soigner sa  
blessure immédiatement, ainsi  
qu'il a été recommandé.

Note à retourner

L'Ingénieur de la Voie

21 AVRIL 1943

M. Gémonet  
Pour faire le nécessaire  
et en aviser.

Le Chef de Section Principal,

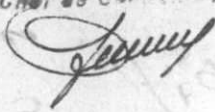


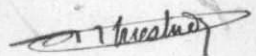
Monsieur Gémonet  
nécessaire fait ce jour.

En retour à Monsieur l'Ingénieur,  
après nécessaire fait.

Le 22/4/43

Le Chef de Section Principal,





mod. B

MP

3ème ARRONDISSEMENT

345ème district-

INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAITS DE GUERRE

\*\*\*\*\*

Constat effectué le 19 Avril 1944, en cité de TERGNIER, suite au bombardement  
de la RAF. du 18 Avril 1944

DEGATS & DESTRUCTIONS CONSTATES	Montant approxi- matif	OBSERVATIONS
<u>LOGEMENTS COMPLETEMENT DETRUIITS</u>		
-rue Watteau -		
2-4-6-8-10-12-14-16-18-20-22-24(=	12 logts.	
1-3-5-7-9-11-13-15-17-19--	10 logts.	
-rue Lamartine-		
1-3-5-7-9-11-13-15-17-19-21-	11 logts.	
-rue Mme Heugel- 16	1 "	
-rue J. Racine--		
2-4-6-8-10-12-14-16-	8 "	
Ensemble.....	42 "	
42 logements à 250.000 Frs.....	10.500.000	
<u>-LOGEMENTS FORCEMENT ENDOMMAGES-</u>		
4-2- Grands Camps	2	
1-3-4-2- Le Pré Dieu	4	
11-9-1-3-5-7-6-8- Paradis	8	
11-9- Berthelot	2	
14-16- Diderot	2	
2-4- Le Granot..	2	
-Rue Mme Heugel-		
15-17-19-21-23-25-27-28-29-18-20-22-24-26-28-	15	
<u>-Rue des Grands-Rayons-</u>		
2-4-8-10-		
1-3-7-		
2, Av. des Champs Elysées	1	
1-3-, rue Berthelot-	4	
10-12-14-16-11-13-15- rue Montesquieu	7	
1-3- rue J. Racine	2	
12-14- Gd. Rayons	2	
	59	
-59, Logements à 100.000 Frs en moyenne	5.900.000	
	16.400.000	

./.



DEGATS & DESTRUCTIONS CONSTATES		Montant approximatif	OBSERVATIONS
<u>LOGEMENTS ENDOMMAGES</u>		16.400.000 -	
Dégâts d'Importance Moyenne			
12-14-16-18-20- Gds Rayons	9 logts.		
22-24-26-28	"		
1-3-5-7-9-II-I3- rue J.Racine	7 "		
24-26-Watteau	2 "		
23-25- -dr-	2 "		
2-4-6-8-10-12-Basses-Seguielles	6 "		
22-26-25-27- Anglais	4 "		
1-3-5-7-9-II-I3-15-17- Parmentier	9 "		
1-2-4-6-8- Rue Michelet	5 "		
9-II-I3-I5- Grands Rayons	4 "		
1-3-5-7-2-4-6-8- Rue Le Préauré	8 "		
1-3-5-7-9-II-I3-4-6-8-10-10bis-12-14)			
(rue des Champs Elysées	14 "		
2-4-6- rue du Montoir			
1-3-	5 "		
	77 "		
77 logements à 30000 Frs		2.310.000	
		18.710.000	
Routes de la cité: 10 Km.500 environ (63.000 m2)		10.500.000	
Trottoirs et bordures: 21 km soit 42.000 m2		4.200.000	
Plantations d'arbres des rues		1.500.000	
Elâtures: 15.000 piquets et fils de fer détruits		22000.000	
Canalisation d'eau potable: 9 Km/		5.000.000	
Canalisation d'évacuation, regards, etc.....		4.000.000	
Canalisations électriques, pylônes, branchement, etc..		5.000.000	
	soit.....	32.200.000	

3ème arrondissement  
345ème district-  
\*\*\*\*\*

MP

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

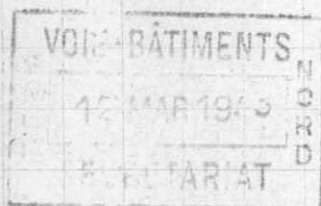
Constat effectué le 19 AVRIL 1944, en gare de TERGNIER, suite au bombardement de la  
RAF., du 18 Avril 1944

DEGATS ET DESTRUCTIONS CONSTATES	Montant approximatif	OBSERVATIONS
<u>GARE- Bâtiment principal-</u>		
Toute la menuiserie brisée	60.000	
Bitrerie à refaire, y compris marquise	50.000	
<u>Bâtiment annexe-</u>		
Démoli à 50%		
Grosses réparations, la partie restant debout	400.000	
<u>Halle PV-</u>		
Vitrerie à remplacer entièrement	30.000	
<u>Halle transbord</u>		
Vitrerie à refaire entièrement	100.000	
<u>Hôtel-Dortoir des agents des trains-</u>		
Couverture à remettre en état		
Menuiseries à refaire		
Vitrerie à remplacer entièrement	200.000	
<u>Logements place du Marché-</u>		
4 entièrement détruits à 250.000 frs	1.000.000	
3 fortement endommagés à 75.000 Frs	225.000	
<u>Bureau district et section et Inspection-</u>		
Remise en état- Plâtre menuiserie vitrerie-	100.000	
<u>Ateliers 1 et 3 du Matériel Roulant-</u>		
2 voûtes nouvellement détériorées sur 50m.		
Piliers ébranlés	3.000.000	
<u>Fosse à descendre les roues- entièrement détruite-</u>	2.000.000	
<u>Atelier du GE- vitrerie à refaire</u>	70.000	
<u>Atelier du PE- vitrerie à refaire-</u>	60.000	
<u>Cabines- Réparations diverses et vitrerie-</u>		
n°1.....K.....n°1..	10.000	
n°2..	5.000	
n°3..	10.000	
n°4..	10.000	
n°5..	15.000	
n°6..	5.000	
n°7..	3.000	
n°8..	1.000	
	7.354.000	

V.B.N. V.A.3

Monsieur L. Ingénieur en Chef.

J'ai l'honneur de vous transmettre  
ci joint un exemplaire du constat  
modèle A. concernant le  
362<sup>e</sup> district. Hiesy, vois.



m murek  
H

16/3/43. *Ingénieur de la Voie*  
*Mr. Tockue*  
4/3 H

17/3

und



Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 14 Août  
sur la section de ligne de Soissons à la frontière comprise entre les kil.  
191.200 et 198.000 station d'Hirson comprise.

Dégats et destructions constatés .	Réparations pro- visoirs effectuées à la date du cons- tat.	Observations.
------------------------------------	--	---------------

1ère partie- Terrassements.

kil. <u>194.900</u> à <u>195.100</u> <u>195.260</u> . Plateforme	Réparation effec-	
bouleversée par 5 tirs de bombes sur voie	tuée par la région	
droite et sur voie gauche.	avant évacuation :	
Trous de bombes talus empierré côté gauche :	non réparé.	
kil <u>194.900</u> (destruction sur 10m <sup>2</sup> )		
Trou de bombe talus côté droit kil <u>194.900</u> :		
destruction 7m <sup>2</sup> .		
Piste détruite côté droit kil <u>195.100</u> sur		
2m, 50.		
Trou de bombe talus côté droit kil <u>195.250</u> :		
destruction 5m <sup>2</sup> .		
Mur de soutènement enduit détruit sur 10m <sup>2</sup> :		
kil <u>195.250</u> côté droit.		
Trou de bombe talus côté droit (5m <sup>2</sup> destruc-		
tion) kil <u>195.280</u> .		
Trou de bombe talus côté gauche kil <u>195.400</u>		
destruction 3m <sup>2</sup> .		
Trou de bombe talus côté gauche kil <u>195.430</u> :		
destruction 3m <sup>3</sup> .		
Piste endommagée côté gauche kil <u>195.430</u>		
destruction sur 5m.		

Gare d'Hirson.

Voies à quai 2 trous de bombes, plateforme	Réparation effec-	
bouleversée sur 6m.	tuée par la région	
Raccordement cabine 3-cabine 4, abords du	avant évacuation :	
Poste de Laon (non kilométré). Trous de bom-	Réparation effec-	
be à chaque tête de pont, plateforme bou-	tuée par les Alle-	
leversée sur 5m.	mands. (5)	
Fossé maçonné détruit sur 10m.	Trou rebouché par :	
Talus perrayé détruit sur 50m <sup>2</sup> .	les Allemands.	
Garages de Batavia nombreux trous de bom-	Trous rebouchés :	
bes (12) ayant bouleversé la plateforme.	par les Allemands :	
Dépôt, 4 trous de bombe dans la plateforme	(5).	
du dépôt	Rebouchés par les :	
	Allemands.	

Ligne de Busigny-Hirson (gare)

kil <u>234.500</u> -- <u>234.850</u> -- <u>234.950</u> . 5 trous de	Réparation effec-	
bombe ayant bouleversé la plateforme.	tuée par la région	
	avant repli.	

Ouvrages d'art.Ligne de Soissons à la frontière.

Viaduc d'Origny kil 191.351, trous de tor- : Trous rebouchés  
pille à la base de la 9ème pile. Voûte sou- : ralentissement à :  
fflée ayant provoqué un décollement des : 10km. sur l'ouvrage  
naissances (fissure transversale).

Maisons de garde et guérite.Ligne de Soissons à la frontière.

Logement double d'agent kil 191.573; 55 :  
carreaux cassés. Porte d'entrée chassis :  
vitré brisé (bois). Papier arraché sur 5m2 :  
lattes à deux conducteurs de l'éclairage :  
électrique arrachées sur 10m. :  
Maison de l'usine de pompage 191.887. :  
Toiture en tuiles complètement soufflée, :  
20 vitres brisées. :  
Maison d'agent kil 192.350, 7 vitres cassées :  
porte d'entrée défoncée, persiennes gonds :  
cassés. :  
Maison kil 193.970 ; 6 carreaux cassés. :  
Ligne de Busigny-Hirson. (gare d'Hirson) :  
Maison de garde du P.N 115, 4m2 de tuiles :  
détruits.

Voie courante.Ligne de Soissons à la frontière.

kil 195.100 voie droite, voie en courbe, : Réparation effectuée par la région  
rails 45kgs. détruite sur 6m; 8T cassées : avant évacuation.  
195.200 : 3 trous de bombe sur voie droite :  
2 trous de bombe sur voie gauche, voie 45kg :  
en courbe détruite, 5 brèches de 12m, 52 :  
traverses cassées.

Gare d'Hirson.

Voie I aiguillage de branchement 41k0,09 : Voie courante  
détruit. Voies médianes 48m de voie 41k. : rétablie.  
déposée. 2 branchements symétriques ripés. : Travail fait par :  
Liaison des voies 3 et 4 avec 5-7 et 6-8 : les Allemands pour :  
n'est plus assurée. : avoir 3 voies.  
4 boîtes de manoeuvre déposées T.J.D zone :  
de cabine 5 détruite. Branchement zone de : Réparation faite :  
cabine 5 détruit. Garages du local, 3 trous : par la région :  
de bombe, 27 traverses détruites, 6 rails : avant évacuation. :  
12m cassés. Garages de Batavia. Nombreuses : 3 brèches réparées :  
brèches sur voies 10-11-12-13. 70mètres : par les Allemands :  
environ de voie détruits. 72 traverses en bois) :  
détruites, 15T traverses métalliques détrui- :  
tes. 2 branchements Allemands détruits, dé- :  
truits. :  
Dépôt 45m de voie 45kgs détruite, 36 : Réparé avant re- :  
traverses métalliques détruites. : plement par la :  
: région.



Ligne de Busigny Hirson (gare d'Hirson). : Réparation effec-  
 5 trous de bombes (3 sur voie gauche, 2 sur : tuée par la région  
 voie droite) ayant détruit 60m de rails : avant le replie-  
 45kgs. et 81 traverses voie en courbe. : ment.

### Signaux.

Potelet de la palette V.G kil 192.900 de :  
 Soissons frontière cassé, fil coupé con- :  
 tacts fixes déposés à tous les signaux :  
 Abri de pile signal carré 194.900. :  
 Armoire à relais et 2 moteurs de signaux :  
 détruits (Mors) :  
 Potelet en ciment de 4m détruit 195.210 :  
 caisse à piles en ciment et caisse à piles :  
 en fibro détruites. :  
 Potence à longue portée cornières écaillées :  
 Signaux carré violet et rouge détruits :  
 Signal carré sortie dépôt. Lanterne détruite :  
 verrous et installations de contrôle dé- :  
 truits 250m de câbles divers détruits :  
 1 lanterne à 3 feux, 10 contrôleurs divers :  
 détruits; 1.000 mètres de transmissions fu- :  
 niculaires à rétablir, élément d'accu hors :  
 d'usage, 25 éléments Wylef 400AH hors d' :  
 usage, 100 AD-517, AD-524, AD-618, hors d'u- :  
 sage. Installations de contrôle détériorées :  
 14 boussoles à voyant, 6 boussoles carrées :  
 100m de transmission rigide à remplacer.

### Service de l'eau.

Usine de pompage. Pompe Thirion cloche : Réparé par la  
 cassée. Tuyaux de refoulement coupé sur : région.  
 10m. Usine d'adoucissement, saturateurs :  
 décanteurs distributeurs détruits, esca- :  
 lier d'accès détruit. Conduite de refou- : Conduite réparée  
 lement détruite. Canalisations de distri- : par la région.  
 bution détruites en 5 endroits sur 5m.

### Lignes téléphoniques.

Ligne de Busigny-Hirson-ligne SNCF; tous :  
 les fils coupés du 234.200 au 234.350. :  
 Gare d'Hirson. Circuits téléphoniques :  
 coupés aux abords du Pont de Laon à ca- :  
 bine 5 et abords du Pont de Buire à ca- :  
 bine 5. :  
 Ligne de Soissons à la frontière coupée : Réparé par la ré-  
 aux abords du kil 191.800 à 191.950. : gion avant replie-  
 ment.

### P.N. Clôtures.

PN 108. Ligne de Soissons frontière, lisses :  
 de barrières et clôtures en ciment détrui- :  
 tes



PN. Clôtures.

PN. IO6. 2 guichets tordus; portillons avariés.

PN. II5. de Busigny-Hirson 5m de clôture peignon détruits.

Eclairage.

Sous station de Batavia entièrement détruite, ligne d'éclairage détruite en de nombreux points. Alimentation en courant H.T de l'usine d'adoussement coupée

Bâtiments.

Usine de pompage, vitres à remplacer (I20):

Cour aux Marchandises-quais.

Trou de bombe cour aux marchandises en tarmacadam.

Trou de bombe sur quais n°2 et 3

Rebouché par la région.

Rebouché par les Allemands.

Mobilier--Outillage.

Outillage. Magasin du district complètement vide. Dépôt d'entretien d'Origny, plus de coffre.  
Dépôt d'entretien d'Hirson.

Voir annexe A.

Emplacement  
réserve aux  
Services du  
Commissariat.

Dossier N°:

## COMMISSARIAT A LA RECONSTRUCTION IMMOBILIÈRE

LOI DU 11 OCTOBRE 1940  
CODIFIÉE LE 12 JUILLET 1941

### DEMANDE DE PARTICIPATION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT

Vous trouverez à la dernière page de la formule, les renseignements nécessaires à la constitution des dossiers immobiliers N° 1 (demande de participation financière de l'Etat). - Lisez cette page avec soin avant de remplir votre demande.

#### ÉTAT CIVIL du PROPRIÉTAIRE (1)

NOM ou, s'il s'agit d'une Société, Raison Sociale (en majuscules) .....  
Prénoms (2) ou forme de la Société .....  
Date et lieu de naissance, ou date de constitution de la Société .....  
Nationalité .....  
Profession ou objet social .....  
Résidence actuelle ou Siège Social .....  
Célibataire, marié, veuf, séparé de corps, divorcé (3) .....  
Nom et prénoms du conjoint .....  
Lieu et date de mariage .....  
Régime matrimonial .....

#### MANDATAIRE (4)

ou Représentant légal, judiciaire ou statutaire.

NOM (en majuscules) .....  
Prénoms (2) .....  
Nationalité .....  
Profession .....  
Domicile actuel .....  
Qualité dans laquelle il agit .....

#### RENSEIGNEMENTS RELATIFS À L'IMMEUBLE SINISTRE

Adresse complète de la propriété ..... ORIGNY EN THIERACHE (Aisne) Chemin du Routy

Si celle-ci a été comprise dans un levé de plans parcellaires effectué par le C.R.I. et si un N° d'ilot et un N° de parcelle lui ont été affectés, indiquez-les ci-dessous:

N° d'ilot ..... N° de parcelle ..... 3  
A défaut de ces renseignements, indiquez si possible, et le cas échéant pour chaque bâtiment, le N° de parcelle cadastrale ..... 228

Date, causes et circonstances du sinistre (5) Le 15 Mai 1940 bombardement du viaduc d'Origny en Thiérache par des appareils de l'aviation allemande chute d'une torpille aérienne au pied de la 9<sup>e</sup> pile du viaduc à 30 m. environ du logement. Les dégâts constatés sont bien la conséquence directe et immédiate des actes de guerre relatés sans intervention d'aucune autre cause ni interposition d'aucun autre fait

- (1) - Si l'immeuble appartient à plusieurs propriétaires, fournir pour chacun d'eux les mêmes renseignements sur une feuille annexe.
- (2) - Indiquez tous les prénoms dans l'ordre de l'Etat civil, et soulignez le prénom usuel.
- (3) - Rayer les mentions inutiles.
- (4) - Si le propriétaire n'agit pas personnellement.
- (5) - Donnez tous les détails connus. Précisez si le sinistre est bien la conséquence directe et immédiate des actes de guerre relatés, sans intervention d'aucune autre cause ni interposition d'aucun autre fait.



# MODALITES de REGLEMENT

Le règlement des sommes supérieures à 3.000 Frs. doit s'effectuer obligatoirement par virement (Loi du 22 Octobre 1940).

Règlement à effectuer au nom de M .....  
 Demeurant.....  
 (1) par virement (Nom de l'Etablissement (Caisse du Trésor, Compte postal, Banque).....  
 (Adresse de l'Etablissement .....  
 (N° du compte .....  
 (1) En bon de caisse sur .....  
 (1) En mandat-carte à l'adresse indiquée ci-contre .....

## DESTINATION des BATIMENTS COMPRIS DANS la PROPRIETE (2)

Voir, page 3, les observations correspondantes

Bâtiments totalement détruits (Formule B)	Bâtiments partiellement détruits. Participation calculée sur la base du coût normal de reconstruction (Formule C).	Bâtiments partiellement détruits. Liquidation demandée sur la base du coût des réparations. (Formule Cbis)	Bâtiments intacts
N° .....	N° .....	N° .....I.....	.....
N° .....	N° .....	N° .....	.....
N° .....	N° .....	N° .....	.....
N° .....	N° .....	N° .....	.....

## CROQUIS d'IMPLANTATION

Si la propriété comprend plusieurs bâtiments, précisez ci-contre (en vous bornant à indiquer leur numéro et leur destination) leur situation respective, au moyen d'un croquis sommaire à petite échelle.

## PIECES PRODUITES (2)

Accompagnant la présente demande	A l'appui d'une demande antérieure
1° ...I formule C2	1° .....
2° ...I devis descriptif des dommages	2° .....
3° ...I relevé des dépenses	3° .....
4° .....	4° .....
5° .....	5° .....
6° .....	6° .....

## ATTESTATION du DECLARANT

Je soussigné déclare avoir pris connaissance de l'article 16 de la loi du 11 Octobre codifiée le 12 Juillet 1941, ainsi libellé

"Toute personne qui, dans ses déclarations, aura imputé inexactement un dommage à un acte de guerre ou aura fourni des renseignements inexactes, susceptibles d'accroître le montant de la participation financière de l'Etat, sera punie d'une peine de 6 jours à 5 ans de prison et d'une amende de 100 à 100.000 Frs. ou de l'une de ces deux peines seulement. Elle sera déchu du bénéfice de tout ou partie des avantages accordés par le présent décret et sera en outre condamnée au remboursement des sommes indûment perçues.

Les hommes de l'art, techniciens et leurs collaborateurs qui auront participé à l'établissement de telles déclarations seront frappés des mêmes peines et condamnés solidairement avec l'auteur principal à la réparation du préjudice causé à l'Etat.

En outre, les hommes de l'art, techniciens, collaborateurs, ayant contribué, même par simple négligence, à l'établissement d'une déclaration inexacte, seront exclus par le Commissaire à la Reconstruction, pour un temps fixé par lui, de tout travail intéressant la Reconstruction Immobilière.

Les mêmes peines sont applicables à ceux qui ne font pas, dans les délais fixés par le Commissaire à la Reconstruction, l'emploi prévu des sommes allouées par le présent décret."

Je déclare sous la foi du serment que les indications figurant, tant sur la présente demande que sur les formules B, C et Cbis incluses, sont sincères et véritables.

A ..... le ..... 194..

Signature:

(1) - Rayer les mentions inutiles.

(2) - Rappeler en face des pièces se rapportant spécialement à un bâtiment le N° de celui-ci.



B A T I M E N T N°		1
DESTINATION	Par exemple habitation, grange, écurie etc.. S'il s'agit d'un bâtiment servant à l'habitation du personnel, d'un établissement industriel, ou si une partie du bâtiment était à usage professionnel, industriel, commercial ou artisanal, le préciser.	Bâtiment à usage d'habitation
QUOTITE du DOMMAGE et CHOIX du MODE de CALCUL de la PARTICIPATION de l'ETAT	Bâtiment totalement détruit. Bâtiment partiellement détruit. Participation calculée sur la base du coût normal de reconstruction. Bâtiment partiellement détruit. Liquidation demandée sur la base du coût des réparations.	Formule B (1) Formule C (1) Formule Cbis (1)
ORIGINE de PROPRIETE	Précisez si le bâtiment provient d'un achat, d'un échange, d'une donation, d'un partage, d'une succession, si vous l'avez fait construire etc.. et indiquez la date à laquelle vous en êtes devenu propriétaire.	Bâtiment construit par la Compagnie des Chemins de fer du Nord.
DROITS REELS	Le bâtiment était-il grevé de droits réels (usufruit, hypothèques, privilèges, droits d'usage, habitation, servitude foncière, promesse de vente etc..) - Donner toutes précisions sur la nature et l'importance de ces droits et en indiquer les bénéficiaires.	Non
ANCIENNETE	Indiquez l'année de la construction ou si vous ne pouvez la préciser, la décade (exemple 1870 à 1880). Il suffit de mentionner: antérieur à 1840, si le bâtiment a été construit avant cette date.	1910
LOCATIONS	Y avait-il des locations dans le bâtiment au 1er Septembre 1939? Le cas échéant, les énumérer, en préciser la nature (habitation, usage commercial, etc...) et les prix annuels.	Le bâtiment était loué au 1er Septembre 1939 Montant annuel du loyer: 882 fr
ASSURANCE	Le bâtiment était-il assuré contre l'incendie ? A quelle Compagnie ? Pour quelle somme ? L'assurance couvrirait-elle les risques de guerre ?	La S.N.C.F. est son propre..... assureur..... ..... .....
SUBVENTIONS ANTERIEURES	Avez-vous déposé pour le même bâtiment une demande de subvention au titre de la loi du 5 Août 1940 ou 9 Février 1941, ou à tout autre titre ? Date et N° des arrêtés ou des décisions dont vous avez bénéficié: Montant des subventions correspondantes. Sommes déjà perçues.	non..... /..... néant..... néant.....
O B S E R V A T I O N S		Pourcentages des détériorations: Menuiseries: 20% Quincaillerie: 20% Couverture: 85% Vitrerie: 75% Eclairage élect. 15%

Si la propriété comporte plusieurs bâtiments détruits ou endommagés, coller à cet emplacement une feuille complémentaire Abis.

## CONSTITUTION DES DOSSIERS IMMOBILIERS N°1

Les Services du Commissariat à la Reconstruction Immobilière sont à la disposition des sinistrés pour leur fournir tous les renseignements complémentaires dont ils pourraient avoir besoin.

### DETERMINATION de la PARTICIPATION de l'ETAT

- 1°) - Dans le cas des immeubles totalement détruits, la participation financière de l'Etat est égale à 80% du "coût normal de reconstruction" d'un immeuble d'une surface utilisable et d'une destination semblables à celles de l'immeuble détruit.  
Cette participation est toutefois susceptible de subir des abattements ne pouvant excéder 1/3, en raison soit de l'ancienneté de l'immeuble détruit, soit de la nature des matériaux y employés, soit de son insalubrité, soit enfin de l'absence d'agencements modernes.
- 2°) - Dans le cas des immeubles partiellement détruits:
- a - la participation calculée sur la base du "coût normal de reconstruction intégrale", et réduite éventuellement des abattements ci-dessus énumérés, est acquise au propriétaire sinistré dans la proportion où son immeuble a été endommagé. La dépense restant à la charge du propriétaire ne peut en aucun cas être inférieure à 2,50% du coût normal de reconstruction intégrale.
- b - Toutefois, dans le cas où le coût des réparations d'un immeuble est inférieur à 100.000 Frs., la participation de l'Etat peut être liquidée forfaitairement sur la base des 2/3 du montant des travaux de réparation, déduction faite d'un abattement forfaitaire de 500 Frs.

**REMARQUE IMPORTANTE** - Dans les cas prévus aux § 1° et 2° a) où la participation de l'Etat est calculée sur la base du "coût normal de reconstruction", le taux de cette participation est porté exceptionnellement de 80 à 90% pour les immeubles d'un coût normal de reconstruction inférieur à 300.000 Frs., en faveur soit des propriétaires d'un seul immeuble, soit des propriétaires de plusieurs immeubles pour l'immeuble qu'ils habitaient avec leur famille comprenant 3 enfants au moins.

Dans le cas prévu au § 2° b) où la participation de l'Etat est calculée sur la base du coût des réparations, le taux de cette participation est porté de 2/3 à 3/4 pour les sinistrés répondant aux conditions ci-dessus, compte non tenu de la limitation du coût normal de reconstruction à 300.000 Frs.

Si vous êtes susceptible de bénéficier de ces taux exceptionnels, indiquez ci-dessous à

quel titre { propriétaire d'un seul immeuble. } (1)  
                  { habitant avec trois enfants au moins dans l'immeuble sinistré }

et renseignez-vous auprès du Service Régional du C.R.I. sur les pièces justificatives à produire.

### COMPOSITION des DOSSIERS

Les propriétaires sinistrés doivent constituer:

- 1°) - Des dossiers N°1 destinés à permettre la fixation de la participation financière de l'Etat en fonction de la nature et de l'importance des immeubles détruits, et éventuellement du coût des réparations.
- 2°) - Ultérieurement et conformément aux indications qui leurs seront données après fixation du concours financier de l'Etat, des dossiers N° 2 de reconstruction ou de réparation.

### CONSTITUTION du DOSSIER N° 1

Il doit être établi un dossier N° 1 pour chaque propriété d'un seul tenant.

Ce dossier comprend:

- 1°) - Une demande de participation financière de l'Etat (Formule A) établie pour l'ensemble de la propriété. Si celle-ci comporte plusieurs bâtiments, coller à cette demande une feuille complémentaire Abis.  
Le numéro qui figure en tête de chaque colonne est celui qui caractérise le bâtiment correspondant.
- 2°) - Une formule B par bâtiment totalement détruit.  
Une formule C par bâtiment partiellement détruit dans le cas du § 2 a) ci-dessus (participation calculée sur la base du "coût normal de reconstruction").  
Une formule Cbis par bâtiment partiellement détruit dans le cas du § 2 b) ci-dessus (liquidation demandée sur la base du coût des réparations).
- 3°) - Des pièces justificatives.  
Après signature, le dossier doit être adressé à:

Monsieur le DELEGUE REGIONAL du COMMISSARIAT à la RECONSTRUCTION  
IMMOBILIERE  
au Chef-lieu du Département du lieu du sinistre.

### PIECES JUSTIFICATIVES

#### Etat civil du propriétaire.

- 1° - Personnes physiques: extrait d'acte de naissance, ou extrait d'acte de mariage.  
Femmes mariées: extrait d'acte de mariage et contrat de mariage s'il en existe un.  
veuves: extrait d'acte de naissance, accompagné de l'extrait d'acte de décès du mari.  
divorcées: extrait d'acte de naissance. (2)

2° - Personnes morales: se renseigner aux Services du Commissariat.  
Nationalité du propriétaire: Présentation de toute pièce officielle faisant mention de la nationalité.

Pouvoirs du mandataire ou du représentant légal, judiciaire ou statutaire.

Procuration du propriétaire (les Services du Commissariat délivrent à cet effet des imprimés spéciaux), ou expédition du jugement ou de la délibération du conseil de famille, extrait du registre de délibération du Conseil d'Administration etc...habilitant le mandataire ou le représentant.

#### Droits de propriété.

- 1°) - Communication des titres de propriété.
- 2°) - Etat sommaire délivré depuis moins de trois mois, des transcriptions aliénatives et des inscriptions au nom du propriétaire présumé, et relatif à l'immeuble en question.

#### Coût des réparations.

Devis, si la demande est déposée avant l'exécution des travaux. - Mémoires et factures vérifiés après achèvement de ceux-ci.

- REMARQUES** - 1°) - Si vous avez déjà déposé, dans le même département un dossier mobilier ou immobilier au titre des lois en vigueur sur la Reconstruction Immobilière, vous n'avez pas à produire de nouveau les pièces justificatives déjà fournies.
- 2°) - Au cas où vous seriez dans l'impossibilité de vous procurer certaines pièces, renseignez-vous auprès du Service Régional sur celles susceptibles de les remplacer.
- 3°) - Les Services du Commissariat se réservent de demander aux intéressés le dépôt de toutes pièces justificatives non prévues ci-dessus et qui leur sembleraient nécessaires.

(1) - Rayer la mention inutile.

(2) - Délivré depuis moins de trois mois.



3620 District

[illegible]

Les mitrons sur la souche de cheminée ont été brisés. La vitrerie a été cassée aux fenêtres de la façade. A l'intérieur de l'immeuble l'installation a été détériorée: 3 douilles avec lampes et l'interrupteur ont été arrachés.



Doi

à la SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, pour

REMISE EN ETAT DE L'IMMEUBLE sis à ORIGNY EN THIERACHE, Chemin du Routy (Aisne)

[illegible]

EMPLACEMENT RÉSERVÉ  
AUX SERVICES DU COMMISSARIAT.

Dossier N° ..... Z  
Décision N° ..... C

ÉTAT FRANÇAIS.

COMMISSARIAT

À LA RECONSTRUCTION IMMOBILIÈRE.

Loi du 11 octobre 1940, codifiée le 12 juillet 1941.



BÂTIMENT  
N° ..... I

**ÉTAT DESCRIPTIF  
D'UN BÂTIMENT PARTIELLEMENT DÉTRUIT.**  
LIQUIDATION FORFAITAIRE DE LA PARTICIPATION DE L'ÉTAT.

Vous trouverez à la dernière page de la demande modèle A<sub>2</sub>, les renseignements nécessaires à la constitution des dossiers immobiliers n° 1 (demande de participation financière de l'État).  
Lisez cette page avec soin avant de remplir la présente formule.

**PROPRIÉTAIRE.**

NOM (1) (en majuscules) et Prénoms (2) : .....  
Résidence actuelle (3) : .....

**MANDATAIRE**

ou représentant légal, judiciaire ou statutaire.

NOM (en majuscules) et Prénoms (2) : .....  
Domicile : .....  
Qualité dans laquelle il agit : .....

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU BÂTIMENT DÉTRUIT.**

Adresse complète : ORIGNY EN THIERACHE (Aisne), Chemin du Routy  
Si la propriété a été comprise dans un levé de plans parcellaires effectué par le C. R. I., et si un numéro d'ilôt et un numéro de parcelle lui ont été affectés, indiquez-les ci-dessous :  
N° d'ilôt : ..... N° de parcelle : 3  
A défaut de ces renseignements, indiquez, si possible, la section et le numéroteur de parcelle cadastrale : 1928

Destination du bâtiment (4) : Bâtiment à usage d'habitation  
Servitudes foncières (5) : néant

Date, causes et circonstances du sinistre (6) : Le 15 Mai 1940 bombardement du viaduc d'Origny en Thiérache par des appareils de l'aviation allemande. Chute d'une torpille aérienne au pied de la 9<sup>e</sup> pile du viaduc à 30 m. environ du logement.  
Les dégâts constatés sont la conséquence directe et immédiate des actes de guerre relatés sans intervention d'aucune autre cause ni interposition d'aucun autre fait.

- (1) Ou, s'il s'agit d'une Société, Raison sociale.  
(2) Indiquez tous les prénoms dans l'ordre de l'État civil, et soulignez le prénom usuel.  
(3) Ou, s'il s'agit d'une Société, Siège social.  
(4) Par exemple : habitation, grange, écurie, etc. S'il s'agit d'un bâtiment servant à l'habitation du personnel d'un établissement industriel, ou si une partie du bâtiment était à usage professionnel, industriel, commercial ou artisanal, le préciser.  
(5) Par exemple : servitudes de vue, de passage. Donner toutes précisions sur la nature de ces droits et en indiquer les bénéficiaires.  
(6) Donnez tous les détails connus. Précisez si le sinistre est bien la conséquence directe et immédiate des actes de guerre relatés, sans intervention d'aucune autre cause, ni interposition d'aucun autre fait.

	EMPLACEMENT À REMPLIR PAR LE PROPRIÉTAIRE.	EMPLACEMENT RÉSERVÉ AUX SERVICES DU COMMISSARIAT.
	Montant proposé.	Montant retenu après vérification.
Montant des réparations. ....	6.107 fr	

Je soussigné ....., demande que la participation financière de l'État à la réparation du bâtiment ci-dessus désigné soit calculée sur la base des taux forfaitaires (1) appliqués au montant des travaux de réparation.

Je déclare opter de façon formelle et définitive pour ce mode de liquidation.

A....., le.....  
(Signature)

(1) Taux normal : 2/3. — Taux exceptionnel : 3/4 (Voir la remarque importante figurant à la dernière page de la formule A2).



Note 18/20 Sept.

I.P. 318

. 329

Dossiers N°1 demandés aux  
I.V. le 28 Sept 43 ainsi que confirmation  
des dégâts constatés. —

Pas de réponse à ce jour  
pour I.P. 318 (réponse I.P. 329 du 4/12/43)

Pas de dossier fourni pour  
les I.P. 318 et 329.

I.P. 321

365

374

79.

} Dossier établi par la  
Section D. G.

sauf dossier N°1  
qui n'est pas révisé

Dossiers No 1  
demandes aux I.V.

M. Focke

---

a t on fait quelque chose  
a la suite de ces 2 lettres de  
M Veillet ?

9/7.

ao  
M. Manbault  
mi

COPIE

Paris, le 18 septembre 1943

20.

V.B.N. GX

Monsieur de VILLEIE.

Acquisition  
d'I.P. de  
la Cie du  
Nord.

Domages  
de guerre.

En vue de vous permettre de faire établir des dossiers de demande d'indemnité, je vous signale que deux des immeubles privés de la Cie du Nord acquis récemment par la S.N.C.F. ont été endommagés par faits de guerre :

annexes

l'I.P. 318 à Longueau  
et l'I.P. 329 à Montigny-Lengrain.

L'acte de vente de ces immeubles par la Cie du Nord à la S.N.C.F. comporte la cession des domages de guerre.

La Cie du Nord ne possède aucun dossier pour les domages causés à l'I.P. 318, mais le Service local sera certainement à même de vous renseigner.

En ce qui concerne l'I.P. 329, la Cie du Nord me remet les 2 détails estimatifs ci-joints dressés par le Service local en 1940 et 1941. J'y annexe quelques correspondances et un constat dressé par M. PETIT, Huissier à Vie-sur-isne.

Je ne manquerai pas de vous saisir ultérieurement de la même manière pour les immeubles privés de la Cie du Nord endommagés par faits de guerre que la S.N.C.F. acquerra dans l'avenir.

Le Chef du Domaine,





Déclasse par M. VEILLET

Copie à ROUSSEL  
suite à sa note du  
30 juin 1943.

3/11/43.

VB N/SE

Acquisition d'I.P.  
de la Cie du Nord

Monsieur de VILLELLE,

—  
Domages de guerre  
—

Comme suite à ma lettre du 20 septembre  
dernier, je vous donne ci-dessous une nouvelle  
liste d'immeubles privés de la Cie du Nord, acquis  
récemment par la S.N.C.F. et qui ont été endomma-  
gés par faits de guerres:

1 dossier

les I.P. n<sup>os</sup> 321, 365 et 374 à Margny-les-Compiègne  
et l'I.P. n<sup>o</sup> 79 à Leval (Cité).

Par la copie de ma lettre du 18 courant à  
M. Bouchereau, Chef du Domaine de la S.N.C.F.,  
je vous ai fait connaître l'importance des dommages  
de guerre occasionnés aux trois immeubles de  
Margny-les-Compiègne.

Vous trouverez ci-joints, à toutes fins  
utiles, les divers constats qui m'ont été transmis  
par la Cie du Nord, ainsi que des correspondances  
à classer dans vos dossiers.

F/Le Chef du Domaine,



Dammages de guerre

1° - vérification de pièces comptables jusqu'à l'arrêté -

Terminé -

2° - Constitution des dossiers par lignes - Constats -

Il manque quelques constats qui vont être réclamés

3° - Répétition des dépenses par ligne et par article.

En cours - sera bientôt terminé -

4° - Dossiers n° 1. (Logements)

En cours - Il manque des dossiers - Attendez que la nouvelle loi sorte avant de les réclamer -

pour la section des mandats

Fischer

Derro

Marchand

Melmer



PARIS, le 7 Novembre 1944.

1011

Monsieur LECLERCQ,  
(Dépenses de guerre)

VBN/gc (A)

-2-

-----  
Le 11 Mars dernier, je vous ai adressé une note avec annexe dont copies ci-jointes concernant le cas des dommages causés à un tiers par suite du sabotage de nos propres installations. Un rappel du 23 Juin suivant étant resté sans réponse, je vous serais obligé de me faire connaître votre avis sur cette question pour le cas où des cas concrets se présenteraient au cours de vérification d'imputations faites sur des comptes de guerre.

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

*Ricard*

Paris, le 11 Mars 1944.

*Copy*VBN/gc (A)  
-----Monsieur LECLERCQ,  
(Dépenses de guerre)

- 1 -

Je vous sou mets, ci-joint, pour examen, une note du 5<sup>e</sup> Arrondissement relative au cas des dommages causés à un tiers suite à un sabotage de nos propres installations. Comme Mr. de VILLELE, je suis, en principe, d'avis de faire supporter aux comptes R.G.B. (ou R.G.B.CT) intéressés les réparations de ces dommages ou, le cas échéant, les indemnités payées aux propriétaires des installations touchées ou aux personnes ayant subi les dommages.

Voudriez-vous me faire savoir si vous êtes également d'accord sur ce point et, dans l'affirmative, s'il y a lieu de prévoir une discrimination de ces dépenses pour le cas où la législation à intervenir en la matière nous autoriserait ultérieurement à rejeter les dites dépenses au compte des tiers. Je suppose que la règle admise pourra s'étendre au cas des bombardements de nos installations.

Pr. le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité,  
"CONSTANT"

*Expedé*  
Note de Mr. PORCHEZ du 28/1/44

-----

Imputation et remboursement des dépenses  
résultant pour la S.N.C.F. d'actes de sabotage  
d'installation appartenant à des tiers

-----

St-POL, le 29/2/44.

Monsieur l'Ingénieur,

Je vous serais obligé de bien vouloir  
provoquer des instructions sur la conduite  
à tenir lorsque le cas inverse à celui  
signalé ci-dessus se produira, c'est-à-dire  
lorsqu'un acte de sabotage d'installation  
S.N.C.F. occasionnera des dommages à un  
tiers.

Le Chef de Section

.....

Monsieur ROUSSEL,

Note ci-dessus. Je suppose que dans  
le cas de dommages à un tiers consécutifs  
à un acte de sabotage des installations  
S.N.C.F., les dépenses sont à supporter  
par les comptes R.G.B. intéressés. Je vous  
serais obligé de bien vouloir me fixer sur  
la question posée.

Pr.le Chef d'Arrondissement VB

3/3/44

.....



PARIS, le II MARS 1944

V.B.N.gc.(A)

Monsieur LECLERCQ

(Dépenses de guerre)

I

Je vous sou mets, ci-joint, pour examen, une note du 5ème Arrondissement relative au cas des dommages causés à un tiers suite à un sabotage de nos propres installations. Comme M. De VILLELE, je suis, en principe, d'avis de faire supporter aux comptes R.G.B. (ou R.G.B.CT) intéressés les réparations de ces dommages ou, le cas échéant, les indemnités payées aux propriétaires des installations touchées ou aux personnes ayant subi les dommages.

Voudriez-vous me faire savoir si vous êtes également d'accord sur ce point et, dans l'affirmative, s'il y a lieu de prévoir une discrimination de ces dépenses pour le cas où la législation à intervenir en la matière vous autoriserait ultérieurement à rejeter les dites dépenses au compte des tiers. Je suppose que la règle admise pourra s'étendre au cas des bombardements de nos installations.

1 Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

*[Signature]*

*M. Pétine*  
*M. Chagnon*

*M. Focke*  
*Votre avis ?*  
*14/2 ad*

Note de M. PORCHEZ du 28/1/44

*Copia*

Imputation et remboursement des dépenses résultant pour la S.N.C.F. d'actes de sabotage d'installation appartenant à des tiers.

ST POL, le 29/2/44

Monsieur l'Ingénieur,

Je vous serais obligé de bien vouloir provoquer des instructions sur la conduite à tenir lorsque le cas inverse à celui signalé ci-dessus se produira, c'est-à-dire lorsqu'un acte de sabotage d'installation S.N.C.F. occasionnera des dommages à un tiers.

Le Chef de Section  
signé .....

Monsieur ROUSSEL,

Note ci-dessus. Je suppose que dans le cas de dommages à un tiers consécutifs à un acte de sabotage des installations S.N.C.F., les dépenses sont à supporter par les comptes R.G.B. intéressés. Je vous serais obligé de bien vouloir me fixer sur la question posée.

/ Le Chef d'Arrondissement V.B.

3/3/44

.....

5-5-18 3

Paris, le 17. 3. 44  
16

Monsieur Fédine

L'origine de l'affaire est la note ci-jointe du 28. 1. 44 de M. Porchez concernant l'imputation et le remboursement des dépenses résultant pour la V.N.C.F. d'actes de sabotage d'installations appartenant à des tiers. La conclusion était de prendre des mesures compensatoires pour sauvegarder les intérêts de la V.N.C.F.

Cette note vise exclusivement le attentat et la chose se justifie puisqu'il s'agit d'un fait relativement simple, de circonstances nettement déterminées et de conséquences parfaitement connues.

Le rédacteur de la transmission du 22. 2. 44 de M. Demareux aux S.T. a, par contre, remplacé et assimilé le cas de bombardement à celui d'attentat. On peut se demander quelle soit la contribution d'incertitude de détail qui il convient à même de donner aux agents locaux pour application, sur le tas, des prescriptions assez vagues de cette transmission et surtout comment il s'y prendrait lui-même pour les appliquer, le cas échéant.

En effet, dans un bombardement sérieux, comment établir-<sup>l'absence</sup> il la relation de cause à effet pour incriminer les installations d'un tiers et prouver sa responsabilité, car ici, on ne peut se contenter d'hypothèses et il faut une certitude avec, au besoin, des preuves à l'appui? Il faudrait, de plus, que cette certitude ait un caractère d'évidence, puisqu'il serait incertain qu'un homme de loi qui, souvent est dépourvu de connaissances techniques, ait



a même de l'affirmer de par lui-même, lors d'un constat officiel.

Et on admet cependant la chose possible dans ce cas, la veut-elle encore dans le cas où les dégâts seraient irréparables - plusieurs tiers riverains et comment déterminer d'une façon juste la part de chacune?

Et pour les cas analogues anciens où rien n'a été fait, comment rétablir la situation, car on ne peut admettre que, dans une même gare, des cas analogues soient, quoiqu'ils soient, traités de façon différente?

Je ne parle pas de erreurs d'appréciation ou d'interprétation facilitées par la constatation pure et simple des faits. Exemple : une locomotive S.N.C.F. a sa vitrine et ses mécanismes démolis par une 1<sup>re</sup> bombe. Une 2<sup>e</sup> bombe projette le débris d'un mur et d'un réservoir dans cette maison par les ouvertures béantes. On aura de suite fait à dire que nos dégâts proviennent de la projection de matériaux du mur de l'usine, alors que c'est inverse?

On voit donc qu'on se complait à jouer avec la difficulté. Aussi, il est indigne, à mon avis, de faire paraître un rectificatif de cette transmission pour y faire disparaître le mot bombardement, d'autant plus que, finalement, c'est toujours l'Etat qui devra assumer la réparation de ces 2 dommages, le tiers intéressé qui nous recherche et se retournant à son tour vers l'Etat.

On a créé une complication de plus, sans rien d'autre.

La note du 11 mars 1964 de M. Rousset vise le cas reciproque  
de celui-ci desus et je suis d'un avis diametralement oppose  
au sien pour les raisons ci-apres:

1°) au point de vue administratif, pourqu'on ne pas se contenter  
sur la position prise par M. Parhez et a bonner simplement  
a prendre les mesures conservatoires pour regler le dommage  
au tiers, dommage auquel il pourrroit pretendre si la  
legislation ulterieure lui en donnait le droit. C'est simplement  
logique?

2°) Pourqu'on et de quel droit nous subordonner a l'Etat pour  
regler des dommages resultant de l'etat de guerre et qui sont  
l'Etat seul qualifie pour donner reparation? Et le faire, c'est a  
pas un acte avec la responsabilite de la S.N.C.F.?

3°) Dans quelle conditions de frais prevus - nous la reparation  
et indemnitaires. nous le proprietaire ou la personne ayant  
subi les dommages? A des frais excessifs frisant le marche noir  
sans doute, alors que pour en etre rembourse, nous subissons  
un abattement important en plus de l'abattement legal.  
Pourqu'on voudrait faire une operation avec peu recherchant et  
quel compte supporterait la difference a decouvrir par la  
S.N.C.F.?

4°) Les difficultes d'affirmation imposees plus haut pour le  
cas de dommages causes par des installations de tiers a celles  
de la S.N.C.F. se reproduiraient de la meeme facon, mais avec  
plus d'ampleur encore.

5°) J'estime que M. Rousset etoit l'imprudence en voulant  
prendre semblable decision, parce que:



- a) il tranche une question de principe touchant une question de constitution, du ressort de ce service.
- b) il y a d'autres services intéressés, que le nôtre, celui de la "Wagon", notamment, qui a, je crois, été saisi d'une action contre la S.N.C.F. à la suite d'attentats (Roselt, notamment), et qui a répondu à ces dossiers.
- c) cette façon de voir crée un précédent susceptible d'avoir sa répercussion sur les autres régions de la S.N.C.F. et il serait préférable qu'une décision de L. Pouchy intervienne.

Quoi qu'il en soit, j'entends pour les raisons exposées ci-dessus que pour les bombardements, il n'y a rien à faire.

Tout au plus<sup>(1)</sup>, pour les attentats (aussi bien vis-à-vis de ceux contre les installations de trais causant des dégâts à la S.N.C.F. que vis-à-vis de ceux contre les installations de la S.N.C.F. causant des dégâts aux tiers), on peut, en titre de mesures conservatoires, inviter l'I.V. à ouvrir un compte spécial R.G.S. ou R.G.B.S. après avoir toutefois, au préalable, fait établir un contact d'expertise pour sauvegarder vos droits pour l'avenir, en fonction de la législation susceptible d'intervenir ultérieurement et cela pourrait déjà, dans certains cas, être un gros travail pour certains agents locaux de régions industrielles.

Qu'envisager

- (1) Il y a lieu de remarquer, en effet, que les dégâts causés aux attentats étant imputés aux mêmes comptes que ceux causés par les bombardements, il serait tout à fait rationnel de considérer les attentats comme du fait de l'ennemi dans ce sens.

Antipart  
d'après



Paris, le 28 Janvier 1944

Service Central des  
Installations Fixes

COPIE

Imputation et rembour-  
sement des dépenses résultant  
pour la S.N.C.F. d'actes de  
sabotage d'installations  
appartenant à des tiersMonsieur le Chef du Service VB -  
Région du Sud-Est

VR: VB cl 428/475 pylone, détruit par acte de sabotage, les frais entraînés par  
NR : 9I 300-1/334 sa chute sur nos installations ou si, au contraire, il y avait  
G 6234/I3 lieu d'en imputer le montant au compte Exploitation, Chap.4,  
art.33 à 45.

Je vous ai fait connaître par ma note Vst 9I 300-1/329 du 24.I2.43  
qu'il y avait lieu de demander au propriétaire, qui a la garde de la chose  
le remboursement des dommages subis.

Par note VB cl 428/475 du 10.I.1944, vous me demandez des instruc-  
tions pour le règlement d'un incident analogue pour lequel le propriétaire  
s'est refusé à effectuer le remboursement demandé.

J'estime qu'il n'y a pas lieu d'insister auprès de la Société inté-  
ressée pour obtenir ce remboursement.

Vous aurez à imputer les sommes dépensées aux art.33 à 45 du chap.  
IV et à conserver les pièces du dossier pour pouvoir réclamer le dédomma-  
gement auquel nous pourrions prétendre, lorsque la législation en la matière  
aura été fixée.

" P O R C H E Z "

- Copie pour M. le Chef du Sce VB Ttes Régions, pour le tenir informé en  
lui demandant d'appliquer, le cas échéant, une procédure analogue.

" PORCHEZ "

Transmis à Monsieur ROUSSEL, en le priant de faire préparer les instruc-  
tions à donner aux I.V. à ce sujet.

2.2.1944 " ..... "

Paris, le 16 Février 1944

GP

VBN/go (A)

Copie pour Monsieur LECLERCQ (Dommages de guerre)

*pour avis (note n° 5 sur le thème du 13/10/43)  
copie sur IV*

Comme dans le cas visé dans la note ci-dessus, il peut arriver que  
nos propres installations se trouvent détruites ou endommagées par la  
chute ou le choc d'installations ou d'objets appartenant à des tiers et  
directement atteints par un acte de sabotage ou par bombardement. Si le  
propriétaire des dits objets ou installations se refuse à tout règlement,  
il n'y aura pas lieu d'insister auprès de lui; les dépenses faites pour  
réparer nos propres dommages seront à imputer aux articles convenables de  
notre nomenclature (les art.33 à 45 visés dans la note ci-dessus sont ceux  
de la nomenclature S.N.C.F.), mais sur un compte RGB ou ROGB que vous  
aurez à ouvrir spécialement, en dehors de ceux déjà ouverts ou susceptibles  
de l'être pour les destructions résultant de faits de guerre (bombardements  
ou sabotages) atteignant directement nos installations. Cette façon d'impu-  
ter nous permettra, le cas échéant, de distinguer les dépenses qui, éven-  
tuellement, seraient à mettre à la charge du propriétaire indirectement  
responsable des avaries de nos installations, si la législation, encore à  
intervenir, se révélait favorable à cette thèse.

Le Chef du Service  
de la Voie et des Bâtiments

*en Pymmm*

*M. Fackau*

*24/2 ad*

*[Signature]*

1 jour

Monsieur Pétre

On ne comprend pas que M. Roussel  
puisse parler d'interprétation en matière  
de comptabilité qui, de par sa nature  
même, demande des règles rigoureuses  
et absolues.

D'ailleurs, si les pairs comptables sont vérifiés  
dans son service, les interprétations ne  
doivent-elles pas être uniques pour le  
même objet? Dans ce cas, pourquoi  
ne pas les définir nettement avec  
agents locaux pour qu'ils puissent  
travailler sans la certitude? Ce serait  
plus simple et plus rationnel.

Je ne vois pas en quoi des prévisions du  
service de l'E. accroîtraient les difficultés.  
Au contraire, une situation nette et  
précise serait à l'avantage de  
tous, services locaux et autres.

En revanche, il est très mauvais traduire  
la pensée de M. Paréy - J. lui conteste  
ce droit car il ignore le directeur  
qui s'est à l'origine des instructions  
de M. Paréy. Et plus, il est partie  
intéressée, puisqu'avec l'interprétation  
qu'il expose, il évite un travail de  
redressement prescrit par M. Paréy.

Et plus, si quel droit va-t-il faire  
payer à l'Etat Français (c'est à dire  
nous) les dépenses de matériel pour  
D. J. alors que ces dépenses étaient  
"constatées" (thèse de M. Paréy)  
et entraînant le S.O. qui paierait?

Enfin, les S.O. elle-même reconnaissent  
elles-mêmes (dans le cas à l'origine

de l'affaire) que les dépenses devraient  
leur être imputées (voir copie ci-jointe).  
Cela se conçoit vraisemblablement de  
surventures consécutives à des accords  
intervenues entre le S.O., la SNCB et  
l'Etat. Pourquoi est Roussel est-il  
plus royaliste que le roi? Pour  
éviter un travail matériel de  
recouvrements?

La question, à mon sens, a toute une  
bien plus grande ampleur que celle  
résultant d'imputations comptables.

Je pense que vous le bénéficiez de ces  
diverses remarques, vous serez d'avis  
de la reprendre auprès de M. Roussel  
et de la faire trancher d'une façon  
nette et définitive par le Parquet.

10/7

Carrière



A la Balmaineisterai  
de Dunkerque

O.U., le 4 - 5 - 44

Dans le but d'améliorer le champ de  
tir dans l'étendue du camp retranché de Dunkerque,  
il est nécessaire de démolir la maison de garde du  
P.N. 168.

Nous vous prions de transmettre cet ordre. Les frais  
de démolition seront supportés par le Commandant  
du Camp.

signé:

Hauptmann u. Abschn. kdt.

Dunkerque, le 8 - 5 - 44.

Copie transmise à M. le Chef de Section  
pour prendre connaissance, nous vous prions de  
commencer de suite les travaux de démolition de  
la Maison de Garde du P.N. 168

signé: Allert

(Ober-Inspector-Balmaineisterai)  
Dunkerque

Arrondissement de Lille

444<sup>e</sup> District

Rapport spécial de M. Vanneste  
Off<sup>re</sup> de Chef de district des Bâtiments.  
à M. Beauvrière, S<sup>r</sup> Ingénieur, Chef de Section.

Le Jeudi 4 Mai 1944, les Autorités allemandes d'occupation ont demandé dans un délai de 10 jours la démolition de la maison de G. du P.N. 168 et de ses annexes (Ligne de Lille à Dunkerque km 304<sup>072</sup>).

Les travaux de démolition ont été confiés à l'entreprise Lecomte. La récupération et l'enlèvement des matériaux sont effectués par les manoeuvres et O.S. du district. Bâtiments.

Le préjudice subi par la S.N.G.F. est d'environ cent cinquante mille francs.

Dunkerque, le 3 Mai 1944

Vanneste

Lille, le 16 Mai 1944

Transmis à Monsieur le Chef de la Division de  
l'Entretien (M. Ledercq) à Paris  
pour avis. Ci-joint, copie de l'ordre d'exécution.

Le chef d'arrondissement

« Adine »

VBN/gc (A)

Monsieur LECLERCQ,

Suite à votre note du 29 Juin dernier relative aux démolitions d'immeubles par les A.O.

Je n'avais pas été sans remarquer l'incompatibilité, au moins apparente, entre la note du 30.9.43 de M. PORCHEZ et les termes de l'Avis de Service V.B. 303b n°1 du 16.3.43 rappelés dans ma note du 19.4.44 et d'après lesquels les destructions d'immeubles pour augmenter le champ de tir doivent être assimilées à de véritables faits de guerre. C'est pourquoi j'ai saisi la première occasion pour demander aux S.F. de prendre nettement position sur ce point. Comme vous l'avez constaté, ceux-ci ont confirmé les indications du dit Avis de Service, sans revenir, pour autant, sur celles de leur note F2 CGI n°412-704 du 16 Juin 1943, relative aux avaries causées au matériel et aux installations par l'Armée allemande (visée dans la note susvisée de M. PORCHEZ).

A ( Je reconnais que l'opposition de ces différents textes peut soulever des questions d'interprétation, mais, en sollicitant de nouvelles précisions du Service Central des I.F., nous risquons d'accroître les difficultés. Il me semble préférable de traduire comme suit la pensée de M. PORCHEZ: les dépenses dont les A.O. sont directement et sans aucun doute responsables, qu'elles soient engagées à leur demande ou simplement de leur fait, s'entendent de celles ne résultant pas d'actes répondant à des nécessités d'ordre militaire; seraient donc, en particulier, exclus de cette formule les destructions d'immeubles en question, partie intégrante d'un plan de défense.

D'ailleurs, je dois vous dire, en terminant, que, contrairement à ce que vous paraissiez supposer, la note du 25.5.43 de la Comptabilité Générale a été répercutée aux Chefs d'Arrondissement, le jour même où je vous en ai adressé copie.

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

*Rumel*

*cela n'apparaît pas sur votre copie*

*La nuance A ne sera pas toujours facile à discerner - Tout ce qui est fait par les A.O. répond de près ou de loin, à des nécessités d'ordre militaire... on peut cependant en rester là, et supposer que telle telle mesure de M. Porchez*

*7/7 20*

*W. Focken  
Clamer  
8/7-20*



Paris le 29 Juin 1944

V.B.N/vc

-----  
Démolition

d'immeubles par

les Autorités d'Occupation

Monsieur ROUSSEL,

-----  
V.R. : V.B.N/gc (A)

Suite à correspondance précédente.

La note CG2 n°412.II26 du 25 mai 1944 de M. le Chef des Subdivisions de la Comptabilité Générale est venue confirmer le point de vue exposé dans votre note du 19 avril 1944, d'après lequel les destructions d'immeubles pour augmentation de champ de tir doivent assimiler à des faits de guerre véritables, les dépenses de réparation ou de reconstruction étant, en conséquence, à considérer comme dommages de guerre.

Je n'ai pas d'objection à l'application de ces instructions.

Toutefois il semble qu'il y ait discordance entre le point de vue de la Comptabilité Générale et celui du Service Central des Installations Fixes.

En effet, dans sa note du 30 Septembre 1943 dont ci-joint copie, M. Porchez précise notamment "Il convient en résumé de porter au compte des Autorités d'occupation toutes les dépenses dont elles sont directement et sans aucun doute responsables, qu'elles soient engagées à leur demande ou simplement de leur fait".

Vous serez sans doute d'avis de signaler cette discordance au Service Central V avant de répercuter aux Chefs d'Arrondissements la note du 25 Mai de la Comptabilité Générale? Voudriez-vous me tenir au courant

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approuvements

M. Focke  
bon réponse  
2 autre part de M. Roussel  
8/4 26

-----  
Service Central  
des  
Installations Fixes  
-----

-----  
Prestations  
-----

TV.R.: VBN/gc (A) du 10/9/43  
Vtv 9I 300 - I/308  
G 4I7I/I42  
-----

Monsieur le Chef du  
Service V.B. NORD

Suite à votre lettre rappelée en marge relative à l'imputation de certaines dépenses consécutives aux événements de guerre.

Les instructions contenues dans la lettre F2 GCI n° 412-704 en date du 16/6/43 des Services Financiers annulent toutes dispositions contraires antérieures et notamment les directives de ma lettre Vtv 9I300 I/I56 du 20/12/41, en ce qui concerne les avaries causées au matériel et aux installations par l'Armée allemande, les réparations de ces avaries devant être désormais considérées comme des prestations fournies à la demande des autorités d'occupation les dépenses correspondantes étant à imputer à l'art. 47.

Il convient, en résumé, de porter au compte des autorités d'occupation toutes les dépenses dont elles sont directement et sans aucun doute responsables, qu'elles soient engagées à leur demande ou simplement de leur fait.

Pour celles de ces dépenses qui n'auraient pas été classées suivant ces nouvelles règles, il conviendra de limiter les reprises aux imputations de l'exercice 43

PORCHEZ

Copie à M. LECLERCQ (M. PETINE)  
M. FOCKEU  
M. ROUSSEL

Paris le 13 Avril 1944

V.B.N/vg

-MINUTE-

Démolition d'immeubles  
par les Autorités  
d'Occupation

MM. les Chefs d'Arrondissement  
WARNIEZ  
DE CHAUMONT

Il ~~m'est signalé~~<sup>p</sup> que pour dégager le champ de tir d'installations militaires ou améliorer leur champ de visibilité, les Autorités d'Occupation procèdent à des destructions volontaires d'immeubles.

Les dépenses qui peuvent, dans ces cas, être engagées par la S.N.C.F. ainsi que le préjudice qui peut lui être causé du fait de ces destructions, doivent, conformément à la lettre Vtv 91 300 - I/308 du 30/9/43 de M. Porchez et à l'Avis de Service V.B. 303 n°10 du 6 janvier 1944, être imputées au compte des "prestations aux Autorités Allemandes".

*breu à l'attention*  
*Sauf*  
En conséquence, ces destructions ne donnent pas lieu à l'établissement d'un dossier de dommages de guerre, toutefois dans le cas où les immeubles en question auraient été endommagés par faits de guerre antérieurement à leur destruction, ces dégâts doivent faire l'objet de constat et le cas échéant d'un dossier n°1.

*par les Autorités  
d'Occupation*

Le Chef de la Subdivision  
des Travaux et Approvisionnements

*as*

*#*  
Visa de M. Roussel :

*à l'attention  
M. Roussel*



PARIS, le 14 Avril 1944

V.B.N.gc.(A)

Monsieur LECLERCQ  
(Monsieur PETINE)

Je vous retourne ci-joint, après en avoir pris connaissance votre projet de note sur les "démolitions d'immeubles par les Autorités d'occupation".

Contrairement à ce que vous pensez ce n'est pas l'Avis de service V.B. 303 b n° 10 du 6/1/44 qui est applicable dans le cas prévu, mais celui portant le n° 1 du 16/3/43; ce dernier, assimilant les destructions d'immeubles pour augmentation de champ de tir à des faits de guerre véritables, les dépenses consécutives sont imputables à des comptes des séries R.G.B., R.O.G.B., R.G.B.C.T.

Les avaries dont il est question dans l'article I de l'Avis de service V.B. 303 b n° 10 sont celles résultant de faits qui ne sont pas en relation directe avec la guerre (accidents de la circulation, par exemple).

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

*Rueux*

*à Todeu  
pour  
19/4*

Monsieur Petine

4/5/44.

Ci-joint projet de lettre  
par M. Roussel.

(M. Roussel doit fournir  
les documents nécessaires  
pour le projet de rapport ci-joint)

3 5 8

Paris, le 25 Mai 1944

CGI n°412.II26

M. le Chef de la Subdivision de la Comptabilité  
du Service Voie et Bâtiments - Région Nord,

V/Réf. - Lettre VBN/gc (A) du 12.5.1944

Objet : Imputation de diverses dépenses consécutives à des événements  
de guerre.

En réponse à votre lettre du 12.5.1944, je vous informe qu'il y a  
lieu d'imputer les dépenses ci-dessous de la manière suivante :

- 1°- Inondations de protection provoquées par les Autorités allemandes :
  - a) Travaux effectués pour la protection de nos installations; vidange de  
sous-sols de cabines ou de fosses à roues, bouchage d'évacuation d'eau,  
confection de passage pour piétons, vidanges des abris, etc.; imputa-  
tion au Chap.IV, art.46 "Dépenses diverses de guerre".
  - b) Construction d'abris en remplacement de ceux rendus inutilisables:  
imputation au Chap.IV, art.32 "Défense passive".
- 2°- Détériorations causées par les tirs de D.C.A. et par des explosions  
provoquées ou accidentelles de mines ou de munitions, destructions  
d'immeubles pour dégagement de champ de tir; les dépenses de réparati-  
on ou de reconstruction sont à considérer comme "dommages de guerre".

Le Chef des Subd. de la Cte Gle: " ..... "

Copie pour Monsieur LECLERCQ, suite à sa transmission en date du 3.5.44,  
de la note du 1.5.44 de M. ADINE.

Les dépenses visées en 1°/a ci-dessus sont à imputer au compte  
RASB n°978 <sup>ouvert</sup> spécialement à cet effet et celles visées en 1°/b,  
au compte RDB 006, <sup>étant</sup> entendu que les citernages ou épandages de  
scories d'abris existants à assainir par suite d'inondations rentrent  
dans la catégorie 1°/a.

Le cas des dépenses visées en 2° est déjà régi par l'Avis de  
Service V.B. 303b n°1 du 16.3.43.

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité

*M. Pélissier - AS 5/6*  
*M. Focher - 7/6*  
*Co. minist*  
*note d'administration*  
*MY*

*Rueuse*  
*M. Rameau*  
*il*  
*reçu*  
*admi*

Inondation des installations SNCF par les  
Autorités occupantes

COPIE

Monsieur LECLERCQ,  
Chef de la Subd. Tx et Approvisionnements,  
à P A R I S

J'ai l'honneur de vous informer que les Autorités allemandes de Calais procèdent actuellement à l'inondation de certains points.

Ces mesures de protection nécessitent une série de travaux tels que vidange de sous-sols de cabines ou de fosses à roues, bouchage d'évacuation d'eau, confection de passages pour piétons, épandage de scories sur le sol des abris, citernage des abris, construction de nouveaux abris, etc...

Je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître sur quel compte les dépenses occasionnées par ces travaux seront à imputer tant en ce qui concerne Calais que pour tout autre centre où la même situation viendrait à se produire.

P/Le Chef d'Arret: " ..... "

Monsieur ROUSSEL,

Prière renseigner M. ADINE. Je pense que c'est l'art. 47 qui doit supporter les dépenses.

3/5

"LECLERCQ"

VBN/gc (Bi)

Monsieur ADINE,

Veuillez imputer des dépenses sur le compte d'attente EIP<sub>I</sub> N°60899 de la Série 85.

Je vous fixerai ultérieurement quant à l'imputation définitive que je vais saisir les Sces Financiers à ce sujet.

8.5.44

" ROUSSEL "

Copie pour avis pour Monsieur LECLERCQ.

"

"

Copie au Bureau "A" (M. ANGLARD) pour saisir M. HOULEZ comme convenu.

8.5.44

P/Le Chef de la  
Subd. de la Cté,  
"CONSTANT"

Dossier à retourner M<sup>r</sup> Focken.

(3 pires)



S. N. C. F.

RÉGION DU NORD

Timbre  
de l'Établissement d'attache (1)5<sup>me</sup> Arrond<sup>l</sup> - 4<sup>e</sup> Section543<sup>e</sup> DISTRICT

SAINT-POI-SUR-TERNOISE

Réserve au Bureau de Solde,

Nombre d'enfants à charge :

## FICHE DE RENSEIGNEMENTS

à remplir par tout agent du Cadre Permanent ou Auxiliaire,  
qu'il soit ou non Chef de famille.Nom : *M<sup>me</sup> Ratel*(Pour le personnel féminin faire précéder le nom de  
Madame ou Mademoiselle, suivant le cas)Prénoms : *Lucie* (Souligner le prénom usuel)Situation : ~~Agent du Cadre permanent~~, auxiliaire. (Rayer la mention inutile)Grade : *Auxiliaire "Surr."*Résidence : *2<sup>e</sup> Rue de la Gare*

## CHARGES DE FAMILLE

(au sens fiscal : art. 116 du Code des Impôts directs)

Situation des enfants à charge n'ayant pas de revenus distincts, c'est-à-dire ne faisant pas  
déclaration fiscale distincte de celle du Chef de famille :

a) ENFANTS de l'Agent âgés de moins de 21 ans ou infirmes (à la date du 1/1/41)

PRÉNOMS	DATE DE NAISSANCE	Pour tout enfant de 21 ans ou plus préciser s'il est infirmes	PRÉNOMS	DATE DE NAISSANCE	Pour tout enfant de 21 ans ou plus préciser s'il est infirmes
1	2	3	1	2	3

b) ENFANTS recueillis par l'Agent à son propre foyer âgés de moins de 21 ans ou infirmes  
(à la date du 1/1/41)

NOM	PRÉNOMS	DATE DE NAISSANCE	Pour tout enfant de 21 ans ou plus préciser s'il est infirme
1	2	3	4

VU ET TRANSMIS :

Le Chef d'établissement,

Le Chef de District

*Lucie*Certifié exact par l'agent soussigné, qui devra, si la  
situation ci-dessus se modifiait au cours du mois de Décem-  
bre 1940, établir à la date du 1<sup>er</sup> Janvier 1941, une fiche  
rectificative à réclamer à son Chef d'établissement.A *M<sup>me</sup> Ratel*, le *25/10* 194*0*.

(1) gare - dépôt - district - atelier - division - poste.

Paris, le 12 Mai 1944

COPIE

Monsieur HOULEZ,  
Chef de l'Inspection Générale  
des Comptabilités,

VBV/gc (A)  
-----

Par suite des inondations de protection provoquées par les A.A., nous sommes amenés, dans certaines zones, à effectuer des travaux spéciaux pour mettre nos installations à l'abri ou pour y accéder, ainsi que pour rendre possible l'utilisation de certains abris... Le Sce local nous demande à quel compte imputer les dépenses consécutives à ces travaux.

Je vous serais obligé de me faire connaître votre opinion, d'une part en ce qui concerne les installations SNCF proprement dites: vidange de sous-sols de cabines ou de fosses à roues, bouchage d'évacuation d'eau, confection de passages pour piétons, d'autre part en ce qui concerne les abris: construction de nouveaux abris, citernage et épandage de scories dans les abris existants.

Je profite de cette occasion pour vous demander également de vouloir bien me préciser les règles comptables à appliquer en ce qui concerne certains faits de dépenses tels que tirs de DCA, explosions provoquées ou accidentelles de mines ou de munitions, destructions d'immeubles pour dégager le champ de tir (ces dernières étant, semble-t-il, assimilables aux inondations volontaires mentionnées plus haut).

Le Chef de la Subdivision  
de la Comptabilité,

" ROUSSEL "

Paris, le 25 Mai, 1944

Division Centrale de la  
Comptabilité Générale

COPIE

F2 CG1 n°412-II26

M. le Chef de la Subdivision de la Cté  
du Service V.B./Nord,V/Réf. - Lettre VBN/gc (A) du 12 Mai 1944.Objet - Imputation de diverses dépenses consécutives à des événements  
de guerre.En réponse à votre lettre du 12 Mai 1944, je vous informe qu'il y  
a lieu d'imputer les dépenses ci-dessous de la manière suivante :

1°/ Inondations de protection provoquées par les Autorités allemandes :

- a) Travaux effectués pour la protection de nos installations; vidange des  
sous-sols de cabines ou de fosses à roues, bouchage d'évacuation d'eau,  
confection de passage pour piétons, vidanges des abris, etc.; imputation  
au Chap.IV, art.46 "Dépenses diverses de guerre".
- b) Construction d'abris en remplacement de ceux rendus inutilisables :  
imputation au Chap.IV, art.32 "Défense passive".

2°/ Détériorations causées par les tirs de D.C.A. et par des explosions  
provoquées ou accidentelles de mines ou de munitions, destructions  
d'immeubles pour dégagement de champ de tir: les dépenses de réparation  
ou de reconstruction sont à considérer comme "dommages de guerre".

Le Chef des Subdivisions de la Cté Gle,

" ALADENISE "

*Il s'agit de comprendre  
ici, suivant la  
nature des installations endommagées,  
"dépenses de reconstruction" (C. A.)  
ou "dommages de guerre" (C. B.)*

RECEVU  
LE 26 MAI 1944  
PAR LE SERVICE V.B./NORD



S. N. C. F.

RÉGION DU NORD

Timbre  
de l'Établissement d'attache (1)6<sup>e</sup> ARR.  
4<sup>e</sup> SEC  
DISTRICT DE BOULAI

Réservé au Bureau de Solde

Nombre d'enfants à charge :

2

## FICHE DE RENSEIGNEMENTS

à remplir par tout agent du Cadre Permanent ou Auxiliaire,  
qu'il soit ou non Chef de famille.

Nom : Saint Pol « femme divorcée » (Pour le personnel féminin faire précéder le nom de Madame ou Mademoiselle, suivant le cas)

Prénoms : Hélène Georgette Joséphe (Souligner le prénom usuel)

Situation : Agent du Cadre permanent, auxiliaire. (Rayer la mention inutile)

Grade : auxiliaire

Résidence : Calonne Ricouart

## CHARGES DE FAMILLE

(au sens fiscal : art. 116 du Code des Impôts directs)

Situation des enfants à charge n'ayant pas de revenus distincts, c'est-à-dire ne faisant pas déclaration fiscale distincte de celle du Chef de famille :

a) ENFANTS de l'Agent âgés de moins de 21 ans ou infirmes (à la date du 1/1/41)

PRÉNOMS	DATE DE NAISSANCE	Pour tout enfant de 21 ans ou plus préciser s'il est infirmes	PRÉNOMS	DATE DE NAISSANCE	Pour tout enfant de 21 ans ou plus préciser s'il est infirmes
<u>Blond</u> <u>Saint Pol</u> <u>Clément</u>	<u>14-7-21</u>	<u>3</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>
<u>Donat</u>	<u>25-7-27</u>				

b) ENFANTS recueillis par l'Agent à son propre foyer âgés de moins de 21 ans ou infirmes  
(à la date du 1/1/41)

NOM	PRÉNOMS	DATE DE NAISSANCE	Pour tout enfant de 21 ans ou plus préciser s'il est infirme
<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>

VU ET TRANSMIS :

Le Chef d'établissement,

/ Le Chef de District

*M. Pichet*Certifié exact par l'agent soussigné, qui devra, si la situation ci-dessus se modifiait au cours du mois de Décembre 1940, établir à la date du 1<sup>er</sup> Janvier 1941, une fiche rectificative à réclamer à son Chef d'établissement.A Calonne Ricouart le 25-11 1940Saint Pol Hélène

(1) gare - dépôt - district - atelier - division - poste.

M. POTIRON.

M. Potiron.

Route 74. 96.

Région Ouest.

Sur la ligne

Paris V. B.

Subdivision E.R.

29. 12. 53.

Rue de la Région  
Ouest d'une part  
la ligne Paris - Rouen.

M. Meunier

En vertu de la Région d'Etat  
vendue prendre les Cornes concernant  
la Section de Serpigny d'arrondissement  
29 décembre 94. (25 H) -

Enu faire nécessaire

28/12/94  
Bay



P. S. 32. P. H. 35

Estouville

remplacé  
par bois

Estouville

6 Maisons.

ca. I. P. 104.

Mar 21

69. 190 - Van Rouen  
112,000.

Charleval - Serpente

Bouby - Chien

Tout  
serment

Amiens - Rouen -

Charleval - Serpente -

Bouby - Chien.

Charleval - Serpente.

Rouen en Nord -

Il y a encore,

2 ans

LIGNE 321 - Saint-ROCH - MARTINVILLE

Le THIL-RIBERPRE (partie)

SERQUEUX (partie)

BEAUBEC-la-ROSIERE

RONCHEROLLES en BRAY

SOMMERY

BOSC-BORDEL

MATHONVILLE

MONTEROLLIER

BUCHY

BOSC-ROGER

ROCQUEMONTESTOUTEVILLE

VIEUX-MANOIR

LONGUERUE

PIERRERAIL

MORGNY-la-POMMERAYE

QUINCAMPOIX

FONTAINE-sous-PREAUX

Saint-MARTIN du VIVIER

DARNETAL

LIGNE 354 - MONTEROLLIER - BUCHY à CLERESESTOUTEVILLEROCQUEMONT

CRITOT

COTTEVRARD

Copie remise  
à la Rijk  
Dienst -

29.12.53.

9. Janvier 1954. Remise à Monsieur (selon documents).  
Nécessaire à M. P. R.

BOSC-le-HARD

ETAINPUIS

FRICHEMESNIL

Ligne 344 - CHARLEVAL - SERQUEUX

SERQUEUX

FORGES-les-EAUX

La-FERTE-Saint-SAMSON

ROUVRAY

SIGY

MESNIL-LIEUBRAY

La-HALLOTIERE

NOLLEVAL



LIGNE 321 - Saint-ROCH - MARTINVILLE

Le THIL-RIERPRE (partie)

SERQUEUX (partie)

BEAUBEC-la-ROSIERE

RONCHEROLLES en BRAY

SOMMERY

BOSC-BORDEL

MATHONVILLE

MONTEROLLIER

BUCHY

BOSC-ROGER

ROCQUEMONT

ESTONTEVILLE

VIEUX-MANOIR

LONGUERUE

PIERRERAI

MORGNY-la-POMMERAYE

QUINCAMPOIX

FONTAINE-sous-PREAUX

Saint-MARTIN du VIVIER

DARNETAL

LIGNE 354 - MONTEROLLIER - BUEY à CLERES

ESTONTEVILLE

ROCQUEMONT

CRITOT

COTTEVRARD

BOSC-le-HARD

ETAINPUIIS

FRICHEMESNIL

Ligne 344 - CHARLEVAL - SERQUEUX

SERQUEUX

FORGES-les-EAUX

La-FERTE-Saint-SAMSON

ROUVRAY

SIGY

MESNIL-LIEURAY

La-HALLOTIERE

NOLLEVAL

Société Nationale  
des Chemins de fer français

FICHE DE LOGEMENT HORS CITE

AP

REGION du NORD

Commune de Monterolier Logement N° 2

Service de la Voie  
et des Bâtiments

Montant de l'indemnité de résidence : 871.20

Adresse postale : Rue de la Gare à Monterolier

Références cadastrales : Section D N° 135 Lieu-dit Arcaumare

Numéro du plan parcellaire : 165

Situation du logement ( PAVILLON (ou) COLLECTIF situé dans (ou) hors l'enceinte du chemin de fer  
- dans un bâtiment des voyageurs (ou) dans l'enceinte d'une station (ou) d'un dépôt  
- en pleine ligne : ligne de Amiens à Rouen  
kil                      P.N. N°                      (ou) P.S. N°                       
à droite (ou) à gauche des voies  
- dépendant d'une maison à                      logements.

Calcul du loyer suivant le barème  
de l'I.G. 31e P. N°18 du 26/6/1939

	Réductions	Majorations	Taux du barème
logement ordinaire en dur (ou) en bois (ou) semi-provisoire.....			.....
(avec (ou) sans chauffage central....			17.40.
logement (avec (ou) sans salle de bains ou			
d'agent dirigeant (cabinet de toilette.....	5% .....		
(avec (ou) sans chambre de bonne....			
-cuisine (ou) salle commune (surface : <u>11.56</u> m2)			
-Nombre de pièces en sus : <u>4</u> dont <u>2</u> mansardées	% .....		
-Surface des pièces : <u>voir au lot</u>			
-Cellier, cave, grenier.....	5% .....		
-W.C. : avec (ou) sans fosse.....	8% .....		
(ou) Pas de W.C. particulier au logement.....			
(Eau sous pression avec (ou) sans compteur			
-Eau (individuel (forfait) <u>de la gare</u> .....			
(Puits			
(Pas d'installation individuelle.....	6% .....		
-Gaz (Installation existante			
(Pas d'installation de gaz.....	6% <u>104.40.</u>		
-Elec- (avec ou sans compteur individuel			
tricité (Pas d'installation d'éclairage électrique...)	5% .....	<u>120</u>	
-JARDIN : Surface : <u>290</u> m2. <u>uniquement</u> .....		<u>7.25</u>	
-ANNEXES:			
(-Poulailler-clapier en dur (ou) en bois.....		<u>120</u>	
(-Etable ou remise, en dur (ou) en bois.....			
(-Buanderie, en dur (ou) en bois. <u>en annexe</u> .....		<u>240</u>	
(-Pigeonnier, en dur (ou) en bois.....			
Totaux	<u>104.40 (-)</u>	<u>367.25 (+)</u>	
MONTANT NET DU LOYER THEORIQUE.....		<u>2120</u>	<u>2002.85</u>

(biffer les mentions inutiles)



Montant du loyer appliqué au logement au 31 Juillet 1939

1152

Eléments de nature à justifier la dérogation prévue à l'Article 6 de l'I.G., Série P N° 18, notamment : l'éloignement (à chiffrer) d'un centre d'habitation; les mauvaises conditions d'accès, la faible surface de certaines pièces, l'inondation périodique de la cave, l'humidité exceptionnelle du logement, le bruit anormal et l'émission de fumées gênantes d'une gare ou d'un dépôt contigu, etc.

Loyer à appliquer, 2000 frs par an

1 SEP 1942

Le Chef de District,

*[Signature]*

<sup>rez</sup>  
~~Se. cuisine~~ —  $3.40 \times 3.40 = 11.56$   
à m —  $4.00 \times 3.65 = 14.60$

étage

ch —  $4.00 \times 3.20 = 12.80$   
ch —  $3.40 \times 3.00 = 10.20$   
ch —  $3.40 \times 2.00 = 6.80$

grain  
au-dessus

chef de District

Dressé par l'Agent soussigné

Le 16. 10. 41

*[Signature]*

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 5 août 1941

à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport  
du 5 août 1941.

Ligne d'Amiens à Rouen - Gare de Montérolier-Buchy

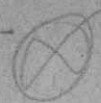
Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du Constat	Observations
<u>Installations fixes -</u>		
<u>Zône du poste A.</u>		
1 retour d'équerre Saxby cassé.	art 18 Remplacement terminé	Réparations faites par la région.
• 1 fil de transmission coupé.		
<u>Logement d'agent sur</u> com aux voyageurs, à proximité du B.V.		
12 carreaux de fenêtres cassés.	200 art 14 Remplacés	
Raccords de briques et d'enduits au plafond en plâtre et sur murs à faire	existantes	

Inscrit au cahier

(muse)

Le Chef de District

Attorney



# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 12 novembre 1941 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport du 12 novembre 1941 (attaques aériennes sur la gare de Montérolier-Buchy et la région).

Ligne d'Amiens à Rouen - Gare de Montérolier-Buchy

Constatations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<u>Installations fixes</u>		
<u>Lignes télégraphiques et téléphoniques</u>		
- Km. 89 <sup>km</sup> : circuit "permanence"	100 art 18	
S.N.C.F.: 1 fil coupe entre deux supports	Réparation définitive effectuée ce jour	par la Région
<u>Gares et stations:</u>		
Bâtiments situés dans l'enceinte de la gare:		
- abri à voyageurs: 8 vitres cassées, petits bois fer à remplacer soit 250 <sup>f</sup> de dégâts	art 43 = 250 Neant	
- dépôt: 2 vitres cassées, quelques tantes à remplacer. soit 100 <sup>f</sup> de dégâts	art 22 = 100 Neant	
<u>Lignes électriques</u>		
- Km 89 <sup>km</sup> : 1 poteau lumière du circuit d'éclairage de la halle aux marchandises casse soit 100 <sup>f</sup> de dégâts	Remplacement définitif effectué ce jour 100 art 18	par la Région

Buchy; le 12 novembre 1941,

Le Chef de District,

Blanc





2<sup>ème</sup> arrondissement  
253<sup>ème</sup> District

Modèle 13



Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 1<sup>er</sup> Mai 1942  
à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport Spécial du 1<sup>er</sup> Mai 1942.  
Ligne d'Amiens à Rouen - Gare de Serqueux

Constatactions effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations (1)
<p><u>Gare de Serqueux</u></p> <p><u>Boîtier 1.</u> Levant d'éclairage BT coupé 1 circuit téléphonique coupé</p> <p><u>Local.</u> Voie 10. 1 rail 8<sup>m</sup> 30<sup>m</sup> avancé pour about de 20<sup>m</sup>/<sub>4</sub></p> <p><u>Cab 1.</u> Signal d'arrêt 7-8. avancé</p> <p><u>Bât. 2.</u> 1<sup>er</sup> Chevaux et fonte hors d'usage</p> <p><u>Bureau du chef de district</u></p> <p>Murs et menuiserie et enduits intérieurs détériorés.</p> <p>Menuiseries comprenant une housse et 1 cadre d'affichage détériorés.</p> <p>Importance app. des avaries: 1800<sup>fr</sup></p>	<p>102. <del>097</del> 0/14</p> <p>200 art 18</p> <p>200 art 16.</p> <p>100 art 18.</p> <p>500 art 22.</p> <p>800 art 22.</p>	

(1) Porter notamment dans cette colonne l'indication:

- A - si la réparation a été effectuée par l'armée d'occupation
- R - si la réparation a été effectuée par la Région (dans ce dernier cas indiquer le numéro du compte R. G. B.)

1.5.42

Le Chef de District  
13

2<sup>ème</sup> Arrondissement  
253<sup>ème</sup> District

Mod. B

# Installations Endommagées Par Faits de guerre

Constat effectué le 1<sup>er</sup> Juin 1942  
à la suite de l'incident survenu l'objet du rapport spécial du 3<sup>er</sup> Juin 1942  
Ligne d'Amiens à Rouen. Kil 69 950.

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations (1)
<p>6 fils téléphoniques. Cote G. Coupés.</p> <p>1 rail 17<sup>m</sup> 30. 46<sup>k</sup> 512. avancé par plus de 20<sup>m</sup>/<sub>h</sub></p> <p>Importance app<sup>ée</sup> des avaries = 1500<sup>F</sup></p>	<p>102. <sup>0.15</sup> <del>103</del></p> <p>an 18</p>	

(1) Porter notamment dans cette colonne l'indication:

- A. si la réparation a été effectuée par l'armée d'occupation  
R. si la réparation a été effectuée par la Région (dans ce cas indiquer le numéro de compte R.-S. R.)

1. 6. 42

Le Chef de District,



arrivé le 25 juin 1942

Sommaire  
de  
fin  
Contrat n° 73

Montion et Infirmerie en chef

Je vous adresse, ci-joint,  
un ~~Dr~~ de contrat mobile 73  
relatif à l'incident survenu  
le 25 juin 1942 en l'an  
du Serqueno.

L'Ingénieur de la Voie

*[Signature]*

Remise à Monsieur Heesmaeker  
pour avis et retour.

29/6/42.

L'Ingénieur

*[Signature]*

En retour à Monsieur Merck,  
Ingénieur, Sonmags de guen,  
après avoir pris note.

6/7/42

Le Chef du Domaine

M. Stocken

*[Signature]*

7/7

9/7



Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 23 Juin 1942, suite à l'incident faisant l'objet du rapport spécial de M. PUECH de la même date.

Ligne AMIENS - ROUENGare de SERQUEUX

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<u>Gare de Serqueux</u>		
a) Voie - 2 rails 30 kgs pétardés	art 16 - 2000	Les réparations ont été effectuées par les soins de la S.N.C.F.
b) Quais, cours, chaussées		
Quai à bestiaux - Point d'impact de 2 bombes - pavage défoncé sur 100 m <sup>2</sup> (trous de bombes)	remblaiement effectué par les cantonniers.	
- Bordure de quai détruite sur 15 ml		
- Lisse en bois cassée sur 40 ml	art 43 - 10000	
c) <u>Bâtiments communs des gares</u>		
B.V. - Bureau du Chef - 75% des carreaux brisés, plafond lézardé 2 m <sup>2</sup> à refaire.	remplacement des vitres en cours	art 22 - 10000
Logement du Chef - 75 % des vitres brisées - Plafond lézardé dans une chambre - Téléphone particulier cassé - 1 montant de porte cassé - tapisserie à refaire dans une chambre - Châssis vitré de 3m.50 sur 3m.00 entièrement brisé.	.....id.....	art 44 - 10000
Bureau du Secrétariat - 10 % verres brisés	remplacement vitres en cours	22 - 1000
Bureau G.V. et salle d'attente 80 % de vitres à remplacer.	.....id.....x	43 - 1000
Ensemble du B.V. - Toiture: quelques ardoises déplacées.		22 - 10000
Buanderie du Chef - porte cassée 1 carreau cassé.		43 - 1000
Buvette - 2 châssis vitrés (petits bois et vitres à remplacer (environ 40 m <sup>2</sup> ))	Panneaux provisoires en papier huilé confectionnés.	43 - 1000
Buffet - 4 m <sup>2</sup> de vitres brisées		43 - 1000
Cuisine - 1 crémonne forcée - 1 serrure avariée.	serrure réparée	43 - 1000
chambre n°8 - mur lézardé (plâtre à refaire 2 m <sup>2</sup> )		48 - 10000
chambre n°9 - plafond et mur lézardés (plâtre à refaire 2 m <sup>2</sup> )		
chambre n°10 - 1 carreau cassé		
chambre n°11 - plafond lézardé		
V.C. vasistas brisé.		

111000

Garage du Buffet - baie vitrée sur  
châssis métallique descellée 10% de  
vitres brisées - toiture en fibro  
percée.

Local à hydrocarbures - 1 carreau cassé

Local des agents de trains - 15 % des  
vitres brisées.

Lampisterie - 2 carreaux cassés

Pointeurs - 4 carreaux cassés

Marquise 2ème quai - 1 m2 de verre  
cathédrale cassé

Marquise 1er quai - 2 m2 verre cathé-  
drale cassé.

Bureau de la Section - 3 carreaux  
cassés.

Logement du Chef de Section - 1 porte  
brisée - quelques verres cassés

Visiteurs - Eclats dans les murs. VITRES :

Bureau du district - Toiture en tuiles  
soufflée - 10 % de tuiles cassées -  
vitrierie 75 % cassés - quelques éclats  
dans les murs.

Ateliers du district:

1<sup>re</sup>) menuiserie : 20% vitres brisées

2<sup>de</sup>) local peintre: toiture soufflée

1 vasistas déplacé.

3<sup>de</sup>) plombier: couverture soufflée

Halle P.V. - Pignon côté Amiens en bois: Rangement des  
entièrement démolli - toiture W.C. contre détrit

la halle à remanier. Couverture en zinc:

de la halle détruite à 80 %. Porte côté:

Amiens, montants descellés à refixer

2 portes latérales disjointes à déposer portes déposées :

(1 montant et 5 planches à remplacer)

local de la pompe à incendie sous halle

murs lézardés, porte arrachée)

2 rideaux métalliques hors d'usage

(percés et tordus)

Pignon côté Rouen - Nombreux trous

d'éclats (maçonnerie de briques 5 m3

détruits)

Pignon au dessus de la porte lézardé

(2 m3 de maçonnerie de briques à re-

faire)

Local agents de secteur : entièrement

détruit

Halle G.V. - toiture entièrement détruite

sur la moitié de la halle, détruite

aux 3/4 pour l'autre moitié.

Pignon côté Rouen lézardé

Porte côté Rouen arrachée et cassée

14 Portes latérales arrachées et détrui-

tes (dont 5 réparables : montants et

panneaux à remplacer)

10 fermes entièrement hors d'usage

6 arbalétriers cassés.

3 tendeurs avec leurs étriers cassés.

43 - 10000

22 - 500

22 - 10000

22 - 500

22 - 500

43 - 500

43 - 1000

22 - 500

44 - 2000

22 - 500

22 - 10000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

22 - 2000

at 43, 280000

1 - 270 000

at 22, 30000

at 43, 320000

320 000

696 000

partie latérale côté route lézardée et  
criblée d'éclats 10 m3 de maçonnerie de  
briques détruits.  
100 m2 de verre armé cassés  
50 m2 de verre demi-double  
1 chassis vitré de 6 x 4m avec ses  
petits bois  
Pignon côté Rouen - porte de la halle  
Montant cassé à sa base au-dessus du  
chemin de roulement.

d) Installations S.E.S. Eclairages électrique  
extérieur et intérieur entièrement  
détruit

4 fils de lignes coupés (téléphone)  
5 fils de lumière coupés  
1 isolateur cassé  
tous les fils P.T.T. coupés / *memoirs*

déposée  
réparé provisoire  
ment

isolés

réparations  
effectuées par  
l'équipe de  
lignes

art 18

5000.

e) Logements d'agents

1°) Logement DUFOUR

fenêtre et porte de la buanderie cassées  
Porte W.C. - 1 planche cassée  
toiture soufflée  
verres cassés à 90%  
cuisine : 1 fenêtre cassée  
escalier : -----  
chambre : 4 m2 de plafond tombé  
mur de la chambre percé par éclats de  
bombe sur (40 cm) (mur de 11) tapisserie  
endommagée  
1 montant de porte coupé.  
façade sud criblée d'éclats.  
clapier et buanderie - toiture soufflée  
une moitié enlevée - lattes et liteaux  
arrachés - serrure à remplacer - 2 mitres  
de cheminées enlevées.

Réparations  
provisoires  
effectuées  
enlèvement des  
décombres  
fermeture des  
portes.

art 44

30000

2°) Logement DESROUSSEAU

70 % vitres brisées - porte entrée  
cassée - la moitié de la toiture  
soufflée - 10 % tuiles cassées - lattes  
et liteaux cassés. Annexes : toiture  
soufflée, volets percés.

Remplacement des  
vitres en cours  
Réparation provi-  
soire des ferme-  
tures.

art 44

20000

3°) Logement CARRE

porte extérieure détruite  
porte cuisine } endommagées légèrement  
salle }

plafond chambre tombé (25 m2)  
40 carreaux cassés - toiture soufflée  
2 fenêtres cassées - fil lumière coupé  
dans une chambre

Buanderie - porte cassée - Annexes, toiture  
soufflée, volets percés.

art 44

20000

4°) Logement ROUCAIROL

maçonnerie endommagée par éclats (40 cm)  
(mur de 0.22) papiers peints arrachés

art 44

10000

..... 90.000



28 carreaux cassés  
toutes les fermetures des portes et  
fenêtres forcées  
toiture soufflée  
2 mitres de cheminées enlevées  
2 volets percés

: Réparations  
: provisoires ef-  
: fectuées par le  
: locataire.

Mobilier et outillage

- a) approvisionnements  
verre à vitres : 10m2 cassés  
b) mobilier et outillage de  
l'agent de secteur: détruits  
en partie (30 %)

art 2  
art 39 2000.

Importance approximative des dégâts : 900.000 frs 00

Serqueux le 23 Juin 1948  
Le chef de district

"PUECH"

2000	16.
107500	22.
5000	18.
5000	42. 39
680500	43.
102000	44
<u>900000</u>	

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 28 juillet 1942 à la suite de l'incident  
 faisant l'objet du rapport du 28.7.42 -  
 (attaques aériennes K<sup>106</sup> 106<sup>100</sup> et gare de Mougny -

Constatations effectuées	Réparations provisaires effectuées à la date du constat	Observations
<p><u>Installations fixes</u></p> <p><u>Signes télégraphiques et téléphoniques</u></p> <p>- Gare de Mougny - 2 fils (circuit de          sémaphore) coupés entre 2 supports</p> <p>- K<sup>106</sup> 106<sup>100</sup> - circuits de sémaphore et          de téléphone coupés (5 fils)</p>	<p>Réparation          définitive effectuée</p>	<p>R.G.B. 102.024</p> <p>Importance          approx<sup>ve</sup> des dégâts          400+00</p> <p>art 18</p>

Bucchy 28.7.42.  
 Le chef de district

Bucchy

Amiens 6 Août 1942

Dommasis la  
guerre

Monsieur l'Ingénieur en chef,

Je vous adresse, ci-joint, le  
Constat mat<sup>le</sup> B, suite à  
l'incident survenu le 28 juillet  
1942 au Kil 106<sup>100</sup> et gare  
de Morgny de la ligne d'Amiens  
à Rovey



L'Ingénieur  
de la Voie

3  
M. F.

q. Herck

de

M. F. F. F.  
2/8/42

10/8  
ind



10 Août 1942

Monsieur le Ingénieur en chef

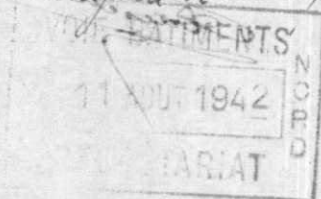
24/8/42

Dominique  
de guerre.

Monsieur l'Ingénieur en chef

Je vous adresse, ci-joint, constat  
mod. B établi suite à l'incident

1 - le 29 juillet dernier en  
sargen de sergen, ligne d'Amiens Rouen



L'Ingénieur  
de la Voie

M. Merck

Antley

Maurice Pille

Prise suite complète le constat  
suivant les indications portées au  
crajon.

~~Locke~~  
M. 8/9/42

11/8/42

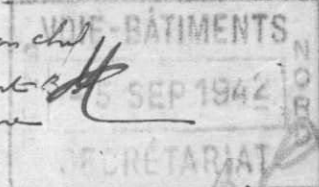
Le Chef de la Division  
du Service Général de la Voie

Sergent  
combat B  
29/7/42

Monsieur l'Ingénieur en chef  
En l'absence de constat  
mis au point comme  
il convient

4/9/42 / L'Ingénieur de la Voie

Mour



M. Merck

Transmis à Monsieur Meemacker  
pour avis et retour.

10/9/42

L'Ingénieur

*[Signature]*

91 SEPT 1942

En retour à Monsieur Merck, Ingénieur,  
Donnages de guerre, après avoir pris note.

167429 Le Chef du Domaine

*[Signature]*

18/9

*[Signature]*

all. inconnu

pour faire compléter le contrat  
concernant la réhabilitation des terres

VON-RATHEM  
SEP 1942  
TAINAT

*[Signature]*

Installations endommagées par faits de guerre  
 Constat effectué le 29 Juillet 1942, suite à l'incident  
 faisant l'objet du rapport spécial de Monsieur PUECH  
 de la même date.

-----  
 Ligne A M I E N S - R O U E N

Gare de SERQUEUX

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<u>Gare de Serqueux</u>	Réparations effectuées	
<u>no 19</u>	par la brigade de	
a) voie : 2 longueurs de 24 ml. complètement détruites par bombe (Rail 45 kg.)	Serqueux, terrassement et pose de 2 nouvelles longueurs avec traverses	R.G.B. 102014 art 16 — 3000
b) Bâtiments communs des gares	1. 3000	
<u>B.V. - Bureau du Chef</u>		
20 carreaux brisés, plafond lézardé en plusieurs endroits 2m30 à refaire.		art 22 — 500
<u>Logement du Chef -</u>		
35 carreaux brisés, plafond traversé par une balle, fenêtre à remplacer dans une chambre, plafond à refaire sur 3 M2, 1 porte intérieure à réparer.		art 43 1500
Dans grenier - 2 vasistas à remplacer, une cloison lézardée 10 ardoises à remplacer, 1 sonnette à réparer.	1. 30000	
<u>Bureau du télégraphe</u> : 15 carreaux cassés, bâti de la porte d'entrée à 2 vantaux arraché.		art 43 1500
<u>Bureau du s/ Chef</u> - 8 carreaux cassés.		art 22 500
<u>Consigne</u> - 20 carreaux cassés		22 ) 43 500
<u>Salle d'attente</u> - 16 carreaux cassés, 1 chassis fenêtre démoli.		43 1000
<u>Bureau G.V. et salle des pas perdus</u>		
100 carreaux cassés		
<u>Marquise du B.V.</u> - 80% des carreaux cassés, soit 80 carreaux de grande dimension.		43 2000

11 000



Destruction de la ligne téléphonique  
et de signalisation en gare aux  
abords de la cabine 1 côté Rouen  
sur environ 250 mètres.

En cours  
de  
réparations  
par  
l'équipe de  
ligne

R.C.B. 102014

1 - 10000

10000 au 18.

Importance approximative des dégâts : 300.000 francs.

Le Chef de district

"PUECH"

200.  
21  
279



Buffet de la gare - 40 carreaux cassés, 4 portes démolies, 20 M2 de plafond à refaire dans plusieurs chambres et couloir.  
Buanderie - 3 carreaux cassés

art 43

2000

Réservoir simple de 75 M3: percé par balles

Réparations en cours

R.G.B. 102014

2000

Réservoir double - 1 bassin de 75 M3 percé par balles

" "

2000

Local des cantonniers - 2 Fenêtres soufflées.

art 22

1000

Bureau de la Section - 7 carreaux verre cathédrale et 3 carreaux ~~ordinaires~~ ordinaires cassés.

Réparations en cours

art 22, R.G.B. 102014

2000

Logement du Chef de section et bureau 4 carreaux cassés.

" " "

art 22

Logement d'agents -

Groupe "C" <sup>Ab du dépôt</sup> (une bombe tombée à proximité du logement 4).

Logement "4" - maison comprenant 2 locataires, complètement détruite murs ~~entièrement~~ démolis, toiture soufflée.

art 44

140000

Logements 3 - maison comprenant 2 locataires, maçonnerie 40% de démolie, vitrerie complètement démolie, charpente et menuiserie 75% de démolie, toiture à refaire complètement

Les travaux de couverture pour mise hors d'eau sont effectués par 2 brigades du district, réparations provisoires des fermetures

R.G.B. 102014

art 44

88000

R.G.B. 102014

Logement 2 - Toiture à réparer et travaux de menuiserie et quelques carreaux à remplacer.

art 44

18000

Logement 1 - comme logement 2

" " "

18000

Rue de Neufchâtel  
Groupe B Une dizaine de carreaux à remplacer, 4 serrures à remplacer refecton de plafond 6 M2.

} Logement Gardez-Collet 44

2000

266000

C) - Destruction complète de la ligne téléphonique et signalisation sans la traversée de la gare au droit ~~xxxxxxx~~ du B.V. - 10 fils coupés sur 100m.

En cours de réparation par l'équipe de ligne

R.G.B. 102014

2 supports brisés.

1 - 1000 art 18

5000

228 000

8

43

279

279 000

Amicus à Paris  
L'annuaire  
1953: distinct

Model B

15-9-42



Installation en communisme par force  
de guerre -  
Constat effectué le 15 septembre 1942, suite  
à l'incident faisant l'objet du rapport  
spécial de Monsieur Gillet de la même  
date

Gai de Languedoc

Constatations effectuées	Reparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<p>Ligne téléphonique S.M.E.T.</p> <p>7 fils coupés sur une longueur de 100 m</p> <p>1 fils conducteur éclairage extérieur de la gare coupé sur 100 m</p> <p>Portes du local (Béton) des peintures côté Nord perforées - et menuiserie détachée (porte d'entrée)</p>	<p>Remise en état de la ligne téléphonique</p> <p>art 18 1000f</p> <p>Remise en état de la ligne "éclairage"</p> <p>art 22 800.</p>	<p>R G B 102 014</p> <p>d =</p>

Importance approximative des dégâts 1800 francs

L. Piquier

Le 15/9/42.

Ch. Gillet



arrivés le 17/9/1942

Monsieur l'Ingénieur en chef

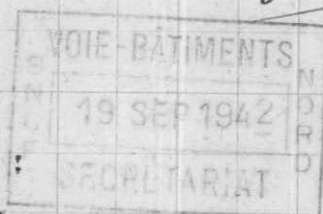
contrat modèle 73

faute de  
sergences

Je vous adresse ci-joint,  
un AV de contrat modèle 73  
relatif à un incident survenu  
le 17 courant en faute de sergences.

L'Ingénieur de la Voie

*Travers*



M. Munk

M. Tackx

26/9

27/9

Serqueurs, le 16 sept. 42

Monsieur l'Ingénieur

Je vous adresse ci-joint 2 exemplaires  
du P.V. de constat mod. B pour les  
dommages causés par le mitraillage  
en gare de Serqueurs le 15 sept br  
(objet du rapport spécial du 15/9  
du chef de District de Serqueurs)

Le Chef de Section Principal,

*inf. 12*

Amicus à Reuilly

17-11-42

S.N.C.F.

Région Nord

Série Y-13

2<sup>e</sup> arrondissement

Districte de Reuilly

92

Modèle B



Installations endommagées par faits de guerre.

Constat effectué le 17 Novembre 1942  
suite à l'incident faisant l'objet d'un rapport spécial  
de la même date de M. Pucy, chef de District  
incident du 16/11/1942 à 15h30

Ligne d'Amicus à Reuilly  
gare de Reuilly

Constatations effectuées	Reparations provisoires à la date du constat	Observations
<u>Cable téléphonique</u> S.N.C.F. 1 fil coupé sur 100m	Remise en état	R.G.B 102014
<u>Télégraphe</u> 1 fil coupé sur 50m		
<u>Câble d'acier</u> 3 fils coupés		
Importance approximative		1500 Francs art 18

Le Chef de District

Pucy



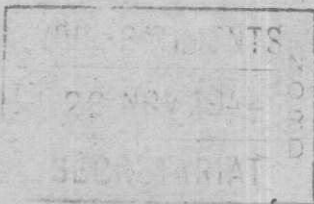
amener la copie/1912

Requies  
estat  
modèle 73  
—  
—  
—

Monsieur l'Ingénieur en chef  
Je vous adresse, ci annexé,  
le 1<sup>er</sup> de l'etat modèle 73  
relatif à l'incident survenu  
le 10 courant en face  
de Serquennes

L'Ingénieur de la Voie

Tuono



Nm Meermans  
Merk

m. Tocke  
yoz

1. N.C.F.

Région-Nord

Secours V B

2<sup>e</sup> arrondissement

District de Rouen

Modèle B

28-11-46

Attaillage du 28-11-46 en gare de  
Secours par un avion de nationalité inconnue

Installations endommagées par faits de guerre  
Constat effectué le 1-12-46. Adressé à l'ancien  
L'ayant l'objet du rapport spécial de la même date  
de M<sup>r</sup> Puchel, chef de District

Signé d'ouvriers à Rouen  
Gare de Secours

Constatations effectuées	Réparations provisoires à la date du constat	Observations
Ligne téléphonique 1. N.C.F.		
1 fil coupé sur 50 mètres	Remise en état art 18	R.C.B. 102014

Importance approximative 100 Francs

Le Chef de District

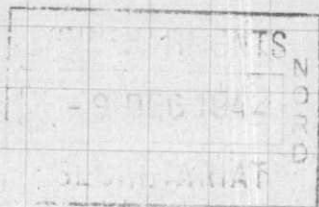
Rhucy

Amicus à Rouen  
Amicus 7x6 42

Monsieur l'Ingénieur en chef

D. G.  
Constat B  
—

Je vous adresse ci-joint  
Constat B, et abli suite à  
l'accident survenu le 28/11/42  
en gare de Longueville et relaté  
dans le R.S. du 28/11/42 de  
M. Puch Chef de section.



L'Ingénieur  
de la Voie  
M. Tocke

M. Meunier

M. Tocke

de

14/12/42

M. Tocke  
14/12/42



NCF

Modèle B.

Région Nord

Service VPs

2<sup>e</sup> Arrondissement

District de Senneque

mitraillage du 7 Décembre 1942 en gare de  
Senneque par un avion de nationalité prussienne  
Britannique.

Installation de dommages par fait de guerre  
Constat effectué le 7 Décembre 1942 suite au  
mitraillage faisant l'objet du rapport officiel de  
la même date de M. Prieck Chef de District.

Agence d'Anvers à Rouen. Gare de Senneque.

Constatations effectuées	Régularisation. Provisions à la date du constat	Observation
Cable de manœuvre du Aiguillevier 8.		
Cable de 6 <sup>mm</sup> détérioré sur 7 mètres.	Remise en état. art 18 = 100 fr	RGB 102014.
Wagon VPs NCF [2]		
Kern 3306. Wagon-Voye. gares désaffecté et utilisé comme magasin par l'équipe chargée d'établir la réputation Anvers Rouen.	art 21 = 400 fr Néant.	
caisse perforée en divers endroits portes brisées.		

Le Chef de District.

R. Prieck

Importance approximative de 500 francs.

Amiens à Paris

Amiens le 10<sup>th</sup> 1942

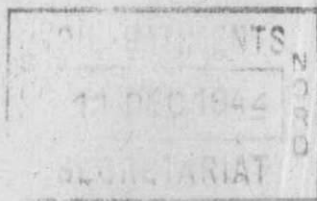
gr

D.G

Monsieur l'Ingénieur en Chef

Constat B

Je vous adresse ci-joint  
Constat mod<sup>e</sup> B et abli suite  
au R.S du 7<sup>th</sup> 42 du  
district de Serquigny et  
relatif à l'incident du 7<sup>th</sup> 42  
survenu en gare de Serquigny



L'Ingénieur

de la Voie  
[Signature]

In m. meesmuerke  
merck

[Signature]

M. Toekou  
11/12

16/12  
[Signature]

I.N.C.F.

Annexes à Rouen

Mod A.

15-12-42

Région-Nord

Ligne V-13

2<sup>e</sup> Arrondissement

District de Suresnes

Installations endommagées par faits  
de guerre.

1. Constat effectué le 15 Décembre 1942  
Suite à l'incident faisant l'objet du  
Rapport Spécial de la même date de  
M. Perich, chef de District à Suresnes

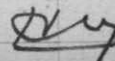
Ligne d'annexes à Rouen  
Zone de Suresnes

Constatations effectuées	Réparations provisoires à la date du constat	Observations
<p>Ligne téléphonique I.N.C.F.</p> <p>Zone Cabine 1</p> <p>15 fils téléphoniques</p> <p>Coups de 50 m -</p> <p>Vue de la Draisine</p> <p>A poids 8 m 30 Kgs</p> <p>bois dans l'anneau</p>	<p>Rendue en état</p> <p>Rail remplacé</p>	<p>R. S.B. 102014</p>
<p>T.D.V.G. Cabine 1</p>		<p>500 art 16</p>
<p>2 entrées de la partie</p> <p>Centrale, avariées</p>	<p>Rendue en état</p>	<p>100 art 18</p>

Importance approximative 1000 F

Suresnes le 23-12-42

Le Chef de District





Amiens le 30<sup>x</sup> he 1942

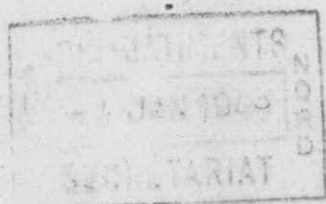
92

D. G

~~L'ingénieur~~ L'ingénieur en Chef

Constat B

Je vous adresse ci-joint, 1  
Constat mod<sup>e</sup> B, établi suite  
au R.5 du 15<sup>x</sup> he 42 du district  
de Serquency et relatant l'incident  
survenu le 15<sup>x</sup> he 1942 vers  
14<sup>h</sup> 15 en gare de Serquency, ligne  
d'Amiens Ramey



L'ingénieur  
de la Voie

Guon

M. Munk

*[Signature]*

M. Tackx

*[Signature]*

6/12

*[Signature]*

Module B

S.N.C.F.  
Région - Nord  
Service V.B.  
2<sup>ème</sup> Arrondissement  
253<sup>ème</sup> District de Suresnes



Installations endommagées par faits  
de guerre -

Constat effectué le 21 décembre 1942  
suite à l'incident faisant l'objet d'un  
rapport spécial de la même date de  
Monsieur Quich, chef de District

Ligne d'Annulus à Rueil  
Zone de Suresnes

constatations futurées	Reparations provisoires à la date du constat	Observations
<u>Ligne téléphonique S.N.C.F.</u> <u>aux abords de la Cabine 1</u> 12 fils téléphoniques cassés sur 80 mètres  2 délateurs à 2 lits cassés	remise en état  - d -	R 8 B 102014
Importance approximative 1000 F art 18 Suresnes le 23-12-42		

279

Amiens à Rouen

Amiens le 30 ake 1942

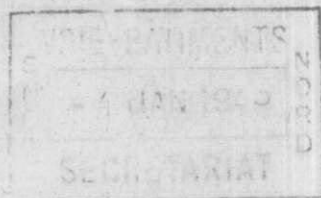
92

D/G

Monsieur l'Ingénieur en Chef

Constat B

Je vous adresse, ci joint, 1  
Constat mod B établi, suite  
au R. 5 du 22 x<sup>he</sup> 1942 de la  
chef de district de Serquigny et  
relatant un incident survenu  
le 21 x<sup>he</sup> vers 10<sup>h</sup> 30 en gare  
de Serquigny - Ligne 5 Amiens  
Rouen.



/ L'Ingénieur  
de la Voie

Morand

M. March

*[Signature]*

M. Vocker

*[Signature]*

6/1

*[Signature]*



23-2-43

Amiens 29 Janvier 1943

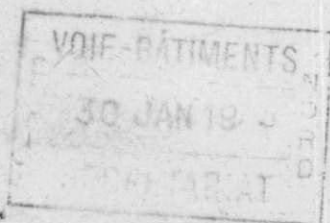
92

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D. G.

Constat B.

Je vous adresse ci-joint  
1 Constat mode B établi  
suite au RS du 25/1/43  
du district de Serquigny et  
relatant un incident survenu  
le 23 Janvier dernier en  
gare de Serquigny (Ligne  
d'Amiens Rouen).



/ L'Ingénieur  
de la Voie

Thouvenin

M. Mene

#

M. Focke  
1/2

2/2

mis

2<sup>e</sup> Arrondissement.*Amiens à Rouen*253<sup>e</sup> District.

Modèle B.

Installations endommagées par fait de Guerre.

Etat effectué le 25 Janvier 1943 suite à l'attaque aérienne faisant l'objet du Rapport spécial du 25.1.43 de M. PUECH attaché chargé District de Serqueux.

Ligne d'AMIENS à ROUEN.  
Gare de SERQUEUX.

Constatations effectuées

Réparations provisoires effectuées à la date du Constat.

Observations

GARE DE SERQUEUX.

A. Voie.

888

Voie principale Droite AMIENS-ROUEN.  
1 rail de 18 m.45k à remplacer.

Voie de Garage 2.

(2 rails 18m.30k à remplacer. 20 traverses déchiquetées.

Voie de Garage 19.

2 longueurs de 24 m.40 traverses à remplacer.

Remblai important à effectuer à l'emplacement des voies coupées.

Réparations effectuées par les Contonniers et 1<sup>re</sup> Entreprise.

R.C.B.  
102.014.

B. Installations Hydrauliques.

2 Réservoirs de 75 m3 atteints de 72 perforations: trous d'obus de 20 ou d'éclats de projectile de plus gros calibres.

~~REPARATIONS EN COURS~~  
REPARATION EN COURS.

C. Bâtiments communs des Gares.

Bureau du Chef. Vitres brisées 90%

Logement du Chef. Vitres brisées 75%

Secrétariat " 50%

Bureau G.V. Salle d'attente et

Consigne. " 30%

Buanderie du Chef. " 80%

Visiteurs (Bureau) " 30%

Ateliers des Visiteurs. " 80%

Halle de transbordement.

Mur côté voies effondré sur 15 m.

Grue Napveu : chemin de roulement

démoli.

Remplacement de vitres en cours.

Déblaiement en cours.

D. Logements d'agents. Cité du Dépôt.

Logement du Chef de Dépôt.

Façade côté Forges criblée de projectiles. 1 volet percé. Carreaux brisés  
instituts-20%.

Mise hors d'eau  
et remplacement de  
vitres en cours.

Logement Transisieux.

5 chevrons brisés, 30 tuiles à rempla-  
cer, plafond à réenduire sur 1m2, deux  
trous de 0,30x0,20 dans maçonnerie de

Logement Adam.

2 chevrons cisailés, 20 tuiles à rem-  
placer, 3 raccords au plafond.

Logement Carpentier.

2 chevrons cisailés, 20 tuiles à remplacer  
plafond à refaire sur 1m2, 2 trous dans  
maçonnerie de 22.

E. Installations S.E.S.

Traverse.

Mappe de traversée de la Gare coupée en  
différents points sur des longueurs vari-  
ant entre 20 et 50 mètres.

Remise en état  
provisoire 90%.

2 poteaux bois de 12m. cisailés.

30 poteaux longue tige, 2 arrêts brisés.

Signalisation.

Fils téléphoniques VC. et VD., fils d'avert  
tissement VD coupés en divers endroits.  
de divers signaux fils de contrôle d'aiguil-  
lage (voir 13)

Éclairage.

Traverse principale et 5 déviations coupées.  
Poteau ciment de 8m. cisailé.

Importance approximative des dégâts: 250.000. franc s.

Serqueux le 25 Janvier 1943.  
L'attaché ch. du District.

PUECH.

art 18	20000
art 44	20000
art 21	20000
art 16	80000
- 22	50000
- 43	50000



*Amiens à Rouen*  
2<sup>e</sup> Arrondissement.

Modèle B.

253<sup>e</sup> District de Serqueux.

Ligne d'Amiens à Rouen, P.K. 67.636  
2222222

Installations endommagées par fait de guerre.

Constat effectué le 25 janvier 1943, suite au Rapport spécial  
de la même date de M. PUECH attaché, chargé du District de Serqueux.

Constatations effectuées	Réparations provisoires à la date du Constat.	Observations.
6 fils télép honiques coupés.	Réparation provisoire.	R.G.B. 102.015.
10 sacs de ciment éventrés ( sacs papier)	arb 18 = 200	
10 mètres de gouttière zinc perforés et irréparables.		

Importance approximative des dégâts : 500 francs.

Serqueux le 25 Janvier 1943.  
l'attaché chargé du District,

R. Puech.

Amiens 29 janvier 1943

23-1-43

96

Honneur l'Ingénieur en chef,

D. G.

Je vous adresse ci-joint un

Constat B.

Constat B établi suite au

R S du chef de district de

Strignans du 25/1/43

et relatant un incident survenu

1-

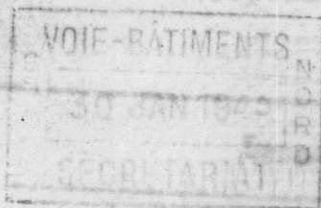
le 23/1/43 au kil 67636

(abords du PS 23 et Gaillefontaine) de la ligne d'Amiens

à Ravel.

L'Ingénieur  
de la Voie

Uvrou



M. Merck

#

M. Tocken

1/2 #

2/2

2/2

Constations effectuées	Réparations provisoires à la date du constat	Observations
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 tas de traverses pulvérisés (150 traverses environ).</li> <li>- 1 pylône en ciment coupé en deux.</li> <li>- 1 poteau en bois, abattu.</li> <li>- maison d'un agent SNCF partiellement soufflée (dégâts en menuiserie et couverture).</li> <li>- soulèvement léger de la toiture du dépôt des locomotives; nombreuses tuiles brisées.</li> <li>- dégâts aux locaux annexes du dépôt (20 mètres carrés environ de verre brisé, fenêtres cassées et dégradations aux plafonds).</li> </ul>	<p>Tous les agents disponibles et spécialement les O.S. ont commencé immédiatement la remise en état des locaux pendant qu'une équipe de cantonniers enlevait de la voie et des prairies voisines les nombreux débris les jonchant.</p>	<p>RG. 102.014</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- potence et 4 signaux avariés par le tir de la D.C.A.</li> <li>- 54 fils de signalisation et de téléphone rompus sur une distance d'environ 150 mètres.</li> <li>- 9 câbles d'éclairage et de force.</li> <li>- 8 câbles d'éclairage extérieur et intérieur du Service de l'Exploitation.</li> </ul>	<p>Les S.E. ont entrepris la remise en service partielle de ces installations.</p>	



Importance approximative des dégâts pour le Service V.B.

- 1 pylône en ciment	10000
- 2 tas de traverses (150 traverses)	<del>15000</del>
- fourniture de matériel S.E.S.	<del>8000</del>
- main-d'oeuvre	6000
- divers	6000
	<hr/>
	45000 frcs

Serqueux, le 3 Mai 1943

Le Chef de District :

*Garcier*

Legne 92

28-4-43

RT/Dg

ALLIENS, le 7 mai 1943

VB.N. v02

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

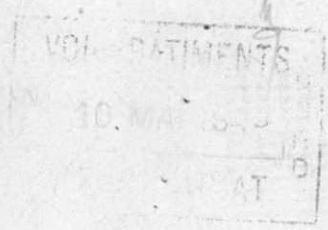
Constat D.

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 29 Avril 1943 de M. L.  
... Chef d'entretien de Serqueux ...  
et relatant un incident survenu  
le 28 Avril 1943 ...  
à ... heures ...  
en gare de Serqueux ...  
au n° 71437 de la ligne  
de Compiègne à Reims

-1-

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2ème Arrondissement

Mouss



M. Toche  
12/5

M. March  
H

14/5  
md

5<sup>ème</sup> Arrondissement P  
253<sup>ème</sup> District



S

Installations endommagées par suite  
de guerre

Constat effectué le 30 juillet 1943 - suite à l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial de M<sup>r</sup> Denis, remplaçant  
M<sup>r</sup> Barbier, Chef de District à Serquigny, de la même date.

Ligne Amiens - Rouen -

Gare de Serquigny

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<u>Gare de Serquigny.</u>		R.G.B.
a) <u>Voir</u> = Néant		102014.
b) <u>Bâtiments communs des gares</u>		
1) <u>Bureau de la Section</u>		
2 canaux cassés 0 <sup>m</sup> ,10	Néant art 22	100
2) <u>Logement du Chef de District</u>		
3 canaux cassés à la manœuvre - voir cathédrale = 0 <sup>m</sup> ,90	d' - art 41	300
3) <u>Annexes du logement</u>		
Toitures arancées - 38 ardoises cassées -	d' -	
4) <u>Logement Douard - Groupe B.</u>		
2 canaux cassés 0 <sup>m</sup> ,10	d' -	
1 serrure arrachée -	serrure réparée -	

Importance approximative des dégâts = 400 francs.

Denis



RT/DG

ALLIENS, le 3 Aout 1943VB.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat B.

----

Je vous adresse, ci-joint,  
 un constat modèle B, établi suite  
 au R.S. du 30 Juillet 1943.....  
 .....  
 .....  
 et relatant un incident survenu  
 le 30 Juillet 1943.....  
 à ..... heures .....  
 -1- en gare de Lergueux.....  
 au km. .... de la ligne  
 de Amiens à Reims.....

/ L'Ingénieur de la Voie  
 Chef du 2ème Arrondissement

Ruud

6/8

mb

2me Arrond.  
253me District

Modèle B.

INSTALLATIONS endommagées par faits de guerre.  
Constat effectué le 5/9/43 à la suite de l'incident du 2/9/43 à 19h.40  
faisant l'objet du rapport spécial du 5/9/43.

Ligne de Amiens à Reuen - Gare de Serqueux.

CONSTATATIONS EFFECTUEES	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<u>1ère partie: Installations Fixes</u>		R.G. 102014
<u>I- Terrassements</u>		
Voies excavées par trous de bombes: 2.400 mètres cubes	en cours Terminé	art. 16 - 500.000 <sup>f</sup>
<u>II- Ouvrages d'Art</u>		
Néant		
<u>III- Maisons et guérites de garde</u>		
Néant		
<u>IV- Voie courante</u>		
Néant		
<u>V- Signaux de pleine voie</u>		
Néant		
<u>VI- Lignes télégraphiques et téléphoniques</u>		
1 nappe de 20 fils détruite sur 200 mètres et une nappe de 15 fils détruite sur 400 mètres, y compris poteaux et supports. 4 pylones en béton armé de 18 mètres détruits.	En cours	art. 19 200.000 <sup>f</sup>
<u>VII- Passages à niveau et clôtures de pleine voie.</u>		
Néant		
<u>VIII- Quais, Cours, Chaussées</u>		
100 m <sup>2</sup> de quais détruits	En cours	art. 43 15.000 <sup>f</sup> 14.000 <sup>f</sup> 5.000 <sup>f</sup>
40 ml. de bordure de quai détruits		
25 m <sup>2</sup> carrelage sur quai détruits		
<u>Bâtiments situés dans l'enceinte de la gare</u>		
<u>1) Remise des locomotives</u>		
Toiture entièrement détruite	Néant	art. 22 40.000 <sup>f</sup> 4.000 <sup>f</sup>
5m <sup>3</sup> de maçonnerie de briques disloquée.		
<u>2) Bureau du Dépôt et Foyer des mécaniciens</u>		
Toiture endommagée à 75%	Néant	art. 22 50.000 <sup>f</sup> 20.000 <sup>f</sup>
Menuiseries intérieures disloquées		
<u>3) Atelier des visiteurs</u>		
Bâtiment détruit à 50%	Néant	50.000 <sup>f</sup>
<u>4) Bureau et magasin du District</u>		
<u>Ateliers du District</u>		
Endommagés à 20%	Néant	25.000 <sup>f</sup>

# Constatations effectuées

# Réparations provisoires effectuées à la date du constat

# Observations

5) Bureaux de la Section  
endommagés sérieusement  
6) Logements Groupe C  
Logement Perion: Couverture et vitrerie  
détruites à 100%  
Menuiseries endommagées à 80%  
Gros oeuvre ébranlé  
Buanderie totalement détruite  
Logements Basset, Ritzmann  
Vitrerie, couverture plafonds endommagés  
à 50%  
7) Buffet  
Vitrerie détruite  
Menuiseries intérieures disloquées  
50% des plafonds tombés  
Couverture endommagée à 20%  
8) Abri à voyageurs sur quai I  
10m<sup>2</sup> verre cathédrale brisés  
9) W.C. et Urinoirs  
Superstructure totalement détruite  
10) Consigne GV, Entrepot PTT  
Totalement détruit

Néant

Néant

Néant

Néant

Néant

Néant

Néant

art. 22 30.000<sup>+</sup>  
R.G. 102014

art. 44 30.000<sup>+</sup>

10.000<sup>+</sup>

5.000<sup>+</sup>

20.000<sup>+</sup>

20.000<sup>+</sup>

art. 48 10.000

10.000

10.000

15.000

1.450<sup>+</sup>

25.000<sup>+</sup>

50.000<sup>+</sup>

Bâtiments situés en dehors des enceintes de la gare

Néant

Voies, Appareils, Matériel fixe  
500mètres de voie garage en rails de 45  
kg détruits  
100mètres de voie principale en rails  
46kg S33 détruits  
1 TJD 45kg et 3 branchements 2 voies  
45kg-hers service  
Abri en traverses au Dépôt endommagé  
à 50%  
Pertique bois, treuil Bauden 10t et grue  
Nepveu 2t avariés

En cours

art. 16. 150.000<sup>+</sup>

50.000<sup>+</sup>

180.000<sup>+</sup>

art. 22 5.000<sup>+</sup>

art. 46 10.000<sup>+</sup>

Postes, Enclenchements et Signaux  
150 mètres de T.F. détruites  
500 mètres de T.R. hors service  
Signal (II-13-14-15-) hors service  
Signal VI (13bis-14bis-15bis) hors service

En cours

art. 17. 100.000<sup>+</sup>

Alimentation en eau

1 réservoir tôle de 75 m<sup>3</sup> percé en de  
nombreux points  
Fût en maçonnerie de briques lézardé  
Conduites de fonte cassées:  
50 ml en 150mm de diamètre  
100ml en 200mm - d -  
150ml en 80ml - d -  
1 grue hydraulique détruite (d. 200)

En cours

art. 21. 30.000<sup>+</sup>

10.000<sup>+</sup>

2.900<sup>+</sup>

7.800<sup>+</sup>

4.200<sup>+</sup>

30.000<sup>+</sup>

Canalisations électriques



# Constatations effectuées

# Réparations prévisibles effectuées à la date du constat

# Observations

## Canalisations électriques souterraines et aériennes

Rempues en de nombreux points et pratiquement hors service

## 2ème partie: Mobilier et Outillage

### I) Mobilier

Néant

### II) Outillage

3 brouettes "Impériale"

En cours

Néant

### III) Matériaux en approvisionnement

30 rails 45 kg de 18 mètres provenant de la substitution; teraues ou percés, hors service

R.C. 202014

10 2014  
art 19. 200.000 f

art. 25 5.000 f

art. 39 25.000 f

MONTANT APPROXIMATIF DES DEGATS : 2.000.000,frs

Le Chef de District,

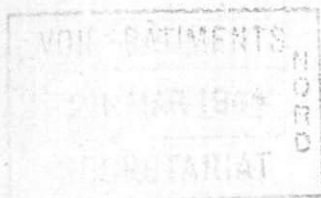
Zemair

## Récapitulation

Art. 16	910.000 f	-
18	100.000 f	-
19	400.000 f	-
21	84.800 f	-
22	224.000 f	-
25	5.000 f	-
39	25.000 f	-
43	155.450 f	-
44	85.000 f	-
46	10.000 f	-
Total	1.999.250 f	

RM/Dg

AMIENS, le 20 Mars 1944



VB.N. v02

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 14 septembre 1943 de  
M. Kolb, chef de District à Argennes  
.....  
et relatent un incident survenu  
le 6 septembre 1943  
à 9 h 45, 18 heures  
en gare de Argennes  
au km. de la ligne  
de Amiens à Reims

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

243  
vo. 2007

*in Focken*

Région Nord  
Sous-Arrondissement  
District de Serqueux

Compte rendu des dommages

Bombardement du 6-9-43 en gare de Serqueux  
Installations endommagées par suite de guerre  
constat effectué le 8-9-43, suite au rapport spécial  
de la même date, de Monsieur Barbier, chef de district

Ligne Amiens - Rouen  
Gare de Serqueux

Constatations effectuées	Réparations provisoires à la date du constat	Observations
<u>Gare de Serqueux</u> Lanternes destinées à la Gare de Sommeville <u>détruites</u> 4 compris le Seau Pompe <u>Bâtiments du dépôt</u> cinq radiateurs brisés		R.G.B. <sup>122003</sup> <del>103014</del> 6000 <sup>+</sup>  R.G.B. 103014 8000 <sup>+</sup>

Importance approximative 10000F

Serqueux le 8 Mars 1944

Le chef de district

Ch. Moll





RM/Dg

IMPRIMERIES

1944

PARIS

N  
O  
R  
D

AMIENS, le 3 Avril 1944

VB.N. ve2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un ~~constat~~ modèle B, établi suite  
au R.S. du 8. ~~septembre~~ 1943. de  
M. ~~Barbin~~ Chef de District à  
..... ~~Sesquigny~~ .....  
et relatant un incident survenu  
le 6. ~~septembre~~ 1943 .....  
à ..... 9 heures 45 et 15/4 .....  
en gare de ~~Sesquigny~~ .....  
au km. .... de la ligne  
de ~~Amiens~~ à ~~Rouen~~ .....

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

*[Signature]*

Voie F  
Région Nord  
Zona Nord  
L. 13 District

Constat Supplémentaire

Bombardement du 6-9-43 en gare de Lempdes  
à 1500 mètres enclavés par l'Etat de France  
Constat effectué le 8-9-43, par le chef de district  
de la même gare, de Monsieur Barbier, chef de district  
Région Aquitaine - Rouen  
Gare de Lempdes

constatations effectuées	Réparations finies à la date de Constat	Observations
<u>Gare de Lempdes</u>		
2 presses à dater détruites		R.A. 1020/4 190 F
Carburants et lubrifiants détruits		R.A. 1020/4 - 1844, 4

Lempdes le 28 Mars 1944

Le Chef de District

Chiron



8-9-43

2ème Arrondissement  
District de Serqueux  
-----

Modèle B

INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAITS DE GUERRE  
-----

P.V. de constat complémentaire au constat modèle B  
du 8/9/43, suite aux bombardements du 6/9/43, faisant  
l'objet du rapport spécial de Mr. BARBIER Chef de  
District à SERQUEUX.-

Ligne AMIENS 6 ROUEN

Gare de SERQUEUX - Kil. 71.437

Constatations effectuées :	Réparations :	Observations
:	provisoires :	:
-----	-----	-----
<u>Divers</u>	:	:
:	:	:
1 Bicyclette Peugeot 2102 :	:	:
S.N.C.F. détruite :	:	1.700 frs
:	:	:
Side-car Terrot 9142 XBI :	:	:
gravement endommagée :	:	3.500 frs
:	:	:
=====	=====	=====

Le Chef de District  
" KOLB "

Serqueux, le 11/28/44





RM/Dg

AMIENS, le 14/2/44

VB.N. v02

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
*(Complémentaire)*  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 11.2.1943. de la Marbais.  
Chef de service de Serquennes.....  
et relatant un incident survenu  
le 6.2.1943.....  
à 9 heures 45 et 18.45.....  
en gare de Serquennes.....  
su km..... de la ligne  
de Amiens à Remy.....

(Bombardements aériens)

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*Shua*

16/2

*in Pocken*

Paris le 28 Octobre 1943

DOMMAGES  
DE GUERRE

M<sup>r</sup> Schille, Ingénieur  
PARIS

Monsieur PILLE,  
Chef d'Arrondissement, AMIENS,

-2- Comme suite à la note du 25 courant de  
M. DEMAUX et en raison de l'importance des  
dégâts, je vous prie de donner, scindée par ar-  
ticles de la nomenclature Nord, l'importance  
des dégâts des 2 constats modèle B de Serqueux  
(Incidents des 2 et 6/9/43).

Monsieur l'Ingénieur en Chef.

En retour constats B complets. Ingénieur

Comme demandé  
l'ingénieur

De la Voie  
Monsieur

- 2 -  
27/10/43

*[Signature]*  
30/11  
M. M. H. *[Signature]*

Paris le 5 Octobre 1943



Monsieur PILLE,  
Ingénieur de la Voie, à AMIENS,

-I- Je vous retourne, ci-joint, le constat établi suite au bombardement du 6 Septembre dernier, en gare de Serqueux, en vous priant de faire préciser, par le service local, le nombre de fosses à piquer le feu détruites (le nombre de fosses restant en service n'intéressant pas le constat) ainsi que le nombre de logements dont la toiture est à refaire.

28/10  
mtd

L'Ingénieur  
Lucien

Gare de  
Serqueux  
Incidents, ds  
Zet 8/9/43

Ingénieur & Chef

Je vous retourne le  
constat relatif  
au bombardement du 6.9.43  
à la gare de Serqueux  
ce constat est à annuler  
et à remplacer par les  
documents que je vous adresse  
relatifs aux bombardements ds 2  
et 6 septembre dernier, de ladite  
gare. L'ancien constat <sup>quel</sup> reprenait  
les dégâts occasionnés au cours de ces  
2 jours - certainement aux intentions  
d'après le montant de ces dégâts  
reste le même que celui qui a été

Remise aux  
M. & P. de la  
Voie  
le 10/10/43  
dans  
le dossier  
n° 100  
Voie



INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 8 septembre 1943 à la suite des incidents du 6-9-1943 à 9h45 et 18h45 faisant l'objet du rapport spécial du 11 septembre 1943.

Ligne d'Amiens à Reuen - Gare de Serqueux.

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<u>I ère Partie-INSTALLATIONS FIXES</u>		
<u>I Terrassements :</u> 120 trous de bombe sur les V.P., les V.G. et la cour des voyageurs: 9.000 m3 Pistes impraticables sur 1.000 mètres Talus éboulé sur 200 mètres : 800 m3	En cours	art. 16 2.000.000 f 50.000 f 150.000 f
<u>II Ouvrages d'Art</u> Néant		
<u>III Maisons et guérites de garde</u> Néant		
<u>IV Voie courante</u> 2 voies (paire et impaire) en rails 46 kg détruites sur 50 mètres.	En cours	art. 16 50.000 f
<u>V Signaux de pleine voie</u> Néant		
<u>VI Lignes télégraphiques et téléphoniques</u> 1 nappe de 40 fils détruite sur 800 ml compris poteaux et supports	En cours	art. 19 300.000 f
<u>VII P.N. et clôtures de pleine voie</u> Néant		
<u>VIII Gare de Serqueux</u> <u>a) Quais, cours, chaussées</u> Cours des voyageurs: Empierrement avec revêtement en tarmacadam défencé sur 60 m2 150 ml de berge de quai détruite 50 m2 de quai carrelé endommagé 5 m3 de maçonnerie détruits sur le mur de soutènement aux abords du réservoir coté sud.	En cours	art. 43 12.000 f 52.500 f art. 17 4.000 f
<u>b &amp; c) Bâtiments situés dans l'enceinte de la gare</u> 1) Maison du Chef de Section anéantie fondations bouleversées 2) Bureaux de la Section: détruits à 100% 3) Logements du groupe B (route Neufchatel) Maisons de MM. Leclercq et Gardez endommagées à 75%		art. 44 400.000 f art. 22 200.000 f art. 44 250.000 f

# Constations effectuées

# Réparations provisoires effectuées à la date du ! Observations constat

Maisons de MM. Fournier-Gambier }  
Druard-Lemaire } détruites  
Hitaux-Génibet } à 100 %  
Ballent-Quenin }  
y compris annexes (buanderie, cellier)  
peulailler, clavier.) *deux 5 Maisons de 67 es*

Logement du Chef de District (IPn° 103)  
Couverture et vitrerie détruites à 100%  
Menuiseries et plafonds détruits à 50%  
Peinture et tentures souillées  
Enduits des murs endommagés à 15%  
Façade postérieure ébranlée  
Annexes détruites à 50 %

4) Logements du groupe C  
Maison de M. Perle: détruite à 75%  
Maisons Grard, Ritzmann et Basset: Couver-  
ture, vitrerie, menuiseries et plafonds  
détruits à 100%

5) Logements du groupe A  
Maison de M. Dufour: Vitrerie détruite  
à 100% et couverture à remanier  
Maison de M. Desreusseaux: Vitrerie détruite  
à 100% - 50 tuiles brisées  
Maison de M. Carré: Vitrerie détruite à  
100%: 40 tuiles cassées  
Maison de M. Reucaprel: Vitrerie détruite  
à 100% - Couverture tuiles cassées à  
100% - Liteaux détruits à 25% - Plafonds  
détruits à 50%

6) Batiments voyageurs -  
Bureau du Chef de Gare - Vitrerie détruite  
à 100% - 16 m2 de plafond détruit.  
Logement Chef de Gare - Vitrerie détruite  
à 100% - 10 m2 de plafond détruit - 1  
porte brisée - Tapisserie endommagée -  
Chassis vitré de 3,50 x 3,00 détruit -  
Bureau du Secrétariat - 60% des vitres  
brisées  
Bureau G.V. et Salle d'attente - 80%  
carreaux brisés.  
B.V. proprement dit - Toiture endommagée  
à 40%  
Buffet - Vitrerie détruite à 80% -  
Menuiseries endommagées à 50% - 200 m2  
plafonds détruits. Appareils d'éclairage:  
détruits à 50% - 1 cheminée marbre brisée  
1 cheminée marbre cassée - 1 lavabo et:  
1 glace brisée - 1 m3 de maçonnerie  
à refaire - 1 siège avec abattant détruit  
Peinture et tenture souillées.

art. 44

102.011 f  
1.300.000 f  
280.000 f

150.000 f

110.000 f

70.000 f

cy cours art 22

2.000 f

art. 44

3.000 f

art 22

800 f

art. 43

800 f

art 22 et 43 { 22  
43

15.000 f

15.000 f

art. 43

36.000 f



### Garage au Buffet

Toiture à remanier - 1 chassis vitré  
~~à remanier~~ descellé - Vitrerie détruite  
à 100% - Grille d'entrée avariée  
Buanderie -  
Vitrerie détruite à 100% - Menuiseries  
90% - Toiture 50% détruite

Local à hydrocarbure -  
60% vitrerie détruite

Local des agents de train -  
Vitrerie détruite à 100%

Local des Pointeurs et des Visiteurs -  
Détruit à 80%

Marquise sur quai II -  
75% carreaux cathédrales cassés

Local lère brigade - détruit 100%

Cabine 2 - endommagée à 20%

Remise des locomotives - 30 nouveaux m3  
ébranlés et soufflés (de 14 à 16 tonnes)

Bâtiment de la s/sation électrique en  
B.A. - détruit à 80% - 2 pylones H.T.  
de 18 m. abattus et endommagés.

a) Voies et appareils - Matériel fixe -  
Voies en rails 45K détruites sur  
1.800 mètres - Voies en rails 46K  
détruites sur 200 ml - Voie en rail  
30K détruites sur 60 ml.

### Appareils:

1	branchement	3	voies	45K	59/61	H.S.
1	"	"	"	"	47/49	H.S.
1	"	"	"	"	53/55	H.S.
1	"	"	"	"	41/43	H.S.
1	branchement	2	voies	45K	n° 35	H.S.
1	"	"	"	"	39	H.S.
1	"	"	"	"	45	H.S.
1	branchement	2	voies	30K	" 16	H.S.

### Matériel Fixe -

Pont tournant de 14 mètres - Cuvelage  
endommagé à 50% - Fondation du Pont  
bouleversé - Pivot brisé - Pont  
proprement dit avarié.

Fosses à Piquer le feu - 2 fosses  
à piquer de 16 mètres totalement  
détruites - 1 gabarit chargement H.S.

e) Postes - Enclenchements - Signaux -  
Table d'enclenchement de Cabine 2  
à reviser.

ly cours

art 43

art. 43

ly cours art 22

art. 22

art. 22

art. 43

art. 43

ly cours art 22

art 16

art 20

art 20

RG 10244  
20.000 f

25.000 f

400 f

4.000 f

30.000 f

2.500 f

50.000 f

10.000 f

30.000 f

20.000 f

650.000 f

100.000 f

15.000 f

320.000 f

100.000 f

50.000 f



En campagne -

Aiguille n°47 - Poulie de calage et  
tringles H.S. - I.F. endommagée  
Aiguille n°24bis 4 verrous Lebeau  
et tringles de T.R. hors service  
Aiguille n°23 4 verrous Lebeau et  
tringles de T.R. hors service  
Aiguille n°24 - 2 verrous Lebeau et  
tringles de T.R. hors service  
Aiguille n°26 - 2 verrous Lebeau et  
tringles de T.R. hors service  
Aiguille n°27 Tringles de T.R. hors  
service  
Aiguille n°28 I.F. hors service  
Aiguille n°63 tringles de T.R. hors  
service  
Signal ( 11-13-14-15) Lanterne, chaîne  
porte-lanterne et voyant au signal  
hors service  
Signal V.I. (13bis - 14bis - 15bis)  
lanterne, chaîne, porte-lanterne et  
voyant au signal hors service  
Signal "G" fixe - voyant hors service  
Signal (4-5-6) - hors service  
Signal n°3 - hors service  
Signal d'avertissement fixe en arrière  
de 3 - hors service  
Signal avertissement 60 (cabinel)  
I.F. détruite sur 200 mètres  
T.I.V. d'exécution 40 - hors service  
Signal (4-5-6) coupleur Aster et  
appareil de manoeuvre; câble d'alimen-  
tation hors service  
Signal 3 de cabine 2 - hors service  
Indicateur de direction (16bis-17bis  
18bis) et équipement-hors service

f) Alimentation en eau

2 réservoirs tôle de 75 m3 percés de  
nombreux trous -  
Fût supportant ces réservoirs ébranlés  
2 grues hydrauliques de 200  
détruites y compris les vannes -  
robinets d'arrêt et puisards  
Conduite de refoulement en fonte de  
250 détruite sur 200 mètres  
Conduite d'alimentation des grues  
hydrauliques de 200 détruite sur  
400 mètres  
Conduites diverses de distribution  
de 100 et 80 détruites sur 400 mètres

g) Clôtures des gares

9 mètres de clôture en B.A. détruites

h) Installations électriques-

1) en campagne -

Aiguilles 23-24-25-26-27 : installations  
de C.I.E. détruites

le cours

Rg 10.2014

art. 18

400.000<sup>f</sup>

art 21

10.000<sup>f</sup>

art 21

60.000<sup>f</sup>

art 21

60.000<sup>f</sup>

art 46

900<sup>f</sup>

2) Zone cabine 2  
 2 batteries d'accumulateurs détruites  
 60 ml de câble à 5 conducteurs "  
 70 ml " " 7 " "  
 260 ml " " 1 " "  
 60ml " " 2 " "  
 300ml " "37 fils 13/10 "  
 100ml " "19 fils 10/10 "  
 20 ml " " 11/10 à 10 brins "  
 4 appareils Girardin et accessoires "  
 1500 ml de câble 4 conducteurs "

3) Dans les bâtiments de service et les logements des groupes A-B-C-D  
 Toutes les installations d'éclairage électrique sont à revoir  
 W.C. - 3 lampes à réinstaller  
 Consigne - 1 " " "  
 Entrepôt P.T.T. 1 lampe à réinstaller  
 Lampisterie - 3 lampes à réinstaller  
 Section V.B. 15 lampes " "  
 Agents de Train - 5 lampes à réinstaller  
 Poinsteurs - 5 lampes à réinstaller  
 Dépôt 30 " " "  
 Cabine II 2 " " "  
 Cités - 9 logements soit environ 60 lampes à réinstaller et 500 ml de lignes à rétablir y compris poteaux et supports  
 4) Sous-Station -  
 1 limiteur ~~XXXXX~~ DELL détruit  
 3 disques verre rentrée H.T. détruits  
 1 sectionneur aérien détruit  
 1 perche coupure H.T. "  
 10 ml de câble H.T. détruits

## 2ème partie - Mobilier-Outillage

### 1) Mobilier

Bureau du Chef de Section -  
 Mobilier détruit et enseveli sous les décombres du bâtiment- Archives détruites à 60% -

### Bureau du Chef de district

1 bureau chêne avarié -

### 2) Outillage

Magasin de la 2ème brigade - tout l'outillage de la 2ème brigade a été endommagé ou dispersé par les explosions ou encore enseveli sous les décombres des bâtiments.  
 300 vieux sacs à ciment stockés en vue de la récupération détruits  
 6 fourches - 6 pioches - 6 pelles appartenant aux district de Buchy détruits  
 3 appareils téléphoniques détruits  
 1 araisine Renault 40cv fortement endommagée.

ly cours

25 10 2014

art. 18

200.000<sup>+</sup>

art 25

10.000<sup>+</sup>

art 25

2.000<sup>+</sup>

art 25

20.000<sup>+</sup>

art 39

600<sup>+</sup>

art 25

1.000<sup>+</sup>

art. 19

5.000<sup>+</sup>

art 25

8.000<sup>+</sup>



amortissements effectués  
 (2<sup>e</sup> 9152) (n. 3102)  
 Side-car et vélo du Chef de Section  
 détruit  
 2 masques et un casque détruits  
 Horloge électrique de la salle des  
 pas perdus avariée.

3) Matériaux en approvisionnement  
 400 traverses 46K détruites  
 25 rails 12m 45K cassés

montant approximatif des défais  
 8.000 000  
 (huit millions de francs)

Réparations finies  
 effectuées : la date  
 du contrat

montant art. 25

art. 39

Chef de District,  
 Lemaire

Observation 6  
 10.2014  
 12.000<sup>+</sup>  
 600<sup>+</sup>  
 1000<sup>+</sup>

40.000<sup>+</sup>  
 30.000<sup>+</sup>

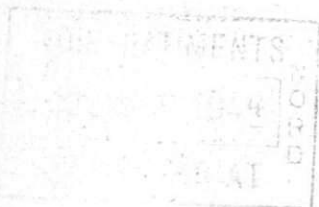
### Récapitulation

Art 16	3.335.000 <sup>+</sup>
17	4.000 <sup>+</sup>
18	600.000 <sup>+</sup>
18-19	305.000 <sup>+</sup>
20	150.000 <sup>+</sup>
21	130.000 <sup>+</sup>
22	312.200 <sup>+</sup>
25	54.600 <sup>+</sup>
39	70.600 <sup>+</sup>
43	213.800 <sup>+</sup>
44	2.583.000 <sup>+</sup>
46	900 <sup>+</sup>
Total	7.759.100 <sup>+</sup>



RM/Dg

AMIENS, le 22 Mai 1944



VB.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constet B  
----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 9 Mai 1944 de la Koll.  
Chap. de Drotet. r. Serquens.  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 8 Mai 1944 .....  
à ..... heures .....  
en gare de Serquens .....  
ou km. .... de la ligne  
de ..... à .....  
( Bombardement aérien )

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

2315  
4.40

2ème Arrondissement  
5ème Section  
253ème District

Modèle B

# INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 8 Mai 1944 à la suite du bombardement du  
8 Mai 1944 faisant l'objet du rapport spécial du 9/5/44.

Ligne d'Amiens - Rouen

Gare de Serqueux

Constatations effectuées	: Réparations :	Réparti :	Montant des :	
	: provisoires :	tion par :	dégâts par :	
	: effectuées :	articles :	article de :	Observation
	: à la date :	de la :	la nomencla :	
	: du constat :	nomencla :	ture :	
	: :	: ture :	: :	
<u>Maisons et guérite garde - Bureau</u>	:	:	:	:
<u>de la Section, vitrerie détruite</u>	:	:	1.500	102.014
<u>à 10%.</u>	:	: art. 23 :	:	:
	:	:	:	:
<u>Lignes télégraphiques et télépho-</u>	:	:	:	:
<u>niques :</u>	:	:	:	:
<u>1 câble 4 conducteurs entre la</u>	:	: art; 19 :	2.000	:
<u>gare et la Section détruit sub</u>	:	:	:	:
<u>60 ml.</u>	:	:	:	:

RM/Dg

AMIENS, le

8 Avril 1944

VB.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au ~~R.S.~~ ~~de~~ ~~V.1542~~ du 4/3/44. ~~de~~ ~~la~~ ~~...~~  
... Kolds. ~~cert.~~ ~~de~~ ~~Dist.~~ ~~et~~ ~~...~~ ~~Sergueys~~  
.....  
et relatent un incident survenu  
le 4/3/44  
à 8 heures 45 ~~2~~ 13,4  
en gare de ~~Sergueys~~  
ou km. .... de la ligne  
de ~~Amiens~~ à ~~Rouen~~  
(Zir de D.C.A. et traitement par avion)

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

12/4  
20 11

*[Signature]*



L.N.C.F

Région-Nord

Quand

253 District

# Constat Modèle B

En de D.C.A. et mitrailleuse c. gau de  
 Sereux du 4-3-44 - <sup>0-8.45 et 13.41 -</sup> suite au rapport de M. Kall, chef de District Sereux - <sup>V 1647 du 4/3/44</sup>

constatations effectuées

Reparations fournies  
 à la date du constat

Observations

Abords Cabine 1

La ligne lumière détruite  
 sur 100 m l  
 Ligne téléphonique  
 7 fils coupés sur 100 m l  
 9 fils coupés sur 50 m l

Remise en état at 19.4500F

RgB 102014

Sereux le 3 Avril 1944

Le Chef de District

CMON

RM/Dg

AMIENS, le 10 Mai 1944



VB.N. ve2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constet B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B établi suite  
au R. S. du 14 Avril 1944 de M. Roll  
Chef de District à Serquenge  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 14 Avril 1944  
à 11 heures 45  
en gare de Serquenge  
sur km Amiens de la ligne  
de Amiens à Rouen

L'Ingénieur de la Voie,  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

1315  
10-11

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 15 Avril 1944 suite au mitraillage du 14/4/44 <sup>à 11.45</sup>  
faisant l'objet du Rapport Spécial de Monsieur Kolb, Chef de District  
à Serqueux du 14/4/44

Ligne d'Amiens à Rouen - Gare de Serqueux

Constatations effectuées	Réparations provisaires effectuées la date du constat	Répartiti on par la Nomenclature	Montant des dégâts par article de la Nomenclature	Observations
<u>1ère Partie : Installations fixes</u>				Compte R.G. 102 014
1 <sup>er</sup> Terrassements: Néant				
2 <sup>e</sup> - Ouvrages d'art: Talus Néant				
3 <sup>e</sup> - Maisons et guérites garde				
4 <sup>e</sup> - Voie courante (pleine ligne) Néant				
5 <sup>e</sup> - Lignes télégraphiques et téléphoniques				
12 fils coupés au Km 70.000 16 fils coupés aux abords de la Cabine 2	en cours	art. 13	6.000 fr	id
H) <u>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</u> E.E. 110 v 5 câbles lumière coupés aux abords de la cabine 2 et Dépôt de Serqueux	en cours	art. 22	4.000 fr	= id.

RECAPITULATION

art. 13 6.000 fr

art. 22 4.000 fr

TOTAL 10.000 fr

Serqueux, le 11/5/44 1944

Le Chef de District,

*Chetow*



AMIENS, le 10-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

VB.N. n°2

-----  
D.G.-

-----  
Constat B  
-----

-I- Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 18.8.44  
de M<sup>r</sup> Kolb chef de District à Serqueux  
et relatant un incident survenu le  
15 août 1944  
à 11h25  
en gare de Serqueux  
au km.  
d'

(Bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondt,

14/10  
1944



2<sup>e</sup> Arrondissement  
5 Sector  
3<sup>e</sup> District

Installations endommagées hautout de Suene

Constat effectué le 16.8.44 suite aux bombardements  
du 15.8.44 de la gare de Serqueux à 11<sup>h</sup>25.

Rapport Spécial de Monsieur KOLB EDT à Serqueux

Constatations effectuées	Repara- -tions monétaires	Article -	Montant de la dépense	Total	Observations
Enallemento - 3.000 m <sup>3</sup>		16	500.000 <sup>+</sup>		1020141
JP Del 9 détruite sur					
Amiens - Rouen : 6000 m <sup>3</sup>					
Serqueux Digne 200 m <sup>3</sup>					
Serqueux de D. 1100 m <sup>3</sup>					
Serqueux de J. 300 m <sup>3</sup>		16	1500.000 <sup>+</sup>		
Signalisation 14 appareils détruits -		18	200.000 -	720.000	
Poste A 10 lignes détruit 100%		18	150.000 -	2.300.000	
Cabine 2 détruite 100%		18	200.000 -	350.000	
Signes - Signes électriques et					
Signalisation détruite sur 200 m <sup>3</sup>		19	10.000 -	10.000	
Bâtiments Ancien					
Bureau du District et locaux					
Annexes détruit 90%		22	200.000 -		
Cabine 2 (bâtiment)		22	100.000 -		
Local des fontaines détruit 100%		22	50.000 -	350.000	
Logement I.P. 103					
détruit à 50%		22	100.000 -	100.000	
				<del>1.400.000</del>	
				3.110.000 <sup>+</sup>	

Serqueux le 5/10/44  
Ch. Kolb

AMIENS, le 10-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. v22

-----  
D.G.  
Constat B  
-----

-I-

- Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 14.8.44 de M. Kolb, chef de  
District à Serqueux

et relatant un incident survenu le  
13.8.44

de 6<sup>h</sup> à 19<sup>h</sup>  
En gare de Serqueux et Sommery  
au km. de la ligne  
d'

(bombardement de la région de  
Serqueux le 13.8.44 de 6<sup>h</sup> à 19<sup>h</sup>)

L'Ingénieur de la voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement

14/10  
11.10.44  



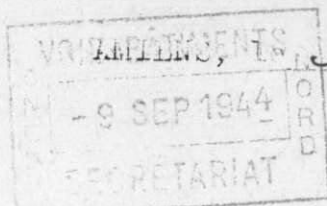

5 Circonscriptions  
3 Secteurs  
3 Districts

Installations endommagées par force de guerre.

Constat effectué le 14-8-44 suite aux bombardements et mitraillages des gares de Senguer et Somme pendant la journée du 13-8-44 de 8<sup>h</sup> à 19<sup>h</sup>. Rapport Spécial du 14-8-44 de M<sup>r</sup> Kolb. CDT 2 Jany.

Constatations effectuées	Reparations	Article	Montant	Total	Observations
<u>I Senguer</u>					
Bombardement 8 <sup>ms</sup>		16	8.000		
Voie défectueuse sur 100 m. 1500 TK.		16	400.000		
				<del>162.000</del>	102014
<u>II Somme</u>				<u>408.000</u>	
Bombardement 16 <sup>ms</sup>		16	14.000		
Ballon marchandise et Bureau PT défectueux 100%		22	300.000		
PT et lampadaires défectueux 100%		22	20.000		
				<del>234.000</del> 316.000	102067
<u>III Pléme Ligne</u>					
Bombardement 200 <sup>ms</sup>		16	16.000		
Voie défectueuse sur 200 m		16	130.000		
Entrée du tunnel endommagée		17	400.000		
Logement du PN 30 défectueux 100% guidage stat.		23	300.000		
				<del>686.000</del> 896.000	102015
Sens 5/10/44 cloison			896.000	<del>1.082.000</del> 896.000	1.648.000

E.R./Dg



19 Août 1944

VB.N. v22

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du .. 8/8/44. De. ch. 2. Kabb.:

. Chef. De. District. à. St. Perquens.

et relatant un incident survenu le

à .. 8/8/44. heures. 25.

en gare de St. Perquens.

en l'at. de la ligne

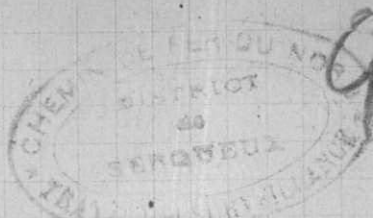
de ... Quirieux. à ... Pau.

7 Contravention de la gare de St. Perquens.

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

*[Signature]*

Région Nord  
 2<sup>ème</sup> Arrondissement  
 953<sup>ème</sup> District Serquere



92 Modèle B

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 9-8-44 suite au mitraillage  
 de la gare de Serquere du 8-8-44, <sup>CV 5428</sup> Rapport spécial du 8-8-44

Ligne Amiens - Roule

Constatactions effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Répartition des dégâts par article de la nomenclature	Montant des dégâts par article de la nomenclature	Observations
<u>Bâtiments</u>  Travaux dans la maçonnerie du B.V et menuiseries provisoires du télégraphe	en cours	art 2.2	1200 F	103014

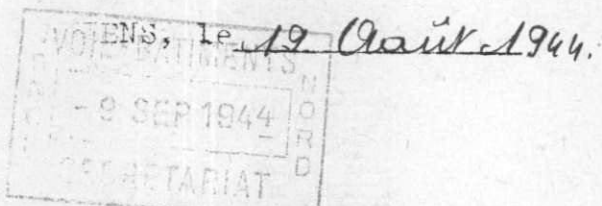
Serquere le 8-8-44

Le Chef de District

Chenon



E.R./Dg



VB.N. v22

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat B.

-1-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 21/8/44 de M<sup>re</sup> Kollb....  
..chef de district à Sarguemont....  
et relatant un incident survenu le  
.....21/8/44.....  
à.....14 heures 45.....  
en gare de Sarguemont.....  
sur la.....de la ligne  
de ..Quirieu... à ..Roubaix.....  
Bourboursent de la gare.

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>o</sup> Arrondissement,

1879

*[Signature]*

Région Nord  
2<sup>e</sup> Arrondissement  
253<sup>e</sup> District Sereque

92

Modèle B

## Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 9-8-44, suite au bombardement  
de la gare de Sereque le 8-8-44. Rapport spécial du 8-8-44

Cigne Amiens - Rouen

Constatations effectuées	Reparations effectuées à la date du constat	Répartition pécuniaire de la nomenclature	Montant des dégâts par acte de la nomenclature	Observations
<u>Terrassements</u> un entonnoir de 30 m <sup>3</sup> <u>Voies principales</u> V.E recouvertes de gravis	en cours	art 16	2000 F	102014
<u>Bâtiments</u> Halle aux marchandises n°1 détruite à 30%	d	art 16	500 F	102014
<u>S.E.S.</u> Circuit omnibus abandonné coupé	d	art 22	200 000 F	102014
	d	art 18	500 F	102014

Le Chef de District

Asnou





Région Nord  
2<sup>e</sup> arrondissement  
253<sup>e</sup> district Serqueux



Modèle B

# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 5-8-44 suite au bombardement du 5-8-44 de la gare de Serqueux. Rapport spécial du 5-8-44

Ligne Amiens - Rosny

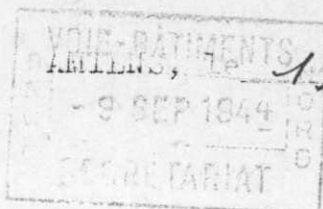
constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du combat	Réparations par article de la nomenclature	Montant des dégâts par article de la nomenclature	Observations
Terrassements 17 entonnoirs de 60 m <sup>3</sup> Voies de garages 270 m <sup>l</sup> de voies 45K détruites	en cours	art 16	50 000 F	102014
Approvisionnement 200 m <sup>l</sup> de conduite fonte de 0,250 détruites Bâtiments - Halle aux marchandises n°1 détruite à 20%	d	art 16	540 000 F	102014
SE.S. Circuits omnibus abaqueux et Busby couples	d	art 22	150 000 F	102014
	d	art 18	750 F	102015

Serqueux le 5-8-44

Le Chef de District

C. M. M.

E.R./Dg



19 Août 1944

VB.N. v2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

-1-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 4/8/44 de M. Hobb...  
chef de district à Serqueux  
et relatant un incident survenu le  
3/8/44  
de 20<sup>h</sup> 40 à 21<sup>h</sup> heures à  
en gare de Serqueux  
en la de la ligne  
de Amiens à Compiègne  
Rambouillet ci-dessus de la gare.

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2<sup>o</sup> Arrondissement,  
[Signature]

18/9  
1944



Région H.M.  
2<sup>e</sup> arrondissement  
253<sup>e</sup> District Senegal



Modèle B  
92

Installations endommagées par faits de guerre

constat effectué le 4-8-44 suite au bombardement  
des 3-8-44, de la gare de Senegal - Rapport spécial du 4-8-44

Ligne Amiens - Rouen.

Constatations effectuées	Reparations effectuées à la date du constat	Reparations par article de la nomenclature	Montant des dégâts par article de la nomenclature	Observations
<u>Terrassements</u> 42 entonnoirs de 120 m <sup>3</sup> . 42. 400 m <sup>3</sup> de voies 464 détruits. 1 Branch 464. 2V détruit. Garages - 2 Branch 464. 3 Voies 454. détruits. 2 Branch 464. 2 Voies 454. détruits. 700 m <sup>3</sup> de voies 454 détruits.	en cours	art. 16	200 000 F	102014
<u>Bâtiments</u> Aile droite du B.V. détruit seuil 4 m <sup>3</sup> couverture et plafond et menuiseries du B.V. détruits à 100% (dégât endommagé 100%) Portique à voyageurs n°2 détruit à 90% Portique à voyageurs n°1 détruit à 30%		art 16	2.000.000 F	102014
		art 22	350 000	102014
		art 22	800.000	102014
		art 22	250.000	102014
<u>Quais</u> Quais et bordures bouleversées sur 300 m <sup>3</sup> Service de l'eau une C.H. détruit 30 m <sup>3</sup> de conduite brute 0.250 détruits Quais à voyageurs 2 entonnoirs détruisant environ 600 m <sup>3</sup> de cour		art 43	400 000	102014
<u>Ouvrages d'art</u> 25 Kil 71850, 25 m <sup>3</sup> maçonnerie détruite 14 m <sup>3</sup> de balast		art 21	130.000	102014
		art 43	100 000	102014
<u>Appareils</u> 1 baraque bois déchargée bois portique à voyageurs n°2 gravement endommagée		art 17	150 000	102015
		art 22	60 000 F	102014
<u>Cogement</u> Cogement du groupe C détruit à 100% <u>S.E.S</u> circuits omnibus Busby et abaqueant coupés sur 200 m <sup>3</sup> 5 protecteurs en B.A. détruits transmissions des aiguilles 19 et 21 de cabine 2 détruits sur 50 m <sup>3</sup> transmissions des aiguilles 34-31 Cabine 2 détruits sur 50 m <sup>3</sup>	en cours	art 44	300 000 F	102014
	d	art 18	1200 F	102015
	d	art 18	30 000 F	102015
	d	art 18	15 000 F	102014

Senegal le 8-8-44

Le Chef de Matériel

Amou



E.R./Dg

AMIENS, le 17 Août 1944.

VB.W. v2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite ~~à~~ *Holfe.*  
R.S. du *19/7/44.* *de M. ~~le~~ <sup>le</sup> ~~Chef~~ <sup>le</sup> ~~de~~ <sup>le</sup> ~~District~~ <sup>le</sup> ~~de~~ <sup>le</sup> ~~Sergueux~~.*  
.....  
et relatant un incident survenu le  
*19/7/44.*  
à *vers 19.* heures *15.*  
en gare de *Sergueux*  
~~en l'at~~ ..... de la ligne  
de .... *Amiens.* à *Reims.* .....

-1-

*3*  
*bombardement de la ligne Amiens-Reims*  
*gare de Sergueux.*

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2<sup>o</sup> Arrondissement,  
*Viz*

*18/9*  
*1944*

2<sup>e</sup> arrondissement  
253<sup>00</sup> District de Senqueux

19.15

Modelé B



# Installations endommagées par faits de Guerre

Constat effectué le 19.7.44. faisant l'objet  
du rapport spécial du 19.7.44 bombardement du 18.7.44  
vers 19.15

Ligne Amiens - Rouen gare de Senqueux

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Réparations par article de la nomenclature	Montant des dégâts par article de la nomenclature	Observations
Terrassement voie de garages				
5 entonnoirs de 50 cm <sup>3</sup>		art 16	5000F	102014
60 m de rails 45K détruits				
42 traverses chêne détruits		art 16	180000	102014
appareils				
1 branchement à 3 voies				
45K avec son appareil				
de manoeuvre à main				
SES. Potence à longue volée				
de signaux n. 9 - 7.8 endommagée		18.	30000	50
à 15% -				
Signaux n. 9 - 7.8 arrivés				
Seillages de signaux détruits				

Senqueux le 19.7.44

Le Chef de District

*Chiron*

E.R./Dg

AMIENS, le 31 juillet 44

VB.W. v22 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 25 juil. 44 du chef  
de District de Serquennes  
et relatant un incident survenu le  
24 juil. 44  
à 8 heures  
en gare de Serquennes  
en km ..... de la ligne  
de ..... à .....

(bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

*[Signature]*  
*[Signature]*

u 18  
u 18



E.R./Dg

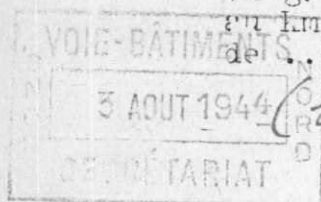
AMIENS, le 31 Juillet 44

VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 9. Juin. 44, du chef de  
District de Serquigny  
et relatant un incident survenu le  
6. Juin. 44  
à 21 heures 35  
en gare de Serquigny  
sur la ligne de la ligne  
de à

-1-



(bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

*[Signature]*

*n/8*  
*en m*

*OS*

## INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué, le 7/6/44 suite au bombardement de la gare de  
SERQUEUX du 6/6/44 - faisant l'objet du rapport spécial du 9/6/44 .

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Répartition par des dégâts articles par article de la Nomenclature	Montant	Observations
<u>Terrassement</u> - 70 entonnoirs de 100 m3		art. 16	210.000	102.014
<u>V.P. de gare</u> - 400 ml de VP détruite				
<u>Appareil</u> - 1 branchement Sd 2 voies : détruit			800.000	
<u>Garages</u> - voie courante				
800 ml. de voie 45 détruite				
2 branchements 3 voies détruits				
2 branchements 2 voies détruits			1.500.000	
<u>Service de l'eau</u> -				
400 ml. de conduite fonte 0/100 détruite				
150 ml. " " 0/250 "				
4 regards "				
1 réservoir 75m3 tôle et son support détruit				
1 support du réservoir jumelé gravement endommagé		art 21	1.200.000	
<u>Bâtiments</u> -				
Local des hydrocarbures rasé				
B.V. - Menuiseries arrachées à 50%				
Plafonds détériorés ou tombés en totalité - Vitrerie détruite 100%				
Cheminées détruites 80% - Couverture détériorée à 60% - Local des pointeurs côté Amiens détruit 50%				
Local de la s/station détruit 100%		art 22	600.000	
<u>S.E.S.</u> - Installation de la s/station détruite 100% -				
Installation E.E.-BV et autres détruite 80%		art 15	800.000	
<u>Ligne téléphonique et télégraphique</u>				
3 poteaux béton armé + 3 poteaux bois 8 m. - 30 fils sur 800 m.		art 19	200.000	
800 m. T.F.				
4 contrôleurs d'aiguille - 2 poulies de calage - 8 cloches - 100 m.T.R.				
3 signaux en endommagés 20%		art 18	30.000	

Approvisionnement -

180 ml. conduite fonte de 0.250  
détruite - 14 pièces spéciales  
détruites ou dispersées - 200  
traverses chêne brûlées - 300 litres  
pétrole - 2 m3 bois (planches sapin)  
200 kgs carbure - 3 caisses verre  
1/2 double - 400 kgs Stic B -  
200 kgs carbonyle

50.000

102.014

Serqueux, le 26 Juillet 1944  
Le Chef de District

Kolb



E.R./Dg

AMIENS, le 31 juillet 44

VB.N. v2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Jé vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 7. juil. 44. In. chef de  
District de Arras  
et relatant un incident survenu le  
à 7. juil. 44 heures 2  
en gare de Amiens St. Remi  
au km 1 de la ligne  
de Amiens à

-1-

VOIE-BÂTIMENTS

3 AOUT 1944 (- bombardement aérien )

SECRÉTARIAT

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

Ph. J.

u/p  
in m

as

92

INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAITS DE GUERRE

du 7 juil. 44 à 15.30

Constat effectué le 8/6/44 suite au bombardement des 2 bouches  
du tunnel de SOMMERY - faisant l'objet du rapport spécial du 9/6/44.

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Répartition par articles de la Nomenclature	Montant des dégâts par article de la Nomenclature	Observations
Terrassement- 10 entonnoirs de 60m3		art.16	25.000	102.015
Voie courante- 125 ml. de voie 46 k2				
unifié détruite - 125 ml. de voie				
45 k2 détruite - 200 ml. de voies		"	500.000	
soufflées et déripées,				
Cuvrage d'art- Maçonnerie de la				
tête côté Sommary et Buchy endom-				
ma gée - 250 ml. de canalisation		art.17	600.000	
ciment détruits			200.000	
P.S. 82.975 endommagé à 10%				
Guérites - Batiments - Abri de		art.22	30.000	
cantonnier rasé				
Maison de garde-logement km.81.290				
P.S.29 - Vitrierie détruite 60%-		art 22	15.000	
couverture dé truite 30%				
S.E.S. - Lignes télégraphiques et				
téléphoniques - 100 ml. câble armé				
détruit - 15 fils détruit sur 700 m.		art 19	180.000	
3 poteaux bois détruit		art 18	40.000	
2 palettes détruites - 500 m;T.F.				

Serqueux, le 26 Juillet 1944  
Le Chef de District

Kolb

E.R./Dg

AMIENS, le 28 Juin 1944

VB.N. vr2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 3. Juin 1944 du chef  
..... du District de Perquemp.....  
.....  
et relatant un incident survenu le  
..... 2. Juin 1944 .....  
à ..... heures .....  
en gare de Perquemp .....  
au km ..... de la ligne  
de ..... à .....  
(bombardement)

-1-

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,  
Amiens



Serqueux

Annuaire Rouen

Modèle B

Bombardement

## INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Procès-verbal de constat effectué le 4/6/44 par Monsieur KOLB, Chef  
de District à SERQUEUX suite au ~~BOMBARDEMENT~~ bombardement du 2/6  
Rapport spécial du 5/6/44.

## Gare de Serqueux

Nature des dégâts	Réparations effectuées	Montant des dégâts par la date du constat	N° de l'art. de la Nomenclature	Observations
<u>Lors Partie</u>				
<u>Terrassements:</u>				Compte
2 enténnoirs 100 m3	en cours	5.000 frs		102 614
<u>Voie courante</u>				
30 ml de voie 45 Kg détruite				
48ml de voie 45 KgH.S.	en cours	40.000 frs		Id.
80 ml de voie 45 KgH.S. et déripiées				

Serqueux, le 5/6/44

le Chef de District

"KOLB"

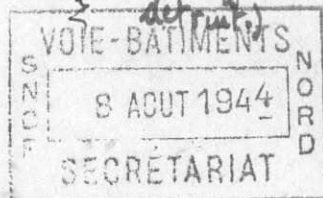
VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
 constat modèle B, établi suite au  
~~R.S. du bombardement aéro au contact effectué~~  
~~de H.S.H.H. établi suite au report opéré de~~  
~~du 3 Juin 1944 de M. Koll. Chef de district à Serquennes~~  
 et relatant un incident survenu le  
 ..... 2 Juin 1944 .....  
 à Ser. .... 20 heures .....  
 en gare de Serquennes .....  
 en km ..... de la ligne  
 de ..... à .....

-1-

( bombardement gare : Batiments, foyer  
 des agents des trains, parquet brûlé, plafond  
 détruit )



L'Ingénieur de la Voie  
 Chef du 2° Arrondissement,

*Anty*

7/8  
 11 11

S.H.C.F.

Amiens Rouen

9 Mobile B

Région Nord  
2<sup>e</sup> arrondissement  
253<sup>e</sup> district

Constat Complémentaire au constat  
effectué le 4-6-44. Bombardement du 2-6-44

Installations endommagées par fait de guerre



Constat effectué le 4-6-44 par M. M. Koly, chef  
de district à Senlis, suite au bombardement du 2-6-44  
Rapport spécial du 3-6-44

20 f. 1/2

Nature des dégâts	Reparations effectuées à la date du constat	N° de l'art. de la nomenclature	Montant des dégâts par art. de la nomenclature	Observations
<u>Bâtiments</u> Foyer des agents des trains, 8 m <sup>2</sup> parquet brûlé, 12 m <sup>2</sup> plafond détruit	cy coeurs	art 32	4500 F	1020 14

Senlis le 26 juillet 1944

Le Chef de District

*M. Koly*





SNCF. Amiens à Rouen  
Région Nord.  
Service V.B.  
9L

Modèle Pr.

2<sup>e</sup> Bureau descriptif  
District de Senlis

Entailloge du 5. Decembre 1942 au  
Kilometre 78 de la ligne Amiens Rouen par un  
avion de nationalite allemande britannique.

Installations du domicile fait  
de guerre - constat effectué le 7.12.42 suite  
au mitailloge faisant l'objet du rapport n° 1  
de la même date de M. Ruch Chef de District.

Ligne d'Amiens à Rouen. PK 78 -

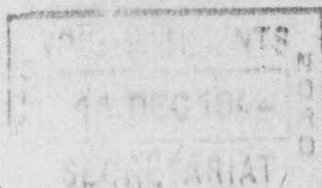
Constatation effectuée	Reparation provisoire à la date du constat	Observation
Ligne téléphonique SNCF		RG R
1 isolateur mouvementé à la base cassé	Rouge en état	102 015.
1 isolateur à 2 arêtes cassé Deux fils cassés et coulés sur 300 mètres.		
Rapportance approximative de dégâts 500 francs - art 18		
Ruch		

Amiens 10 Dec 1942

D.G.  
Constat B

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Je vous adresse, ci joint,  
Constat mod<sup>e</sup> B établi suite  
au R.S du 7.11.42 du district  
de Serquennes et relatif à  
l'incident survenu le 5<sup>e</sup> Dec  
1942 au kil 78 de la ligne  
5 Amiens - Rouen -



L'Ingénieur  
de la Voie

*[Signature]*

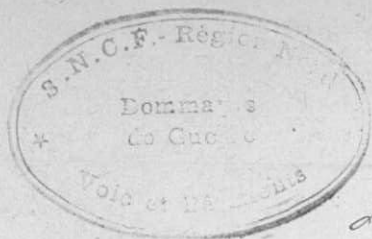
M. M. Mesmaeker

Munk

*[Signature]*

*[Signature]*  
25/12

16/12  
*[Signature]*



Monsieur le Chef  
d'Arrondissement à Amiens.

— On ne peut s'expliquer le  
comat motif B de Targues

— Il est porté un mitraillage  
du 5 Décembre 1942 et un  
comat effectué le 7 Novembre 1942  
suite à un rapport spécial de  
même date —

— J vous prie de me faire donner  
quelques précisions N.ét. et pa 7.12.42?  
17/12/42. L'Ingénieur



S.N.C.F

Région Nord

Série V-13

2<sup>ème</sup> Arrondissement

District de Lempdes

Modèle B



Retraitement du 21 Décembre 1942 au  
kil 85 100 aux bords de la halte de Mathewins  
par un avion de nationalité inconnue.



Installations endommagées par faits de guerre.

Constat effectué le 28-12-42 suite à  
l'incident faisant l'objet du rapport spécial  
de la même date de M. Riquès, chef de District.

Ligne d'Amiens à Reims  
kil 185 100

Constatations effectuées	Reparations provisionnelles à l'octet du constat	Observations
Ligne téléphonique S.N.C.F.		
2 fils coupés sur 50 m (fils à contrôle)	Remise en état	Rg B 102015
Importance approximative des dégats : 300 F. art. 18		
Lempdes le 28-12-42		

Le Chef de District

*[Signature]*

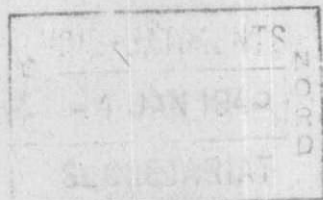
miembros Reuben Amos 30th 1942

A.G.

Constat B.

92. Monsieur l'Ingénieur en chef,

Je vous adresse ci-joint, constat  
modèle B, établi, suite au RS du  
28/12/42 des chefs district de  
sergents et relatant l'incident  
du 21 x<sup>th</sup> 1942 survenu sur  
abords de la halte de Mathorville  
Ril 85100 de la ligne d'Amiens Foucy



L'Ingénieur  
de la Voie

Answer

14. March

A handwritten signature in dark ink, appearing to be "A." followed by a horizontal line extending to the right.

M. Toekue


~~8/12/11~~

6/14  
and

Amiens à Rouen

18-1-43

S.N.C.F.  
Région-Nord  
Secteur V-B  
2<sup>e</sup> Arrondissement  
District de Lezennes

Modèle B 

Entraîlage du 17 Janvier 1943 au kil 76 500  
Ligne d'amiens à Rouen, par avions de nationalité  
britannique.

Installations endommagées par faits de guerre.  
Constat effectué le 18 Janvier 1943 suite à l'inspecteur  
faisant l'objet du rapport spécial de Monsieur Tucco  
Chef de district de la même date.  
Ligne d'amiens à Rouen  
kil 76 500

constatations effectuées	Reparations provisoires à la date du constat	Observations
Ligne téléphonique S.N.C.F.		
14 fils coupés et ont coulé sur 150 mètres	Remise en état	R.G.B. 102.015
	Importance approximative 500 F	art 18
	Signé le 18-1-43	
	Le Chef de District Rhuic	



Amiens le 21 Janvier 1943

92  
Monsieur l'Ingénieur en Chef,

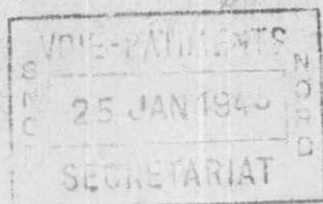
DG

Constat B.

Je vous adresse ci-joint  
Constat mod<sup>e</sup> B établi, suite  
au RS en 18/1/43 en vertu  
de Serpeny et relatant  
un incident survenu le  
17 Janvier 1943 au kil 76<sup>500</sup>  
de la ligne d'Amiens Rouen

L'Ingénieur  
de la Voie

Umond



M. Merck

X

M. Toekem

26/1

27/1

und

S.N.C.F.

Constat B

Région du Nord

Service V.B.

2<sup>ème</sup> arrondissementDistrict de Serqueux

Mitrailage du 9 avril 1943, sur la ligne  
d'Amiens à Rouen, par ~~deux~~ avions de nationalité  
présumée britannique.

Installations endommagées par faits de guerre -  
Constat effectué le 9 avril 1943, suite à l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial de Monsieur BARBIER, chef de  
district, de la même date.

Ligne d'Amiens à Rouen, Kil. 76<sup>400</sup>

Constatations effectuées	Réparations provisoires à la date du constat	Observations
Ligne téléphonique S.N.C.F.  6 fils coupés et qui ont coulé sur 150 mètres (4 portées environ)	Remise en état le jour même	R.G.B. 102.015

Importance approximative : 500 Frs.

art 18

Serqueux, le 10/4/43  
Le Chef de District

Barbier

RM/Dg

AMIENS, le 22 Avril 1943

92

JB.N. vr2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle D, établi suite  
au R.S. du 9 Avril 1943 de M<sup>r</sup>.....  
Barbier, Chef de district à Serquigny.  
.....  
et reletant un incident survenu  
le 9 Avril 1943.....  
..... heures.....  
-1- en gare de.....  
au km. 7.6900..... de la ligne  
de Amiens..... à Rouen.....

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2ème Arrondissement.

*Lucien*



*Mr Fochon*  
*Mr M...*

27/4  
ms



20-5-43  
(X)

TIR DE LA D.C.A. DANS LA NUIT DU 19 au 20 MAI 1943

en gare de Serqueux, sur des avions de nationalité présumée britannique.

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 20 Mai 1943, suite à l'incident faisant l'objet du rapport spécial de Monsieur BARBIER, Chef de District.

Ligne d'Amiens à Rouen, kil. 71,437

	Réparations provisoires	
Constatations effectuées :	à la date du constat	Observations :
Dégâts sur un appui entre les pointeurs Nord et le dépôt. 25 fils rompus sur 2 portées.	Remise en état.	RGB.102015

Importance approximative: trois mille deux cents frs.  
(3200 frs). *art 18*

Serqueux, le 24 Mai 1943

Le Chef de District

*Barbier*

R.Dg

AMIENS, le 16 Juin 1943

VB.N. v22

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat E.

---

Je vous adresse, ci-joint,  
 un constat modèle D, établi suite  
 au R.S. du 24 mai 1943 du Chef  
 de district de Longueville  
 (voir de la D.C. 4. Amiens)  
 et relatant un incident survenu  
 le 19 mai 1943  
 à ..... (Nuit du 19 heures du Mai)  
 en gare de .....  
 au Km. 71.437 ..... de la ligne  
 de Amiens ..... à Reims

-1-

/L'Ingénieur de la Voie,  
 Chef du 2ème Arrondissement.

*Thouvenin*

*M. Merck*  
*H.*

*M. Toikun*

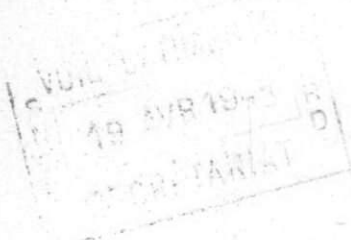
*2/6*

*2/16*

*ind.*

RM/Dg

AMIENS, le 17. Avril 1944



VB.N. v82

Monsieur L'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constat B

----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 9.4.44 de M. Kabb. Chef de  
District de Serqueux.....  
.....  
et relatent un incident survenu  
le 8.4.44.....  
à Serqueux heures 18h25.....  
en gare de Serqueux.....  
au km 83.600..... de la ligne  
de Amiens..... à Reims.....

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Mato

20/4  
M. M.

M. Focke



Constat Modèle 2

Mitrillage du 8-4-44 en gare de Sereque  
Installations endommagées par fusils de guerre.  
Constat effectué le 9-4-44, suite au rapport  
spécial, de la même date, de Monsieur Kolb, chef  
de District

Signature d'amiens - Remy  
Gare de Sereque



Constatations effectuées	Reparations fournies à la date du constat	Observations
Gare de Sereque zone cabine nappe de 15 fils coupés	Rendue en état	RGB 102044 importance app <sup>ée</sup> 1500 F
Kil 83600 à 84- nappe de 10 fils coupés et lâchés sur 400m l	Rendue en état	RGB 102015 importance app <sup>ée</sup> 8000 F

Sereque 29 Avril 1944

Le Chef de District

As Mll



INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE G

Constat effectué le 28 Avril 1944 à la suite du bombardement du  
27 Avril 1944 faisant l'objet du Rapport spécial du 27 Avril 1944

Ligne Amiens-Rouen - Gare de Serqueux et P.N. 23

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Répartition par article de la nomenclature	Montant des dégâts par article de la nomenclature	Observations
<b>1ère Partie: Installations fixes</b>				
1 <sup>re</sup> - Terrassement: 8 trous de bombes sur les V.P. et garages	en cours	art.16	10.000 frs	Compte R.G. 102.014
2 <sup>re</sup> - Ouvrages d'art: -Talus 40 m3 de talus avec descente vers la s/station à reprendre	id	art.17	10.000 frs	id.
3 <sup>re</sup> - Maisons et guérites de gare 15 carreaux cassés, une fenêtre arrachée M.C? du P.N. 23	id.	art.23	3.000 frs	102.015
4 <sup>re</sup> - Voie courante (pleine ligne) Néant				
5 <sup>re</sup> - Signaux de pleine voie Néant				
6 <sup>re</sup> - Lignes télégraphiques et téléphoniques 1 nappe de 59 fils détruites sur 4 portées soit 160 m environ compris 4 poteaux à remplacer	id.	art.19	5.000 frs	102.014
7 <sup>re</sup> - P.N. et clôtures de pleine voie - Néant				
8 <sup>re</sup> a) Quais-Cours-Chaussées 50m de bordure de quai détruites 30 m2 de quai carrelés détruits B et C) Bâtiments situés dans les emprises de la gare	id.	art.22	80.000 frs	id.
1 <sup>re</sup> B.V. Vitrierie détruite à 40%-2 portes et 1 fenêtre arrachées	id.	art.22	10.000 frs	id.
2 <sup>re</sup> Remise des machines Détruite à 80%	id.	art.22	1.000.000 fr	id.



3 <sup>e</sup> Salle aux marchandises n° 1				102 014
Couverture arrachée 20%	en cours	art. 22	30.000 frs	
4 <sup>e</sup> Buffet				
Vitrerie détruite à 30%	id.	art. 22	2.000 frs	id.
5 <sup>e</sup> Salle aux marchandises n° 2				
Détruite sur 11m de long		art. 22	150.000 frs	id.
6 <sup>e</sup> Sous-station				
Salles arrachées-Vitrerie				
détruite-sur côté talus	calfeutrement			
enfoncé-toiture fissurée	des fissures	art. 22	60.000 frs	id.
Porte métallique fissurée				
L) Voie et appareils-Matériel				
fixe.				
a) Voie: 60ml voie 45kg détruite				
40 ml voie 45kg	en cours	art. 16	150.000 frs	id.
200ml de voie à épurer				
b) 1 aiguillage d'appareil				
détruit	id.		125.000 frs	id.
c) Matériel fixe				
2 fosses à piquer la feu				
de la remise détruites à				
100%	en cours	art. 20	250.000 frs	id.
E) Poster-encastrement -				
Signaux				
Cabine 2	en cours	art. 18	45.000 frs	id.
a) aiguille 27: Verrou Lebeau				
détruit, E.S. à remplacer				
sur 20ml, Contrôle opérat-				
tif détruit				
aiguille 28: Roule de				
calage et tringales détruites				
b) Retour d'équerre réglable				
et une cloche détruits				
c) Signal 7 et E.L.V. 40				
Contrôle, E.S. S.V. et				
coupleurs détruits				
Signaux 11, 13, 14, 15, et				
V.L. 135, 140, 150				
Contrôle E.S. 110v et				
coupleurs détruits				
F) Dépôt				
Installation E.S. détruite	id.	art. 22	60.000 frs	id.
Installation téléphonique				
détruite			10.000 frs	id.
G) Sous-station				
Partie B.T. détruite 10%		art. 22	12.000 frs	id.
H) Alimentation B.T. gare				
détruite 70%			8.000 frs	id.
I) Installation d'eau				
Conduite B.T. du dépôt détr-				
uite sur 30ml - prises d'eau				
3 vannes de B.C. détruites				
10 ml de canalisation fonte				
de 250 détruites.		art. 21	20.000 frs	id.
J) Clôtures : Néant				



2ème Partie: Mobilier et  
Outillage

1.) Outillage

Néant

2.) Matériaux en approvisi-  
onnement.

5000 briques brisées et  
craquelées

Baraquement destiné au  
logement du Chef de Section  
approvisionné sous dalle  
n°2 détruit à 25%

art. 16

20.000 frs 10.014

RESUMÉ

ART. 16	205.000 frs
ART. 17	10.000 frs
ART. 18	45.000 frs
ART. 19	5.000 frs
ART. 20	250.000 frs
ART. 21	20.000 frs
ART. 22	1.392.000 frs
ART. 23	3.000 frs

TOTAL 1.930.000 frs

Le Chef de District  
*C. M. W.*

RM/Dg

AMIENS, le 7 Juin 1944



VB.N. ve2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 27. Avril 1944 de la Kolo  
Chap. de District de Bergues  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 27. Avril 1944  
à 11 heures 35  
en gare de Bergues  
au km ..... de la ligne  
de Amiens à Roubaix  
(bombardement aérie)

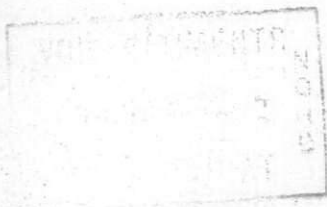
L'Ingénieur de la Voie,  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Amiens

13/6  
ca. 10

RM/Dg

AMIENS, le 10 Mai 1944



VB.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B  
----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 2. Mai 1944 de M. Rob.  
Ch. de District de Sesqueux  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 14 Mai 1944 .....  
à ..... 13 heures 58 .....  
en gare de Sesqueux .....  
au km. 30 de la ligne  
de Amiens à Poucy .....

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Amiens

15/5  
11.44



INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 2 Mai 1944 suite au bombardement du 1er Mai 1944 5/13/8  
faisant l'objet du Rapport spécial de Monsieur Kolb, Chef de District  
à Serqueux du 2 Mai 1944

Ligne d'Amiens-Rouen - Km 70.150 à Km 70.300

Constatations effectuées	Réparations provisaires effectuées à la date du Constat	Répartiti on par articles de la Nomenclature	Montant des dégâts par article de la Nomenclature	Observations
<u>1ère Partie : Installations fixes</u>				
1 <sup>re</sup> - Terrassements : 12 trous de bombes sur les V.P.	en cours	art.16	15.000fr	Compte R.G. 102 015
2 <sup>re</sup> - Ouvrages d'art-Talus Néant				
3 <sup>re</sup> - Maisons et guérites garde Maison de garde du P.N.23 Menuiseries arrachées à 20% Vitrerie détruite 100% Couverture à remanier Jardin bouleversé	en cours	art.23	30.000 fr	id.
4 <sup>re</sup> Voie courante (pleine ligne) 80 ml de voie 46k détruite 50ml de voie type D.C. détruite			15.000 fr	id.
200 ml de voies déportées et soufflées	en cours	art 16	200.000 ff	id.
6 <sup>re</sup> - Lignes télégraphiques et téléphoniques 1 nappe de 25 fils détruite sur 160 mètres	en cours	art.19	20.000 f	id.
7 <sup>re</sup> P.N. et Clôtures de pleine voie 10ml de clôture en B.A. détruite		art.16	1.500 f	id.
Service de l'Eau 40ml de conduite fonte de 0,200 détruite	en cours	art.21	30.000 fr.	id

RECAPITULATION

art.16 216.500 fr  
art.19 20.000 fr  
art .21 30.000 fr  
art. 23 45.000 fr

TOTAL 311.500 fr

Serqueux, le 25 1944  
Le Chef de District

*Chenon*

AMIENS, le 30 Novembre 1944

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. v22

D.G.  
Constat B

-I-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 8 Mai 1944 de Monsieur Kell Chef  
de District à Senqueux  
et relatant un incident survenu le  
7 Mai 1944 à

En gare de  
au km. 70-244 de la ligne  
d'Amiens à Rouen

Bombardement par avions

L'Ingénieur de la ville,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement

*[Signature]*

4/12  
11-11-44

2<sup>e</sup> Arrondissement

5<sup>e</sup> Section -

3<sup>e</sup> District

Constat complémentaire modèle B  
à celui du 10/5/44.

Installations endommagées par faits de guerre

Inscrit au Constat effectué le 8 Mai 1944 à la suite du bombardement du 7 Mai 1944 de la gare de Serqueux, faisant l'objet du Rapport spécial de M. Kolb  
Chef de District à Serqueux du 8 Mai 1944

92

Constatations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Répartition par art. de de la Nomenclature	Montant des dégâts par art. de de la Nomenclature.	Observations
<u>Ligne Amiens - Rouen -</u> Km. 70.244 Aqueduc à la traversée des V.F. - 10mt. de buses en ciment Ø 0.40 détruites. <i>Sous talus de grès</i> Tête d'aqueduc au macadam de briques côté V.G. détruite.	En cours	Art. 17	38.000 <sup>+</sup>	Compte R.G. 102.015.

Serqueux, le 27 Novembre 1944  
Le Chef de District principal,

Chiron



RM/Dg

AMIENS, le 22 Mai 1944

VB.N. v02

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.

Constat B

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 10 Mai 1944 de M. Kolb  
chef de District de Sergueys  
et relatant un incident survenu  
le 7 Mai 1944  
à 15 heures 30  
en gare de Sergueys  
au km. 70 10 30 de la ligne  
de Amiens à Reims  
(bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

315  
10.11.44

2ème Arrondissement  
5ème Section  
3ème District

Modèle B

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 8 Mai 1944 à la suite du bombardement du 7 Mai 1944 <sup>il/30</sup>  
faisant l'objet du Rapport spécial de Monsieur KOLL, Chef de district à  
Serqueux du 8 Mai 1944

Ligne Amiens-Rouen - Km 70.150 à 70.550

Constatations effectuées	Réparations provisaires effectuées à la date du constat	Répartiti- on par article de la Nomenclature	Montant des dégâts par article de la Nomenclature	Observations
<u>1ère Partie: Installations Fixes</u>				
<u>Terrassements :</u>				Compte R.G. 102 015
30 entonnoirs sur les V.P. et raccordement "Nord"	en cours	art.16	30.000 fr	
<u>Voie courante :</u>				
600 ml de voies principales				
46 Kg détruite				
200 ml de voie de raccor- dement rails D.C.	en cours	art.16	1.200.000f	id.
V.G.: 300 ml de voies 45 Kg détruites				
<u>Maisons et buérites :</u>				
Logement P.N. 23				
Couvertüre détruite				
Menuiserie vitrerie détruite	en cours	art.23	50.000 fr	id.
Plafonds détruits à 50%				
<u>Lignes télégraphiques et téléphoniques:</u>				
Une nappe de 40 fils détruite				
un câble 4 conducteurs avarié sur 200 ml	en cours	art: 19	42.000 fr	id.

RECAPITULATION

art.16 1.230.000 fr  
art.19 42.000 fr  
art.23 50.000 fr

Total 1.322.000 fr

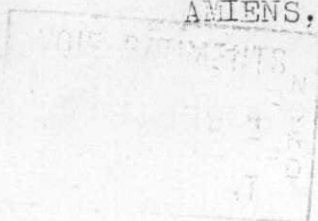
Serqueux, le 10 Mai 1944

Le Chef de District

"Koll"

RM/Dg

AMIENS, le 22 Mai 1944



VB.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constat B  
----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 10 Mai 1944 de Mr  
Kolb... chef de District de Serquigny  
.....  
et relatent un incident survenu  
le 9 Mai 1944.....  
à ..... 10 heures.....  
en gare de Serquigny.....  
ou km..... de la ligne  
de ..... à .....  
(bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

Transmis à Monsieur Trillet  
chef du Service du Domaine  
pour avis.



INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 10 Mai 1944 suite au bombardement du 9 Mai 1944  
faisant l'objet du Rapport spécial de Monsieur KOLB, Chef de District à  
Serqueux du 10 Mai 1944

Ligne Balens-Rouen

Gare de Serqueux et Km 73.600

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Répartiti on par article de la No- menclature	Montant des dégâts par article de la Nomenclature	Observations
<b>GARE DE SERQUEUX</b>				
<b>TERREBAINEMENTS</b> Ligne Partis				
<b>Installations fixes</b>				
<b>Terrassements:</b>				
1 entonnoir	en cours	art. 16	4.000 fr	Compte R.G. 102 014
<b>Bâtiments situés dans les emprises de la gare:</b>				
<b>Remise des machines déjà endommagée par bombardement antérieur et maintenant détruite à 100% déblaiement</b>				
	en cours	art. 22	100.000 fr	Id.
<b>Maisons et annexes:</b>				
<b>Cantine S.E.C.F. de Serqueux</b>				
Plafonds et acquiesces et vitrerie détruits à 100%	en cours	art. 22	15.000 fr	Id.
1 cheminée poubelle		Id.	10.000 fr	Id.
Cabine 2 : menuiseries arrachées				
<b>Mobilier et Outillage</b>				
21 verres cassés à la cantine		art. 25	300 fr	Id.
<b>Lignes télégraphiques et téléphoniques:</b>				
nappes de 25 fils détruites sur 150 m	en cours	art. 12	4.000 fr	Id.
<b>Signalisation:</b>				
Fig. 28 cabine détruite	Id.	art. 12	15.000 fr	Id.
Signal sortis des garages détruit	Id.			
<b>PLEINE LIGNE : Km 73.600</b>				
<b>Terrassements:</b>				
2 entonnoirs	en cours	art. 16	2.500 fr	Compte R.G. 102 015
<b>Voie courante:</b>				
4 rails 46 kg hors service	en cours	art. 16	15.000 fr	Id.
25 m de voie dérapé et soufflé	en cours			

Lignes téléphoniques et  
télégraphiques

nappe de 81 fils détraite sur sur 300m2	en cours	art 18	7.000 fr	id.
--	----------	--------	----------	-----

Signalisation:

Linque à distance 81 <sup>8</sup> et signal avertissement 55 <sup>2</sup> détraite à 732	en cours	art:18	30.000 fr	id.
S.E. de ces deux signaux détraite 100%				

REGAPITULATION

art: 16	6.500 fr
art. 18	45.000 fr
art. 19	11.000 fr
art. 22	125.000 fr
art. 23	500 fr

Total 187.000 fr

Serqueux, le 11 mai 1944

Le Chef de District

" Kolb "

RM/Dg

AMIENS, le 7 juin 1944



VB.N. va2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B  
----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 21 Mai 1944, à la  
... Koll. Chef de District - Serquigny ...  
et relatent un incident survenu  
le ... 19 Mai 1944 ...  
à ... heures ...  
en gare de ...  
au km. 81.50 et 82.807 - 83.000 de la ligne  
de ... Amiens ... à Rouen ...  
(bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Amiens

13/11  
1944



2ème Arrondissement

Modèle B

253ème District de Serqueux

## INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 20/5/44 suite au bombardement du 19/5/44, faisant l'objet du rapport spécial du 21/5/44.

Ligne Amiens-Rouen, km. 81.300 et 82.807 à 83.000

à 19/5/44

Constatations effectuées	Réparations : prévisibles effectuées à la date du constat	Répartition tion parcs dégâts : articles : de la : Nomenclature	Monstant : de la : de la : Nomenclature	Observation
<u>Terrassement:</u> 20 entonnoirs de 20 m3		art.16	10.000 frs	102.015
<u>Ouvrage d'art</u> - Tunnel de Sommery tête côté Sommery - 20 m3 de maçonnerie détruite, écoulements d'eau détruits sur 60 ml.		art.17	180.000 frs	"
P.S. kil. 82.975 - Bâtiments détruits, maçonnerie ébranlée			200.000 frs	"
V.P. - 80 ml. de V.P. détruite 200 ml. de voies soufflées et à éputer			150.000 frs	
<u>Lignes télégraphiques et téléphoniques :</u> Entrée de Poste - 32 fils détruits 150 ml. détruits Répartiteur à refaire, détruits 50 ml. à 10 paires 50 ml. câbles à 14 paires 400 ml. ligne 32 fils détruits Signaux V.D. éloignés 15% Signaux V.G. P.S. 29 rapprochés 15%		art.19	15.000 frs	
			30.000 frs	
			30.000 frs	
			10.000 frs	
			10.000 frs	
			10.000 frs	

Le Chef de District

Amour

E.R./Dg

AMIENS, le 17-8-44

VB.N. n°2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 9-7-44 de M. Kollé, chef  
de district à Terquem  
et relatant un incident survenu le  
1-juillet 1944  
à 17 heures 30  
en gare de 74 420  
sur km 74 420 de la ligne  
de Amiens à Rouen  
(Bombardement de la ligne Amiens-  
Rouen au km 74 420)

l'Ingénieur de la Voie  
Chef du 4<sup>e</sup> Arrondissement,  
Orly

18/9  
14-44

17.30

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le ~~RM~~ 3/7/44 suite au bombardement du 1/7/44 à 17h30  
ligne Amiens - Rouen Km. 74.720, faisant l'objet du rapport spécial  
du 2/7/44.-

Constatations effectuées	Réparations :			Observations
	: effectuées :	Réparti :	Montant :	
	: provisoires :	tion par :	des dégâts :	
	: à la date :	articles :	par article :	
	: du constat :	de la :	de la :	Nomen- clature
		Nomencla- ture	clature	
<u>Terrassement</u>				
2 entonnoirs de 40 m3		art 16 <del>102.015</del>	8.000 frs	102.015
<u>Voies- VP. G et D soulevées</u>				
et déripées sur 20 ml.				
10 traverses HS				
60 ml. de pistes détruites		art 16	35.000 frs	
60 ml. de voie à épurer				

Serqueux, le 26 Juillet 1944

Le Chef de District

Kolb



E.R./Dg

AMIENS, le 31 juillet 44.

VB.N. v2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 29 Mai 44. Dr. Chef de  
Dest. de Sargency  
.....  
et relatant un incident survenu le  
..... 27 Mai 1944 .....  
à..... 19 heures 30 .....  
en gare de Amiens .....  
en Lm 82 à 83 ..... de la ligne  
de Amiens ..... à Reims .....

-1-

VOIE-BÂTIMENT

3 AOUT 1944

SECRÉTARIAT

bombardement aérien -

L'Ingénieur de la Voie  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,  
Amiens

u/l  
amier

CE

92

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 29/5/44 suite au bombardement du 27/5/44, faisant l'objet du rapport spécial du 29/5/44.-

Ligne AMIENS - ROUEN Km. 82 à 83.000

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Répartition par articles de la Nomenclature	Montant des dégâts par article de la Nomenclature	Observations
<u>Terrassement</u>				
3 trous de 10 m3		art.16	2.000 frs	102.015
<u>Ouvrage d'art</u>				
1 m3,5 de maçonnerie détruite au P.S. 82.975 - maçonnerie ébranlée		art.17	80.000frs	"
Perré détruit sur 7 ml			10.000frs	
<u>V.P. pleine ligne</u>				
Voies recouvertes de terres sur 70 ml. à épurer		art.16	5.000frs	"
S.E.S. Néant				

Serqueux, le 26 Juillet 1944

Le Chef de District

Kolb

E.R./Dg

AMIENS, le 17 Août 1944.

VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

-1-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du ... 20/7/44. de ... M. L. ...  
... chef de district de ...  
et relatant un incident survenu le  
... 19/7/44. ...  
à ... 14 heures 40 ...  
en gare de ...  
sur la ... de la ligne  
de ... Amiens ... à ...  
Amiel de Somme, Bambermont  
de Amiel de Somme,  
L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2° Arrondissement,

*Deluy*

1819  
min



2<sup>e</sup> arrondissement253<sup>e</sup> District de Lequerra

Module B



## Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 20-7-44 suite au bombardement du Tunnel de Rommey le 19-7-44, faisant l'objet du rapport spécial du 20-7-44

## Ligne Amiens - Remy - Tunnel de Rommey

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Département par article de la nomenclature	Montant des dégâts par article de la nomenclature	Observations
Terrassement	en cours	art 16	20 000 F	102014 <sup>5</sup>
Entonnnoirs de 40 m 3		art 16	100 000 F	102015
Voies principales				
72 m <sup>2</sup> rails 46K unifiés détruits				
42 traverses chêne détruites				
Ouvrages d'arts				
Tête du Tunnel pontelle détruite		art 16	250 000 F	102015
Système d'écoulement d'eau détruit sur 60 m <sup>2</sup>		art 21	35 000	102013
Ligne téléphonique				
Câble téléphonique détruit sur 60 m <sup>2</sup>		art 18	2 000 F	102015

Lequerra le 20-7-44

Le Chef de District

Ch. H. H.

E.R./Dg

AMIENS, le 1. 8. 44.

VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 23. 7. 44. M. Chef de  
District de Terquenn  
.....  
et relatant un incident survenu le  
22. 7. 44. à 3 heures 35  
en gare de Mont de la ligne N° 23.  
en km ..... de la ligne  
de ..... à .....  
(bombardement ligne Amiens.  
Prison N° 23).

-1-

7

S N C F		VOIE-BÂTIMENTS	N O R D
		8 AOUT 1944	
		SECRÉTARIAT	

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2° Arrondt,

*Calley*

9/8  
com

S.N.C.F.

Région Nord

2<sup>e</sup> arrondissement253<sup>e</sup> District de Suresnes

Modèle B3

92

Installations endommagées par faits de guerre  
 constat effectué le 24.7.44 suite au bombardement  
 du 23.7.44. <sup>24 35</sup> Rapport spécial du 23.7.44.

Ligne anniers - Roissy

P.N. 23

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Répartition par gîte de la nomenclature	Montant des dégâts par article de la nomenclature	Observations
<u>Terrassement</u> un entonnoir de 100 m <sup>3</sup>	en cours	art 16	5000 F	102015
<u>Raccordement Nord</u> V.P. 36 m <sup>2</sup> rails 46KS33 détruits 25 traverses chape détruits V.P. découverte de terre sur 30 m <sup>2</sup>	d.	art 16	80 000 F	102015
<u>Barrières et clôtures</u> Transmission de la barrière de g. du P.N. 23 avec cloche, détruits 15 m <sup>2</sup> de clôture décorative en la détruite Serrure de l'axe	d.	art 16	10 000 F	102015
10 m <sup>2</sup> de canalisation fuite de 0.150 détruite Cagernent de M. G.	d.	art 21	2000 F	102015
Logement du P.N. 23 endommagé à 20%	-	art 23	80 000 F	102015
<u>S.E.S.</u> circuit omnibus Suresnes - Abancourt coupe sur 50 m <sup>2</sup>	d.	art 18	1000 F	102015

Suresnes le 24 juillet 1944

C. Mon



E.R./Dg

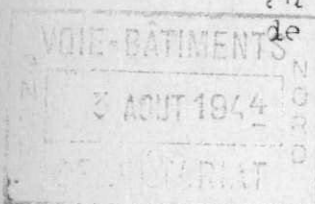
AMIENS, le 31 Juillet 44

VB.N. v2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 25. May. 44. du chef  
de District de Compiègne  
.....  
et relatant un incident survenu le  
24. May. 44.  
à 9 heures 30  
en gare de Compiègne  
sur km ..... de la ligne  
de ..... à .....

-1-



(mitrailleuse)

L'Ingénieur de la Voie  
/Chef du 2<sup>o</sup> Arrondt,

*[Signature]*

*u/s  
u/aa*

*as*

92 /

Installations endommagées par faites de guerre

Constat effectué le 25/6/44 suite au mitraillage de la  
gare de SOMMERY du 24/6/44, faisant l'objet du rapport spécial du  
25/6/44. *29.30*

Constatations effectuées	: Réparations: Répartition/ Montant:		: des dégâts	
	: provisoires: par ar-	: effectuées à:	: articles de:	: par arti-: Observations
	: la date	: la Nomen-	: cle de la:	
	: du constat	: clature	: Nomencla-	
	:	: ture	:	
<u>Installations S.E.S. - Lignes télé-</u>	:	:	:	:
<u>graphiques et téléphoniques-</u>	:	:	:	:
4 fils de ligne coupés	:	:	:	:
ligne relâchée sur 100 ml.	:	art.19	: 1.000 frs	102.015
	:	:	:	:
	:	:	:	:

Serqueux, le 26 Juillet 1944

Le Chef de ~~Section~~ ~~Prat~~ District

Kolb

AMIENS, le 10-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. v22

D.G.  
Constat B

-I-

- Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 18.8.44  
de M<sup>r</sup> Noll chef de District à Serquennes  
et relatant un incident survenu le  
18.6out1944 à 14<sup>h</sup>30  
En gare de  
au km. 73<sup>200</sup> et 79<sup>100</sup> de la ligne  
d' Amiens à Rouen  
(bombardement aérien)

L'Ingénieur de la voie,  
Chef du 2<sup>o</sup> Arrondt

*[Signature]*



2 Arrondissement  
5 Section  
3. District

Installations détruites et endommagées non fait  
à Senne -

Constat effectué le 18-8-44 suite à bombardement  
du 18-8-44 à 14<sup>h</sup> 30 de la gare de Senneux et de la ligne  
à Amiens à Rouen - km. 78<sup>200</sup> et 79<sup>100</sup>

Rapport Spécial du Monsieur Hotté CRT à Senneux du 18-8-44

Constataction effectuée	Réparation matérielle	Article	Montant de la dépense	Total	Observation -
- Benattement 80 <sup>m3</sup>		16	12.000		102015-
- Voie - Voie détruite sur 200 <sup>m</sup> Voie 16 <sup>m</sup> sur 1600 <sup>m</sup> T.R.		16	80.000 <sup>+</sup>	<del>92.000</del> 92.000	~
Circuit téléphonique détruit sur 3 points à reprendre sur 200 <sup>m</sup>		19	4.000 <sup>+</sup>	4.000-	
Senneux Benattement 160 <sup>m3</sup>		16	1.000 <sup>+</sup>	1.000	102014

Senneux le - 5/10/44  
Chotté

E.R./Dg

AMIEUX, le 18 Septembre 1944

VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef, \*

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 25 juillet 1944 de M. Wagon.

Bel de District à Bouchy  
et relatant un incident survenu le

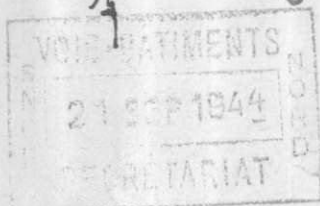
25 juillet 1944  
à 13 heures 45

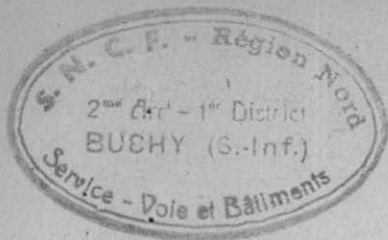
en gare de Margny  
au km de la ligne

de Amiens à Rouen

(Bombardement du 25-7-44, en gare  
de Margny)

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2° Arrondt,





92

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 26-7-1944 à la suite de l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial du 28-7-1944.  
Bombardement aérien le 26-7-1944 vers 13h45  
Ligne Amiens Rouen - Gare de Morgny.

Constatations	Réparations effectuées à la date du constat	Observations
1) <u>Terrassements</u> Plateforme de la voie 7 des garages détruite sur 25 ml et 0,50 m de profondeur.	En cours	R.G.B. 102.092 Cie A
2) <u>Voies</u> 24 ml de voie 45 kgs détruits 50 ml de voie soufflés.	neant	-d°-
3) <u>Lignes Téléphoniques</u> ligne S.N.C.F. coupée sur 100 ml.	fil omnibus en cours	-d°-

Importance approximative des dégâts : 15.000 <sup>Frs</sup>  
Compte R.G.B. 102.092 art. 16 13.000  
art. 19 2.000

Buchy le 26-7-1944  
Le Chef de District,



2° Arrondissement.  
251° District.

MODELE B

INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAIT DE GUERRE.

CONSTAT effectué le 14-5-1943  
à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 16-5-1943

Ligne AMIENS ROUEN. Kil. 105,660.  
Déraillement du S.F. 901 le 14-5-1943 à 0h, 10 suite à un sabotage de la  
voie gauche.

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
<u>1°- TERRASSEMENTS.</u>  Plateforme et piste partiellement bouleversées sur 103 m.	Réparation en cours.	<u>1e</u> C A 102.024.
<u>2°- VOIES.</u>  V.P. gauche détruite du Km. 105,660 au Km. 105,763; soit 12 rails S. 12 de 17m,30 et 140 traverses à remplacer y compris le petit matériel: tirefonds et éclisses.	Voie rendue à la circulation vers 20 h.	<u>1e</u> C A 102.024.

Importance approximative totale des dégâts: 55.000 Frs.

Compte R.G.B. 102.024.

Buchy , le 14.5.1943.

Le Chef de District.

RM/Dg

Ligne 92

ALLIENS, le 23 Juin 1943

5

VB.N. v.2

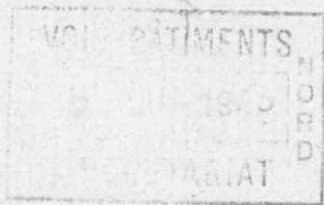
Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat D.  
----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 16 mai 1943.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 14 mai 1943.....  
à ..... 0 heures 10.....  
-1- en gare de .....  
au lin. .... 105688 ..... de la ligne  
de ... Amiens ... Rouen .....

(Déraillement du S.F. 901 par suite  
d'acte de sabotage)

/ L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2ème Arrondissement



Uwoud

M. merck

H

M. Tockner  
yfs M

28/6  
und

2° Arrondissement  
251° District



MODELE B

INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAIT DE GUERRE.

CONSTAT effectué le 15.6.1943  
à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 15.6.1943  
Ligne Amiens-Rouen - Kil. 105.680  
Déraillement du 2348 le 13.6.1943 à 2 H.55 suite à un sabotage de  
la voie gauche.

Constatations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
<p>1°- <u>Terrassements.</u></p> <p>Plateforme de la V.P. gauche fortement bouleversée sur 100 m. Plateforme de la V.P. droite partiellement bouleversée sur 30 m. Piste gauche inutilisable sur 100 m. Ballast souillé par ciment, chaux, charbon, engrais, etc... 130 T. à remplacer. 3900</p> <p>2°- <u>Voies.</u></p> <p>V.P. gauche détruite du Kil. 105.680 au 105.7888 : 12 rails de 18 m. et 170 traverses. V.P. droite détruite du Kil. 105.710 au 105.770 : 10 rails de 12 m. et 25 traverses. Petit matériel de la V.G. à remplacer. Les voies sont recouvertes de 150 T. de matériaux divers (ciment, chaux, briques, engrais, briquettes, pommes de terre). Piquets de courbe : 9 à remplacer</p>	<p>Remise en état en cours 20000</p> <p>Voie gauche rendue à la circulation le 15 à 20 H. Voie droite rendue à la circulation le 15 à 13 H.45 50000 15000 80000 Art 16</p>	<p>Cie 102.024</p> <p>Cie 102.024 -id-</p>

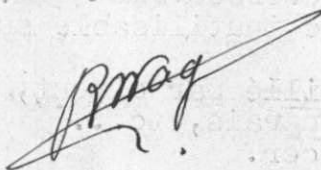
110  
60  
170  
300  
51000



Constatations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
<p>3°- <u>Signalisation-Installation de sécurité.</u></p> <p>La transmission du D.D. V.G. du P.S. 36 est arrachée sur 100 m.: soit 10 piquets à remplacer - fil cassé.</p> <p>Ligne téléphonique de la S.N.C.F.: 2 poteaux de 8 m. cassés.- 18 fils rompus ou mélangés sur 250 m.- 1 isolateur 25 Kgs de fil à remplacer.</p>	<p>Réparation en cours.</p>	<p>cie</p> <p>102.024</p>

Importance approximative totale des dégâts (compris main-d'oeuvre pour manutention des matériaux)..... 150.000 Frs.

Buchy le 15.6.1943



13-6-43

 $\cdot \hbar \omega / Dg$ 

~~S~~  
on Chief

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat 2.

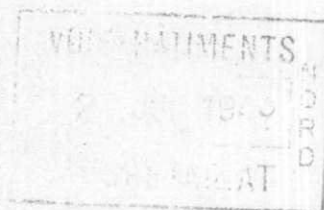
Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 15.7.43. du chef de  
Institut de Bure  
et relatant un incident survenu  
le 13.7.43.  
à 2 heures 55  
en gare de  
au no. 105 680 de la ligne  
de Amiens Rouen.

-1-

(Déraillement du tr 2348 par suite  
d'acte de sabotage)

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2ème Arrondissement

Monday



so much



N. Stock

216

2814

and

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAIT DE GUERRE.

Constat effectué le 9 Juillet 1943.  
à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 12.7.1943.  
Ligne Amiens-Rouen - Kil. IOI.500 et IO7.400 .  
Attaque aérienne à la mitrailleuse des trains 4454 et 6029 le 9.7.1943.

Constations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
<u>INSTALLATIONS FIXES.</u>  Ligne télégraphique et téléphonique S.N.C.F. :  Kil. IOI.500 : 2 fils coupés (circuit semi-direct)  Kil. IO7.400 à IO7.600 : 12 fils coupés en 2 ou 3 endroits plus 2 circuits signalisation, soit 40 coupures de fils.	    Réparations terminées à 23 heures.	    cis A IO2.024

Importance approximative des dégâts : 500 Frs. *art 18*  
Compte R.G.B. IO2.024.

*Vu et transmis*  
*Sergueux, le 15/7/43*  
Le Chef de Section Principal,  
*[Signature]*

Buchy le 9.7.1943  
Chef de District  
*[Signature]*



Ligne 92  
M/Dg

9-7-43

A LENS, le 16 Juillet 1943

P

VB.N. v2

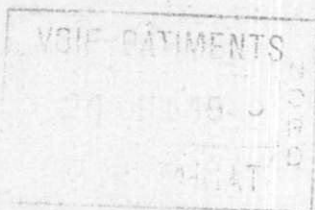
Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 12.7.43 du Chef de District  
de Bouchy .....  
et relatant un incident survenu  
le 9.7.43 .....  
à ..... heures .....  
-1- en gare de .....  
au km. 101. et 107. de la ligne  
de ..... Roubaix .....  
(Entraînement des trains 44/4 et 6029)

/ L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2ème Arrondissement

*U...*



M de Ville  
H

*M. Foch*

23/7  
mo

2° Arrondissement  
251° District

27.9.43  
Modèle B

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAIT DE GUERRE.

Constat effectué le 21 Septembre 1943  
à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 22.9.1943  
Ligne S. Amiens-Rouen - kil. 96.800 .  
Attaque aérienne du train S.F.801 le 21.9.1943 à 2 h.25

Constatations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
<p>1)-Terrassements.</p> <p>Talus gauche éboulé sur 8 m. Piste et V.P. gauche et droite partiellement recouvertes de terre sur 30 m.</p> <p>2)-Maison de garde.</p> <p>Maison de garde du P.N.41 75% des vitres brisées (5 m.2 environ) 1 volet en bois percé par un éclat 1 fenêtre descellée 100 ardoises à changer à la toiture 6 m.2 d'enduit au plâtre sur murs et plafond à refaire.</p> <p>3)-Lignes télégraphiques et téléphoniques.</p> <p>Ligne PTT : tous les fils coupés entre 4 supports. Ligne S.N.C.F. : tous les fils coupés entre 7 supports. (19)</p>	<p>Dégagement des V.P. et de la piste gauche en cours.</p> <p>5000 aut 16</p> <p>Réparations des vitres et de la toiture en cours.</p> <p>4000 aut 22</p> <p>Réparation en cours. 1000 aut 18</p>	<p>Cie A IO2.024</p> <p>Cie A IO2.024</p> <p>Cie A IO2.024</p>

Importance approximative des dégâts : 10.000 Frs.  
Compte R.G.B. IO2.024.

21 SEPT 1943  
Le Chef de District

*[Signature]*

Ligne 92  
R/DG

21.9.43 B

ALLIENS, le 30 juil 43

VB.N. n°2



Monsieur l'Ingénieur en Chef,

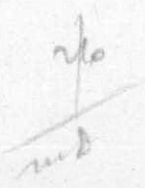
D.G.  
Constat B.  
----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 22.1.9.143.....  
.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 21.1.9.143.....  
à ..... 2 heures 25.....  
-1- en gare de 96800.....  
au n° ..... de la ligne  
de ..... Rancy.....

Bombardement du tr. SF 801

/ L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2ème Arrondissement

  Trouss





5<sup>e</sup> Arrondissement

101<sup>e</sup> District

X  
S.  
④

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAIT DE GUERRE.

CONSTAT effectué le 3.II.1943  
à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 4.II.1943  
Ligne Paris-Rouen - Mill. 101.733  
Déraillement du 9.P. 901 le 3.II.1943 à 0 h.47 suite à un sabotage de  
la voie gauche.

Constatations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
1 <sup>o</sup> - <u>THURABEN-BOY.</u>  Plateforme et piste partiellement bouleversées sur 200 m.	Réparations en cours	clé A 101.024
2 <sup>o</sup> - <u>WALS.</u>  V.L. gauche : détruite sur 40 m. soit 12 rails de 45 kgs 3.12 de 17 m.30 et 350 traverses à remplacer. V.L. droite : détruite sur 80 m. soit 12 rails de 45 kgs 3.12 de 17 m. et 350 traverses à remplacer. Y compris 70% du petit matériel correspond : tire-bords et éclisses sont à remplacer.	Réparations en cours	clé A 101.024
3 <sup>o</sup> - <u>SIGEAUX DE PELLE VALL.</u>  Mill. 101.811 : 1 contact fixe détruit.	Réparations en cours	clé A 101.024

Importance approximative totale des dégâts : 60.000 Frs.  
Compte RES 101.024 ( 58.000 art. 16  
( 2.000 art. 18 Buchy le 3.II.43

101.951  
101.755  
100.212

Le Chef de District

*[Signature]* ⊗

RM/Dg

AMIENS, le

26 <sup>g</sup>h 1943

VB.N. v02

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle D, établi suite  
au R.S. du 4/11/43. au sujet de...  
..... Buchy.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le ... 3/11/43.....  
à ..... Heures 42.....  
en gare de ..... 733.....  
au km. .... de la ligne  
de ... Amiens à Reuilly.....

(Déroulement du S.F. 801 par suite sabotage)  
L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Quand

R

29/11

m. M2

RM/Dg

AMIENS, le

28/1/44

VB.N. vo2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 16 Janvier 44 de M.....  
Kellé, Chef au District de Serquigny.....  
et relatent un incident survenu  
le 14 Janvier 1944.....  
à ..... 16 heures 15.....  
en gare de .....  
au km. 92.700 : 93.050..... de la ligne  
de Amiens..... à Roupy.....  
et K. 90.450 sur la ligne Buchy Clères  
(Bombardement)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Stuart

u Focken



# Installations endommagées par fait de Guerre.

Constat effectué le 14.1.1944 à la suite des incidents  
faisant l'objet du rapport spécial du 16.1.1944.

Bombardement aérien le 14.1.1944 vers 16 heures, des  
lignes : Comiers Rouers Km 92<sup>7</sup> et 93<sup>00</sup> - Buchy  
: Buchy Clères Km. 90<sup>40</sup>

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
<b>1. TERRASSEMENTS :</b>		
<b>a) Amiens-Rouers</b>		
Km 92 <sup>700</sup> - Talus droit éboulé sur 10 <sup>m</sup> - v.r. droit et gauche, ainsi que la piste gauche recouverte d'environ 30 <sup>m</sup> de terre. La piste droite est bouleversée sur 5 <sup>m</sup> et recouverte de terre.	Dégagement de la voie gauche.	c <sup>te</sup> 9 102.024
Km 93 <sup>00</sup> - La piste gauche est entamée sur 6 <sup>m</sup> par le choc de la bombe - Les v.r. sont recouvertes d'environ 10 <sup>m</sup> de terre et de débris divers.	Dégagement de la voie gauche.	c <sup>te</sup> 9 102.024
<b>b) Buchy-Clères - Km. 90<sup>40</sup></b>		
Le talus droit de 5 <sup>m</sup> de hauteur est éboulé sur l'v.r. et les 2 pistes qui sont ainsi recouvertes par 35 <sup>m</sup> de terre. La piste droite est détreu- sée sur 8 <sup>m</sup> . La plateforme est souflée sur 6 <sup>m</sup> sous la voie droite.	Dégagement de la voie gauche.	c <sup>te</sup> 9 102.024

# Constatations effectuées.

Réparations provisoires effectuées à la date du constat.

Observations.

## III. PRISONNIERS & GUÉRIS DE GRAVE.

Amiens - Rouen - km. 93.000

La maison de garde du P.S. 30 est inhabitable : Pâture soufflée - murs et cloisons profondément lézardés et partiellement écroulés.

Cette maison doit être démolie.

(Surface 6<sup>m</sup> x 3 pièces - 1 étage).

Le puits doit être curé. Les jardins et la cour de la maison de garde sont envahies par 10 bombes.

La gare du P.S. 30, ex éléments de bicyclette, est fortement dégradée.

Doit être démolie, puis réédifiée.

6 panneaux de 2<sup>m</sup> x 3<sup>m</sup> détruits (cloisons)

Neant

C<sup>re</sup> 9

Outillage mis à l'abri.

C<sup>re</sup> 9

## IV. VOIES.

Amiens - Rouen

km. 92<sup>re</sup> - voie gauche ripée de 5<sup>m</sup> sur 4<sup>m</sup> ;  
voie droite ripée de 15<sup>m</sup> sur 6<sup>m</sup> et soufflée de 10<sup>m</sup>.

km. 93<sup>re</sup> - voie gauche ripée de 10<sup>m</sup> sur 4<sup>m</sup> ;  
voie droite ripée de 9<sup>m</sup>.

Réparations terminées vers 20<sup>h</sup> 30 pour la v.g.

C<sup>re</sup> 9

102.024

Buchy - Clères - km. 90<sup>re</sup>

Voie gauche et droite ripées de 10<sup>m</sup>.

Voie droite soufflée de 10<sup>m</sup> sur 6<sup>m</sup>.

id<sup>em</sup>

C<sup>re</sup> 9

102.024

## V. SIGNAUX.

Amiens - Rouen - transmissions simulées de disque à distance et de la parole s.c.m. v.g. recourants de terre au km 92<sup>re</sup>.

Buchy - Clères - transmissions simulées de disque à distance v.g. temps au km 90<sup>re</sup>.

Neant

C<sup>re</sup> 9

102.024

## VI. LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES & TÉLÉPHONIQUES.

Lignes S.M.C.F. et P.T.T. : tous les fils coupés au point des 3 points de chute.

92<sup>re</sup> - 93<sup>re</sup> Amiens Rouen : 17 fils.

90<sup>re</sup> - Buchy - Clères : 9 fils.

Réparation en cours

C<sup>re</sup> 9

102.024



Constatations effectuées

Réparations provisoires  
effectuées à la date du  
constat.

Observations

V. OUTILLAGE.

La lanterne à main à acétylène  
(3 foyers) et le bidon à carbure de  
calcium sont disparus.

Réant

C<sup>te</sup> 9

102.024

Importance approximative des dégâts = 350.000 <sup>frs</sup>

Compte R. G. B. : 102.024 art. 16 = 67.000

art. 18 = 1.000

art. 19 = 5.000

art. 22 = 7.000

art. 23 = 270.000

Buckley le 14. 1. 1914  
Le chef de district.

*[Signature]*



RM/Dg

AMIENS, le

8 Janvier 1944

VB.N! v02

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 25 Janvier 1944 de.....  
... M. R. B. Chef de service à Terguigny .....  
et relatent un incident survenu  
le 24 Janvier 1944 .....  
à ..... 16 heures 30 .....  
en gare de .....  
au km. 83900 ..... de la ligne  
de Amiens ... à Rosny.....

(Bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

*20/12*  
*21/12*

2ème Arrondissement  
-----  
253ème District

Modèle B

Installations endommagées par faits de guerre. Constat  
effectué le 25 Janvier 1944 suite à l'attaque aérienne du 24/1/44  
faisant l'objet du rapport spécial du 25/1/44 de M. KOLB Chef de  
District à Serqueux.

-----  
Ligne A M I E N S - R O U E N Kil. 83.900

Constatations effectuées	Réparations provisoires : effectuées à la date : du constat :	Observations
A - <u>Voies principales</u> 72 ml. rails 45 k <sup>2</sup> à remplacer - 30 traverses 250 ml. de voie à niveler et à épurer. 20 ml. piste bouleversés 50 m3 de terre à reprendre.	Réparations effectuées par les cantonniers et l'Entreprise	R.G.B. 102.014 Importance approximative 25.000 frs
E - <u>Installations S.E.S.</u> <u>Téléphone</u> nappe de 20 fils détruite sur 60 ml. 30 isolateurs brisés <u>Signalisation</u> - Fils sémaphoriques V.G. et fils d'avertissement V.G. coupés.	Remise en état provisoire 10%	R.G.B. 102.014 Importance approximative 8.000 frs
autres rubriques "NEANT"		

Serqueux, le 25/1/44

Le Chef de District  
"KOLB"



RM/Dg

AMIENS, le 22/2/44

VB.N. v02

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 15. Janv. 1944. du Chef.....  
...de district de...Bauchy.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 13. Janv. 1944.....  
à .....16 heures.....  
en gare de.....  
aux km. 92.460 + 93.580 de la ligne  
de Amiens... à Douai.....

(Bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*M. M. M.*

2/2  
m. M. 2


*In Focke*



258<sup>m</sup> District de BuehyAffectation : indemnités de fait de guerre

Comtat effectuée le 15 Février 1944 à la suite de l'incident  
 faisant l'objet du rapport spécial du 15 <sup>février</sup> 1944.

Bombardement aérien le 13 Février 1944 sur 16<sup>h</sup> de la  
 ligne Clemens. Mouen aux Km 92<sup>450</sup> et 93<sup>650</sup>

Constatactions effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du comtat.	Observations
<p><u>1<sup>re</sup>) Terrassement</u></p> <p>a) Km 92<sup>450</sup>. Plateforme et piste bouchées          sur 2 trous de bombe de 8 mètres de          diamètre environ - sur 60 mètres          Talus gauche partiellement éboulé - 30m<sup>3</sup>          de terre à retirer.          Éboulement d'eau en bas de 20 sous VB de terre - sur 50m.</p> <p>b) Km 93<sup>650</sup> - Piste côté gauche bouchée          sur 20 mètres par un trou de bombe de          8 mètres de diamètre.          Talus de remblai côté gauche à combler -          2 m<sup>3</sup> de terre environ à retirer de la voie</p>	<p>Réfection de la plateforme.</p> <p>Travaux d'ajustage des rails          et de la piste - (30 m<sup>3</sup>).</p> <p>Travaux relatifs à la voie</p>	<p>Catégorie A</p> <p>102024</p>
<p><u>2<sup>de</sup>) Voies.</u></p> <p>a) Km 92<sup>450</sup>. Voie gauche détruite entier-          rement sur 2 longueurs de 18 mètres.          Voie droite soufflée sur 100 mètres</p> <p>b) Km 93<sup>650</sup> Voie gauche légèrement          soufflée sur 50 mètres.</p>	<p>Voie rétablir.</p>	<p>Catégorie A</p> <p>102024</p>
<p><u>3<sup>de</sup>) Signalisation</u></p> <p>Éclairement lumineux du disque à          distance et de la palette Voie gauche du P.S.          32 mètres.</p>		<p>Catégorie A</p> <p>102024</p>

200 mètres de fil à remplacer  
10 piquets à remplacer

Hiéant

Catégorie A  
-102024

4) Lignes télégraphiques et télé-  
-phoniques.

4 Km 32<sup>480</sup>. Ligne S.N.C.F. (19 fils)  
Tous les fils sont coupés sur 600 mètres  
(300 mètres de part et d'autre).

Circuits omnibus -  
permanents et réguliers  
rétablis.

Catégorie A  
-102024

4 Km 33<sup>680</sup>. Ligne S.N.C.F. (19 fils).  
Tous les fils sont coupés sur 600 mètres  
(300 mètres de part et d'autre).  
1 poteau support de 8 mètres bois.

5) Logements.

M.G. du P.M. 36.  
Vitres détruites à 8 %  
Plafonds détruits à 5 %  
nombreuses fissures dans les murs.

Hiéant

Catégorie A  
-102024

Importance approximative des dégâts : -130.000<sup>f.</sup>

Compte R.G.B - 102024 -

art 16 :	-118.000 <sup>f.</sup>
art 18 :	800 <sup>f.</sup>
art 19 :	6.200 <sup>f.</sup>
art 23 :	5.000 <sup>f.</sup>

Bucy, le 15 Février 1946  
Le Chef de District

*Regnier*

251<sup>re</sup> District de Buchy

Installations endommagées par faits de guerre.

Constat effectué le 17 Février 1946 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 17 Février 1946 -

Bombardement aérien du 15 Février 1944 sur 16<sup>30</sup> de la ligne Amiens - Rouen sur Km 53<sup>100</sup>



Constatations effectuées.	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<p>1<sup>re</sup> <u>Emménagement.</u>  Platiformes et pistes bousillées par 2 tonnes de bombes de 8 mètres de diamètre - environ sur 40 mètres.  Talus de remblais côté droit et gauche à combler.  100 m<sup>3</sup> de terre environ à <del>apporter</del> combler.</p>	<p>platiformes et pistes remis en état</p> <p>20 m<sup>3</sup> de terre amenée</p>	<p>Catégorie A</p> <p>102024</p>
<p>2<sup>de</sup> <u>Signaux</u>  Grande aile Voie Gauche de P.S. 32 détruite.  Transmission funiculaire de la palette Sem. V.D. de P.S. 32 détruite sur 50 mètres.  50 m de fil à remplacer  5 points à remplacer.</p>	<p>Heurt</p>	<p>Catégorie A</p> <p>102024</p>
<p>3<sup>de</sup> <u>Lignes télégraphiques et téléphoniques.</u>  Ligne S.N.C.F. (17 fils) coupés sur 80 mètres à reprendre sur 400 mètres.  70 isolateurs cassés.</p>	<p>Circuits ombrés - pannes et réglés.  lignes rétablies</p>	<p>Catégorie A</p> <p>102024</p>
<p>4<sup>de</sup> <u>Bâtiments</u>  Vestibule de la gare de gauche de P.S. 32 détruit à 100 %.</p>	<p>Heurt</p>	<p>Catégorie A</p> <p>102024</p>

Importance approximative des dégâts = 80.000 F.

P.S. 102024 - art 18 : 72.500 F  
 art 19 : 1.000 F  
 art 19 : 6.000 F  
 art 22 : 500 F

( Le Chef de District )

*[Signature]*



RM/Dg

AMIENS, le

21/2/44

VB.N. v82

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 1.7.2/44 au sujet...  
de Buchy.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 15. Février 1944.....  
à ..... 16 heures 30.....  
en gare de 3.12.....  
au km. 9.3..... de la ligne  
de Amiens... à Rouen.....

(Bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

M. L.

7

2/12  
11.11.44

h. Pocken

RM/Dg

AMIENS, le

9/4/44

VB.N. n°2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du ... 3 Mars 1944 .....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le ... 2 Mars 1944 .....  
à ... 17 heures 30 .....  
en gare de ... 580 .....  
au km. ... 92 ..... de la ligne  
de ... Amiens ... à ... Roubaix .....

( Bombardement aérien )

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

13/5  
20/4/44

M. Focken

# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 3 Mars 1944 à la suite des incidents faisant l'objet du rapport spécial du 3-3-44.

Bombardement aérien du 2/3/44 vers 17.30 de la ligne Amiens - Rouen Km 92<sup>580</sup>

Constatactions effectuées	Reparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<p>I. - <u>Terrassements</u> :</p> <p>Km 92<sup>580</sup>. Talus gauche éboulé. V.P. droite et gauche ainsi que la piste gauche recouvertes d'environ 5<sup>m</sup> de terre.</p>	<p>Dégagement des deux V.P.</p>	<p>C<sup>o</sup> A 102024</p>
<p>II. - <u>Voies</u></p> <p>Voie gauche ripée de 5 cm sur 20<sup>m</sup>. Rail avant couché en travers des 2 voies.</p>	<p>Durage de la V.G. Rail déjagé</p>	<p>C<sup>o</sup> A 102024</p>
<p>III. - <u>Lignes téléphoniques et télégraphiques</u></p> <p>Km. 92<sup>700</sup>. un poteau support de 8<sup>m</sup> cassé 2 fils coupés - ligne à reprendre sur 300<sup>m</sup></p> <p>Km 92<sup>580</sup>. 19 fils coupés sur 30<sup>m</sup> ligne à reprendre sur 400<sup>m</sup></p>	<p>circuit télépho- nique rétabli</p> <p>circuit ornatus et régulation rétabli</p>	<p>C<sup>o</sup> A 102024</p>



Importance approximative des dégâts = 5.000<sup>+</sup>

Compte R.G.D 102024

art 16 = 1.500<sup>+</sup>

art 19 : 3.500<sup>fr</sup>

Bucky, le 3 Mars 1844

Le Chef de District,

*[Signature]*

RM/Dg

AMIENS, le 9/3/44

VB.N. v°2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 28/2/44.....  
.....  
et relatent un incident survenu  
le 25. Janvier 1944.....  
à ..... 17 heures 49.....  
en gare de 93.....  
ou km ..... de la ligne  
de Cernus à Rouen.....

( Bombardement )

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

13/3  
m.m.


*[Signature]*  
in Foches

District de Buchy

Installations endommagéespar faits de guerre.

Constat effectué le 28-2-1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 28-2-1944.

Bombardement aérien le 25-2-1944 vers 17<sup>h</sup>40 de la ligne Amiens-Rouen. au km 93.

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations.
1 <sup>o</sup> ) Terrassements		
<p>Plateforme et piste bouleversées sur 70<sup>m</sup> par 6 trous de bombes, de 8<sup>m</sup> de diamètre environ. Le P.N. 35, côté gauche, est partiellement détruit par l'une des bombes. soit environ 130<sup>m</sup> de terre à retirer.</p> <p>Écoulement d'eau en buse de 0,20 sous la piste gauche, détérioré sur 85<sup>m</sup>.</p>	Néant	C <sup>ie</sup> A. 102.024.
2 <sup>o</sup> ) Voies		
<p>V.II. et V.G. détruites ou fortement soufflées et réparées sur 70<sup>m</sup>.</p>		



16 rails de 18<sup>m</sup> à remplacer et  
60 traverses.

Le passage à niveau gauche est  
détruit et le droit avarié. (rail à  
jorge de 18<sup>m</sup>.)

### 3°) Guérites

La guérite du P.S. 32 est dislo-  
quée. Guérite de 4x2, en éléments  
de B.A. Les menuiseries sont hors  
d'usage. La reconstruction ne pourra  
constituer qu'un abri provisoire.

L'abri de cantonniers, km 93,<sup>020</sup>  
côté droit, 2<sup>m</sup> x 2<sup>m</sup> en briques, est  
détruit complètement.

### 4°.) Signaux.

Les transmissions fusiculaires  
du disque à distance et de la palette.  
SEM., V.G, du P.S. 32, sont détruites  
sur 80<sup>m</sup>, dont la traversée en cam-  
veau du P.N. 35.

### 5°) Lignes télégraphiques & téléphoniques

Ligne S.N.C.F. 19 fils et P.T.T  
cousus sur 120<sup>m</sup>.

héant.

Cie A  
102.024.

héant

Cie A.  
102.024.

héant.

Cie A  
102.024.

4 reprendre de part et  
d'autre sur 300 m

8°: Outillage

2 lanternes à main à acéty-  
lène (3 feux), 1 réveil, 10 pelles,  
7 pioches, 2 montures de scie à  
main sont détruits ou disparus.

4°: P.N. et Clotures.

Barrière gauche oscillante hors  
d'usage (lisse et filet)

50 m de cloture en B.A hors  
service et 150 m de clotures en fil  
corde avec poteaux en B.A. sont détruits

Circuits omnibus  
semi-direct, régulation  
et permanence établis  
à 15° provisoirement. C<sup>ie</sup> A  
102.024

héant

C<sup>ie</sup> A

102.024

héant.

C<sup>ie</sup> A

102.024.

Importance approximative des dégâts : 400.000<sup>f</sup>

Compte R.G.B. 102.024 art. 16

340.000<sup>f</sup>

18

7.000<sup>f</sup>

19

35.000<sup>f</sup>

22

15.000<sup>f</sup>

25

3.000<sup>f</sup>

Le Chef de district,

*[Signature]*

RM/Dg

ALIENS, le 21 Avril 1944

VB.N. ve2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au ~~R.S.~~ <sup>V.184</sup> du 15 Avril 1944 du District  
de Bouchy.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 14 Avril 1944.....  
à ..... 11 heures 45.....  
en gare de .....  
au km. 93 800..... de la ligne  
de Amiens à Royen.....  
(Mitrailage du tram 8041-

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Stump

3/4  
mm


M. Tocken



251<sup>r</sup> District de Buchy.Installations endommagées par faits de guerre.

Constat effectué le 14 Avril 1944 à la suite de l'incident  
faisant l'objet du rapport V.1647 du 15-4-1944.

Mitrailage aérien du 14-4-1944 vers 11<sup>h</sup>45<sup>m</sup> de la machine  
040 TA 50 du dépôt de Serqueux remorquant le T.M. 6041.  
Km 93<sup>800</sup>

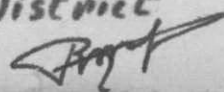
Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat.	Observations
<u>Lignes téléphoniques et télégraphiques:</u>		
Kil: 93 <sup>800</sup> : 10 fils télépho- niques coupés sur 50 mètres. 1 fil de sémaphore coupé.	Circuits séma- phorique et téléphonique rétablis.	C <sup>ie</sup> A. 102.024. 

Importance approximative des dégâts: 500<sup>Frs</sup>

Compte RGB 102.024 art. 18 100  
art 19 400

Buchy le 14 Avril 1944

Le Chef de District



RM/Dg

AMIENS, le 9/4/44

VB.N. v82

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constet B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constet modèle B, établi suite  
au R.S. du 4/3/44.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 28. Terres 1944.....  
à ..... 13 heures 10.....  
en gare de .....  
au km. 92 620 et 92 800 de la ligne  
de Comus à Roubaix.....

(Bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

*[Signature]*

12/5  
1944

*[Signature]*

28-2-44  
Etat de Buchy.

Module B

Installations endommagées par fait de guerre.

Etat effectif: le 28 février 1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 4.3.1944.

Embarquement aérien du 28.2.1944 vers 18h10 de la ligne Pénins. N° 92 500 à 92 800.

Constatations effectuées.	Réparations prévues effectuées à la date du constat	Observations.
<p><u>I. TERRASSEMENTS.</u></p> <p>Plats-bords et plots profondément bouleversés par 3 bombes au kg. 92<sup>500</sup> et 2 bombes au kg. 92<sup>800</sup> (endommagé de 8" de diamètre). Ecroulés gauche et milieu de 9" de hauteur est bloqué au kg. 92<sup>800</sup>. 200 m<sup>2</sup> de terre sont à retirer de la plateforme.</p> <p><u>A. maison de garos.</u></p> <p>Maison de garde du P.N. 34, kg. 92<sup>800</sup>. 202 des débris à remplacer. 152 des toiles de la toiture sont brisées et arrachées.</p> <p><u>B. VOIES.</u></p> <p>kg. 92<sup>500</sup>. V.G.: 5 bennes de 18" détruites V.D.: 4 bennes de 18" à remplacer</p> <p>kg. 92<sup>800</sup>. V.G.: 3 bennes de 18" hors d'usage V.D.: 1 benne de 0740 et 1 benne de 18" au 92<sup>800</sup>.</p> <p>202 des traverses correspondantes sont à remplacer.</p> <p><u>C. SIGNAUX.</u></p> <p>202. Transmissions jumelées du dialogue à distance et de la palette sem. V.G. du 22.32 sont détruites sur 100 mètres.</p>	<p>Neant</p> <p>Neant</p> <p>Neant</p> <p>Neant</p>	<p>C<sup>o</sup> 9 102.024</p> <p>C<sup>o</sup> 9 102.024</p> <p>C<sup>o</sup> 9 102.024</p> <p>C<sup>o</sup> 9 102.024</p>





Constatations effectuées.

Réparations provisoires  
effectuées à la date du  
compt.

Observations.

N. LIGNES TÉLÉPHONIQUES ET TÉLÉGRAPHIQUES

Les lignes S.N.C.F. (N. fils) et P.T.T. sont  
coupées sur 4 points au droit des points de  
chute et sont à reprendre du kg 91<sup>er</sup> au kg. 93.  
Un support de 12<sup>m</sup> et 2 supports de 8<sup>m</sup>  
sont à remplacer aux abords du kg. 92<sup>es</sup>

Neant

c<sup>o</sup>. 9  
102.024

Importance approximative des dégâts : 350.000 francs.

Compte P.G.B. 102.024 : art. 16 : 800.000<sup>fr</sup>

art. 18 : 6.000<sup>fr</sup>

art. 19 : 40.000<sup>fr</sup>

art. 23 : 4.000<sup>fr</sup>

Buchy le 28.2.1944  
le Chef de district,



RM/Dg

AMIENS, le 31 Mars 1944



VB.N. v82

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

L.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 27. Mars. 1944. du District.  
... de Bouchoy. ....  
et relatant un incident survenu  
le 26. Mars. 1944. ....  
à 15. heures. 15. ....  
en gare de 150. ....  
ou km. 95. 150. de la ligne  
de Amiens... à Reuilly. ....

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

11/4  
11.47

H. Tocken

251<sup>e</sup> District de Buchy

# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 25.3.1944 à la suite de l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial du 27.3.1944.  
Bombardement aérien le 25.3.1944 vers 15<sup>h</sup>15 de la ligne  
Amiens Rouen au km 95<sup>15</sup>.

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat.	Observations
<p>1°) <u>Terrassements</u> :</p> <p>Plateforme bouleversée au droit de la V.D par une bombe. 30 m<sup>3</sup> de terre et ballast à déplacer.</p>	20% environ	Compte R.G.B. 102.024 C.A.A.
<p>2°) <u>Voies</u> :</p> <p>V.G. recouverte sur 20 mètres par 7 à 8 m<sup>3</sup> de terre, ripée de 0<sup>m</sup>40 sur 30 m. 4 rails 45 kg 18 m faussés.</p> <p>V.D. soufflée de 0<sup>m</sup>40 sur 40 m et ripée de 1<sup>m</sup>20 4 rails 46 kg S.33 18 m. à changer</p>	<p>Réparations effectuées R.G.B. 102.024 C.A.A.</p> <p>En cours.</p>	
<p>3°) <u>Lignes téléphoniques</u> :</p> <p>La ligne S.N.C.F. (19 fils) a 10 fils détruits sur 3 portées et est à reprendre sur 200 m de part et d'autre.</p> <p>La ligne P.T.T. est détuite sur une portée.</p>	En cours.	

Importance approximative des dégâts : 20.000 frs.

Compte R.G.B. 102.024 art. 16 : 26.000 frs.

art. 19 : 4.000 frs.

Le Chef de District

*[Signature]*



## Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 13 Mai 1944 à la suite de l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial du 14.5.1944.

Bombardement aérien le 13 Mai 1944 à 15<sup>h</sup> des lignes

Amiens - Rouen : km 89<sup>675</sup>

Buchy - Cleres : km 92<sup>100</sup> - 105<sup>400</sup>

Constatations effectuées	Réparations faites à la date du constat	Observations
1°) <u>Gérassements</u> :		
Amiens - Rouen : km 89 <sup>675</sup> : Plateforme bouleversée au droit de la V.E. et de l'impasse par un entonnoir de 10 <sup>m</sup> de diam. et 3 <sup>m</sup> de profondeur.	en cours	R.E.B. 102.024 Cie A
Buchy - Cleres : 92 <sup>100</sup> : Plateforme en remblai de 3 <sup>m</sup> , creusée sous la V.D. et l'entree d'iron 15 m <sup>3</sup> 105 <sup>400</sup> : 10 m <sup>3</sup> de tene à retirer de la V.D.	en cours	- id -
2°) <u>Voies</u> :		
Amiens - Rouen 89 <sup>675</sup> : V.E. soufflée de 0 <sup>m</sup> <sub>30</sub> et ripée de 0 <sup>m</sup> <sub>50</sub> sur une longueur - 3 rails 46 kgs S.33 standard à remplacer ainsi que 15 traverses	en cours	- d -
V.D. ripée de 0 <sup>m</sup> <sub>30</sub> recouverte de 5 m <sup>3</sup> de tene	en cours	- id -
Impasse côté gauche : détruite sur 50 <sup>m</sup> (rails 45 kgs) 50% des traverses à remplacer.	néant	- id -
Buchy - Cleres : 92 <sup>100</sup> - 105 <sup>400</sup> Pas d'avarie		
3°) <u>Lignes téléphoniques</u>		
La ligne S.N.C.F. (19 fils) est détruite sur 3 portées et à reprendre sur 200 m. de part et d'autre.	omnibus rétabli	- id -

Importance approximative des dégâts : 65.000 <sup>Frs</sup>

Compte R.E.B. 102.024 art. 16 60.000 <sup>F</sup>  
- d - art 19 5.000 <sup>F</sup>

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
Chef du Service V.B.  
Paris



Buchy le 13 Mai 1944,  
Le Chef de District,

*[Signature]*



Buchy le 14.5.1944

# Rapport spécial de Monsieur Wagon attaché, chargé du District de Buchy

Date: 13 Mai 1944 à 15<sup>h</sup>.  
Lieu: Ligne Amiens. Rouen sortie vers Rouen de la gare de Buchy: Km 89<sup>675</sup>  
Ligne Buchy. Clères (1) entre la gare de Buchy et la station de Cîtelet Km 92<sup>100</sup>  
(2) entre les bifurcations du Bier et d'Étainprieux Km 105<sup>400</sup>  
Nature: Bombardement aérien des voies principales.  
Circonstances: Une dizaine de bombardiers légers ont lâché quelques grosses bombes  
(250 kgs environ) à proximité du Km 89<sup>675</sup> Amiens. Rouen, 92<sup>100</sup> 105<sup>400</sup>  
Buchy. Clères - Deux bombes ont atteint les voies principales.  
Conséquences: Accident de personne: néant  
Dégâts aux installations V.B.  
Amiens. Rouen: Km 89<sup>675</sup>: une bombe tombée sur la piste gauche. La V.E.  
est soufflée de 0,70 et ripée de 0,50 sur une longueur = 3 rails 46 kg S33  
à remplacer et 15 traverses. La V.D. est ripée de 0,30 m. et recouverte de  
5 m<sup>3</sup> de terre. La plateforme est détruite sur 10 m au droit de la V.E.  
La voie en impasse côté gauche est détruite sur 50 m.  
Buchy. Clères: Km 92<sup>100</sup> La plateforme est en remblai de 3 m. Une bombe  
est tombée dans le remblai côté droit démolissant la plateforme  
sous les 2 voies principales. 15 m<sup>3</sup> à remblayer: les 3/4 sous la V.D.  
Km 105<sup>400</sup>: Une bombe tombée dans le talus côté droit a recouvert la  
V.D. de 10 m<sup>3</sup> de terre.  
La ligne téléphonique S.N.C.F. (19 fils) est détruite sur 3 portées et à re-  
prendre sur 200 m de part et d'autre du Km 89<sup>675</sup> Amiens. Rouen.  
Mesures prises: Reconnaissance des voies et interruption de la circulation entre  
Buchy. Margny et Buchy. Clères.  
Avis à tous les fonctionnaires intéressés par dépêche de la gare de Buchy  
Rétablissement du circuit omnibus à 19<sup>h</sup>.  
Remise en état des voies entreprises à 18<sup>h</sup> avec 5 hommes puis à 21<sup>h</sup> avec  
25 hommes.  
Les voies principales droite et gauche Amiens. Rouen ont été rendues à la  
circulation le 14 à 4<sup>h</sup> du matin ainsi que la V.E. Buchy. Clères.  
La remise en état de la V.D. Buchy. Clères qui était déjà détruite par les bom-  
bardements des 10 et 12 mai a nécessité le chargement à Buchy et le trans-  
port de terre, machinerie et matériel de voie. Cette voie a été rendue à la  
circulation le 17 à 5<sup>h</sup> du matin.

Importance approximative des dégâts:

65.000 <sup>Frs</sup>

Monsieur l'Ingénieur en Chef  
du Service V.B.

Paris

Buchy le 14.5.1944

Le Chef de District

*[Signature]*

RM/Dg

AMIENS, le 7 juin 1944.

No 29

VB.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 14 Mai 1944 de chef de  
Distant de Buchy

et relatant un incident survenu  
le 13 Mai 1944  
à 15 heures

en gare de  
au km 89 675 Amiens - Rouen de la ligne  
le 23/05/40 Buchy - Rouen

Amiens  
Buchy c'est -

(Bombardement aérien)  
L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Amiens

15/2

11.02

Dijon Note  
Jumble - Tho  
un double.



## Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 13 Mai 1944 à la suite de l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial du 14.5.1944.

Bombardement aérien le 13 Mai 1944 à 15<sup>h</sup> des lignes

Amiens-Rouen : km 89 675

Buchy-Cleres : km 92 100 - 105 400

## Constatations effectuées

Réparations  
faites à la  
date du constat

Observations

## 1°) Gares :

Amiens-Rouen : km 89 675 : Plateforme bouleversée au droit  
de la V.B. et de l'impasse par un entonnoir de 10<sup>m</sup> de diam.  
et 3<sup>m</sup> de profondeur.

Buchy-Cleres : 92 100 : Plateforme en remblai de 3<sup>m</sup>, creusée  
sous la V.D. et l'entrevue d'environ 15 m<sup>3</sup>  
105 400 : 10 m<sup>3</sup> de terre à retirer de la V.D.

## 2°) Voies :

Amiens-Rouen 89 675 : V.B. soufflée de 0<sup>m</sup> 70 et ripée de  
0<sup>m</sup> 50 sur une longueur - 3 rails 46 kgs S.33 standard à  
remplacer ainsi que 15 traverses

V.D. ripée de 0<sup>m</sup> 30 recouverte de 5 m<sup>3</sup> de terre

Impasse côté gauche : détruite sur 50<sup>m</sup> (rails 45 kgs) 50% des  
traverses à remplacer.

Buchy-Cleres : 92 100 - 105 400 Pas d'avarie

## 3°) Lignes téléphoniques

La ligne S.N.C.F. (19 fils) est détruite sur 3 portées et  
à reprendre sur 200 m. de part et d'autre.

Importance approximative des dégâts :

65.000 <sup>Frs</sup>

Compte R.E.B. 102.024 art. 16  
-d- art 19

60.000 <sup>F</sup>  
5.000 <sup>F</sup>

Maurice l'Ingénieur en chef  
du Service V.B.

Paris

Buchy le 13 Mai 1944,  
Le Chef de District,



*[Signature]*

# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 8 Juin 1944 à la suite de l'incident  
 faisant l'objet du rapport spécial du 9 Juin 1944  
 Mitrillage du train ouvrier H.D. 141104. Rn 94<sup>65</sup>  
 Bombardement aérien des V.P. au km 100<sup>65</sup> le 8 Juin 1944 à  
 5<sup>h</sup> 30 et 8<sup>h</sup> 45

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Observations
1°) <u>Obstacles</u> : Au km 100 <sup>65</sup> la plateforme est bouleversée par une bombe ayant creusé un trou de 6 <sup>m</sup> de diamètre et de 2 <sup>m</sup> 50 de profondeur. 20 <sup>m</sup> 30 de terre à déplacer Voie gauche à refaire sur 40 <sup>m</sup> Voie droite à refaire sur 60 <sup>m</sup>	en cours	RSB 102.024 C <sup>ie</sup> A
2°) <u>Voies</u> : Au km 100 <sup>65</sup> : 2 longueurs rails 18 <sup>m</sup> 46 <sup>N</sup> S 33 sur 30 traverses et 3 longueurs rails 12 <sup>m</sup> 46 <sup>N</sup> S 12 sur 16 traverses à remplacer. Voies à refaire sur 50 <sup>m</sup> de part et d'autre.	en cours	RSB 102.024 C <sup>ie</sup> A
3°) <u>Lignes Téléphoniques</u> Au 100 <sup>65</sup> 14 fils détruits sur 1 portée Au 94 86 8 fils coupés sur 1 portée à reprendre dans les 2 cas sur 300 <sup>m</sup> de part et d'autre.	en cours	RSB 102.024 C <sup>ie</sup> A.

Importance approximative des dégâts: 50.000 Frs.

Compte RSB 102.024 art 16 45.000  
 art 19 5.000.

Buchy le 8 Juin 1944,  
 Le Chef de District,

*[Signature]*

E.R./Dg

AMIENS, le 28 Juni 1944

VB.N. ve2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 9. Juni 1944 du chef de  
Antenne de Buchay.....

et relatant un incident survenu le

à 6 heures 30 et 55.....

en gare de 100 5/10 x 94 680.....

en km 100 5/10 x 94 680 de la ligne

de Amiens à Reims.....

(bombardement et mitraillage)

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

Amiens

4/6  
10.00



E.R./Dg

AMIENS, le 28 Juin 44

VB.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat B.

-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 9. Juin. 1944 Le chef de  
District de Beauvais  
.....  
et relatant un incident survenu le  
2. Juin. 44  
à 2. heures 02  
en gare de Beauvais  
en km ..... de la ligne  
de Amiens à Rouen  
(Bombardement à l'artillerie)

-1-

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,  
Amiens

4/6  
21/44

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué à la suite de l'incident faisant l'objet  
du rapport spécial du 9 Juin 1944.

Bombardement de la gare de Marquise le 2 Juin 1944 à 20 h 10

Mitrailage d'un train-parc

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Observations.
1°) <u>Genarrement</u> :		
Genarrement pour remblai de 4 trous de torpille soit : 50 m <sup>2</sup> . Drenage du talus et ensauvement des parties détruites	néant	R.E.B. 102.024 Cie A
2°) <u>Télécommunications</u> :		
Fourniture et pose de 600 m fil de bronze 25/10 Réglage des fils de part et d'autre sur 300 m. Remplacement complet d'un poteau d'entrée de poste	50 %	- d'o
Importance approximative des dégâts :	9.000	
Compte R.E.B. 102.024 art 16 art 19	2.000 7.000	

Buichy le 2 Juin 1944  
Le Chef de District,

*[Signature]*

E.R./Dg

AMIENS, le 20 juillet 1944

VB.N. ve2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 10. juillet 44. du chef.  
de District de Bouchy.

et relatant un incident survenu le

à 9. juillet 1944.  
17 heures 30.

en gare de

en km 102.200 de la ligne  
de Amiens à Rouen

(acte de sabotage par explosif)

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondt,

R. Auv

25/2  
1944



# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 9.7.1944 à la suite de l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial du 10-7-1944.  
Acte de sabotage du 9.7.1944. à 17h30 -  
Ligne Amiens. Rouen : km 102<sup>20</sup>.

A.

Constatations effectuées	Réparations faites à la date du constat.	Observations
<p>1°) Voies:</p> <p>1 rail 46 kg S. 12 de 17<sup>m30</sup> 1 rail 46 kg S. 12 de 12<sup>m</sup> } à remplacer 1 traverse élève 1<sup>re</sup> série</p>	en cours	R.G.B. 102.024 C <sup>ie</sup> A

Compte R.G.B. 102.024 art 16 : 6.000 <sup>F.</sup>  
Importance approximative des dégâts : 6.000 <sup>F.</sup>

Buchy le 9.7.1944  
Le Chef de District,

*[Signature]*

AMIENS, le 11-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. v22

D.G.

Constat B

-I-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au

R.S. du 3<sup>e</sup> Jour 1944 de

: Mr Wagon chef de District à Bucy  
et relatant un incident survenu le

: 2.8.44 vers 18<sup>h</sup>30

En gare de  
au km. 97<sup>45</sup> et 103<sup>45</sup> de la ligne  
d'Amiens à Rouen

[Mitrailles des Fran<sup>ais</sup> 4452 et 4377]

L'Ingénieur de la voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrond<sup>t</sup>

14/10

14/10

14/10

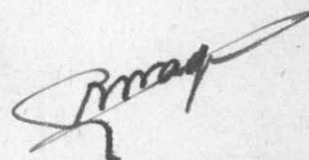
Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 3-8-1944 à la suite de l'incident  
 faisant l'objet du rapport spécial du 3-8-1944.  
 Mitrillage des trains 4452 et 4377 le 3-8-1944 vers 18<sup>h</sup>30  
 Ligne Amiens-Rouen km 97<sup>75</sup> et 103<sup>45</sup>

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Observations
Km 97 <sup>75</sup> : 16 fils S.M.C.F. détruits sur 400 <sup>m</sup> et à reprendre sur 300 m. de part et d'autre Km 103 <sup>45</sup> : 1 fil S.M.C.F. détruit sur deux portées.	fil omnibus en cours	R.G.B. 102.024 Cie A

Importance approximative des dégâts : 5.000 F  
 Compte R.G.B. 102.024 art 19 : 5.000 F

Le 3-8-1944  
 Le Chef de district,





AMIENS, le 18-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

VB.N. v22

-----  
D.G.-

Constat B  
-----

-I-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 11 août 1944

de M. Wagon ~~Officier du Train~~ de Bucy  
et relatant un incident survenu le  
10 août 1944 vers 2<sup>h</sup>40

en gare de  
au km. 104<sup>200</sup>

d'Amiens à Reuven.

Loigne

(Bombardement et mitraillage aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondt,

24/10  
10/12  
Nilly  
ab

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 10-8-1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 11-8-1944.

Bombardement et mitraillage aériens le 10-8-1944 vers 2<sup>h</sup>40  
Ligne Omicron. Rouen entre les stations de Morgny et Breaux. km 104<sup>200</sup>

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Observations
<u>1<sup>o</sup>) Signalisation</u> palette S.E.M. V.D. km 104 <sup>265</sup> au montant du mât coupé.	rien	R.G.B. 102.024 C <sup>u</sup> 7
<u>2<sup>o</sup>) Fils téléphoniques :</u> 3 fils S.M.C.F. coupés	fil omnibus en cours	- de

Importance approximative des dégâts: 3.000 F.  
 Compte R.G.B. 102.024 art 18 2.500  
 art 19 500

Buchy le 10-8-1944  
 Le chef de district,

*Erray*

AMIENS, le 18 Septembre 1944

VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 21-8-44 - de M. Wagon, chef de  
district à Buefy

et relatant un incident survenu le

-1-

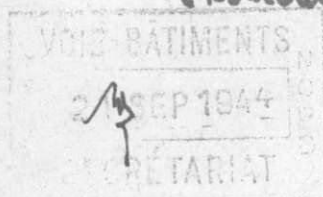
à 18 heures 30

en gare de

en km, 95.54, 95.01, 91.81, 95.57

de Amiens à Reuven

(Bombardement aérien du 18-8-44)



L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2° Arrondt.

*Wagon*

*21/0  
m.m.*



# Installations endommagées par faits de guerre

92  
Constat effectué le 18-8-44, à la suite de l'incident  
faisant l'objet du rapport spécial du 21-8-1944.  
Bombardement aérien le 18-8-1944 à 18<sup>h</sup>30 de la  
ligne Amiens Rouen, entre la gare de Buchy et la station de  
Longueue, aux km 95<sup>34</sup>, 95<sup>08</sup>, 91<sup>38</sup>, 90<sup>57</sup>.

Constatactions	Reparations effectuées à la date du constat	Observations
1°) Terrassements		
Plateforme et piste bouleversées:		R.G.B. 102.024
au km 95 <sup>34</sup> = sur 10 ml côté G	en cours	Cie A
95 <sup>08</sup> : sur 20 m côté D	15 %	
91 <sup>38</sup> : sur 20 m côté G.		
90 <sup>57</sup> : sur 20 m côté D		
2°) Voies:		
144 ml de voie 46 kgs détruite		R.G.B. 102.024
84 ml de voie 45 kgs détruite	rien	Cie A
voie soufflée sur 150 ml.		
3°) Lignes téléphoniques:		
Fils téléphoniques détruits au droit de chaque point de chute (soit sur une longueur totale de 200 m) et à reprendre sur 300 m de part et d'autre de chaque point de chute	fil omni bus en cours	R.G.B. 102.024 Cie A
4°) Logements		
M.G. du P.N. 34 avérée à 15% (couverture - pignons cloison intérieure).	rien	R.G.B. 102.024 Cie B.

Importance approximative des dégâts:

Compte R.G.B. 102.024 art 16  
19  
23

75.000 F

50.000

5.000

20.000

Buchy, le 18-8-44  
Le Chef de district,

*[Signature]*

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 5 Août 1942 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport du 3 Août 1942.  
Attaques aériennes par bombardement du 1<sup>er</sup> Août 1942

Gare de BuchyConstatactions effectuéesA) Installations fixes:

a) voies: Voie principale droite Amiens Rouen en rails 46 kgs. détruits sur 36 m. et voie IV de Clères en rails 46 kgs. coupés sur 18 mètres (6 rails de 18 m, 46 kgs cassés).  
Voie principale gauche Amiens-Rouen, fortement soufflée sur 100 m. - Plateforme bouleversée (entourage de 15 m de  $\phi$  et 4 m, 00 de profondeur) (12 rails de 18 m, 46 kgs. tordus).  
Voies de garages (voie - 5-7 et 9 coupées (6 rails 45 k. de 12 m cassés) - voie fortement soufflée sur 200 m.

b) signalisation - installations de sécurité -  
32 fils téléphoniques et de sémaphores coupés entre 8 portées - fil de désengager cassé - 5 poulies de transmissions et 1 retour d'équerre cassé.

c) Matériel fixes des gares -  
Heuretoir voie de St Saens (quelques éclats)  
en rails assemblés

d) Installations hydrauliques -  
Réservoir de 150 m<sup>3</sup> percé à 3 endroits par éclats -  
gros hydrauliques près de la voie IV - Col de cygne percé.

e) BâtimENTS des gares -  
B.V. toiture percée par éclats - 70% vitres brisées.  
Lampisterie 100% vitres brisées  
Bureau du district - 2 vitres brisées  
Magasin du district (serrure forcée) - bri de brigade 4  
vitres cassées - Local du dépôt 10% vitres brisées  
Marquise 2<sup>e</sup> quai 10% vitres brisées; 1<sup>er</sup> quai 5% vitres brisées  
Stalle à marchandises dans le mur côté voie 2 nous de 20 m de  $\phi$  provoqués par éclats - Bureau P.V. 100% vitres brisées; quelques petits bois à remplacer, 1 chassis vitre hors d'usage  
L'insigne: toitures légèrement soufflées quelques vitres brisées.

Dépôt: 150 m<sup>2</sup> de toiture en tuiles détruite

Réparations provisoires effectuées à la date du constat

Réparations définitives effectuées

20000  
19000 do

5000  
- do

Réparations provisoires

Réparations en cours

- n

- n

- n

art 42

art 43

art 44

art 45

art 46

art 47

art 48

Observations:

C<sup>is</sup> A  
R.G.B. 102.027

C<sup>is</sup> A  
R.G.B. 102.027

C<sup>is</sup> A  
R.G.B. 102.027

C<sup>is</sup> B

C<sup>is</sup> A  
R.G.B. 102.027  
C<sup>is</sup> B

do

art 32

art 43

art 22

20000 art 22

f) Quais

Quai 2, tron en entonnoir de 10m de Ø et 4m,00 de profondeur. Bordure de quai endommagée à plusieurs endroits (50ml à refaire) quai à bestiaux : nombreux trous d'éclats (2m<sup>3</sup> de maçonnerie) - et passage tricycle hors service

Réparations en cours

C<sup>u</sup> : 103.027

art 43 -

8000

h) Logements

a) chef d'axe - toiture percée - plafond du grenier percé - 80% vitres brisées - porte d'entrée du vestibule percée à 2 endroits par éclats.

b) logement situé dans la cour P.V. 90% des vitres brisées - petits bois à remplacer - portes à resceller - serrures forcées.

2000

art 43

B) Mobilier et Outillage

Moteur Thompson 62627 - 16CV - 200W - 1000<sup>h</sup> forte ment endommagé par suite de nombreux éclats -

10000 art

y

Importance approximative totale des dégâts : 95.000,00

Compte R.G.B. 103.037

Buehy le 5 août 1942

Pour le chef de district.

Choron



Amiense Roney  
Amiens le 10 Août 1942

Dommages de  
guerre

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

Je vous adresse, ci-joint,  
le constat mod<sup>e</sup> B, établi

suite à l'incident survenu

le 10 Août dernier en gare

de Monterozier - Bucky, ligne

Amiens Roney - (Attique

Gérienne & la gare).

M. Muck

L'Ingénieur  
de la Voie

4

Delly

Monsieur Gille

Je vous prie de faire compléter le constat suivant  
les indications portées au crayon. -

(app. in. de 1.° 3 - série de n.° 16 du 31.7.40)

11/8/42

Le Chef de Service Division n.°  
du Service Général de la Voie

Reçu le 21/8/42  
16/8/42

Ligne 92  
RM/Dg

AMIENS, le

27<sup>th</sup> 1943

VB.N. vr2

Monsieur l'Ingénieur en Chef

D.G.

Constat B.

---

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle D, établi suite  
au R.S. du 20<sup>th</sup> 7<sup>th</sup> 1943 au Chef  
.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 17<sup>th</sup> 7<sup>th</sup> 1943 .....  
..... 3 heures 35 .....  
en gare de Montendai Bouchy .....  
au Km. 89.780 ..... de la ligne  
de Amiens Roubaix et Bouchy. Chéz.

-1-

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>ème</sup> Arrondissement

Trouer

1/12

und

2<sup>e</sup> Arrondissement

251<sup>e</sup> District

17-9-43  
Modèle B  
-----

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAIT DE GUERRE.  
-----

Constat effectué le 17 Septembre 1943.

faisant l'objet du rapport V.1647 du 16.9.1943  
à la suite de l'incident du 17.9.1943 à proximité des lignes Amiens Rouen  
et Buchy Clères en gare de Pontérolier-Buchy, au kil. 89.780.  
Chute et éclatement de deux bombes.

-----  
Constatactions effectuées

Réparations effectuées  
à la date du constat

Observations

VOIES.  
-----

Voies principales Amiens-Rouen  
intactes.

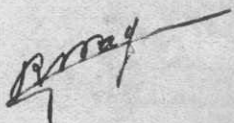
Voies principales Buchy-Clères  
propres à la circulation mais par-  
tiellement recouvertes sur 80 m.  
de terre provenant de l'explosion  
des bombes.

Enlèvement des terres  
et épuration du ballast  
terminé/s à 18 heures.

cie  
IO2.027

Importance approximative des dégâts, frais de main-d'oeuvre : 390 Frs.

Buchy le 17.9.1943

Le Chef de District,  


Hou / 6 art 16





Amieur Roue Constat modifié B.

25-9-43



P.V. de constat suite à avarie sérieuse  
du train 4402 le 25.9.43 sur la ligne

Amiens - Rouen aux abords du Km. 47<sup>500</sup>

(Rapport spécial du Chef de District du 24.9.43)

Débits

Montant

11 fils circuits réguliers et  
semi direct coupés

200<sup>f</sup>

1 poteau 8 m avarié

120<sup>f</sup>

Total

320<sup>f</sup>

Matériel utilisé : 1 kg.

RM/Dg

ALLIENS, le 1<sup>er</sup> juil 1943

VB.N. v<sup>o</sup>2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G. .  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 24/9/43. Du Chef de  
Intérêt de l'ingénieur  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 25/9/43  
à ..... 15 heures 55  
-1- en gare de .....  
au km. 77.500 de la ligne  
de Châlons à Reims.....

(Entraînement du train 4402)

/ L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2ème Arrondissement

Quous

H

510  
1000

A-TENS, le 20 Juni 1944

B.N. v2

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat B.

Je vous adresse, ci-joint,  
 un constat modèle B, établi suite  
 au R.S. du 24 Mai 1944 du chef  
 du District du Buchy.  
 et relatant un incident survenu  
 les 19 Mai à 19 h 30 - 20 Mai à 10 h 30  
 & 17 h 15 - 21 Mai à heures 10 h 30  
 en gare de Buchy.  
 au km 886+897 de la ligne  
 de Amiens à Reuilly.  
 897 à 10/200 Buchy clers -  
 (bombardements).

L'Ingénieur de la Voie,  
 Chef du 2ème Arrondissement.

*[Signature]*

*W. Focher*

26/6  
 en 1944



20-5-44  
modele B.

2<sup>e</sup> Arrondissement  
District de Buchy

# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 20 Mai 1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 24 Mai 1944.

Bombardements aériens les 19<sup>e</sup> et 20 Mai à 19<sup>h</sup>30 - 20 Mai à 10<sup>h</sup>30 et 17<sup>h</sup>11 - 21 Mai à 10<sup>h</sup>30  
Ligne Amiens-Rouen : des km 88<sup>600</sup> à 89<sup>700</sup>, y compris la gare de Buchy  
Ligne Buchy-Clères : km 89<sup>700</sup> et 105<sup>200</sup>

## Constatactions effectuées

## Réparations effectuées à la date du constat

## Observations

1°) <u>Gérassements</u> Plateforme bouleversée du kl 88 <sup>6</sup> au 89 <sup>7</sup> par 18 bombes de 250 <sup>kg</sup> ayant creusé des entonnoirs de 8 <sup>m</sup> de diamètre et de 2 <sup>m</sup> ,50 de profondeur	en cours 15 %	A.G.B. 102.027 C <sup>ie</sup> A.
2°) <u>Voies</u> a) Gare de Buchy et ligne Amiens-Rouen V.P. gauche : détruite en 4 points. V.P. droite : détruite en 5 points. V.P. IV : détruite en 3 points, soufflée de 0 <sup>m</sup> 20 et recouverte de 15 <sup>m</sup> 3 de terre au kl. 89 <sup>446</sup> . Garages de gauche : voies 3-5-7-9 et de la plaque : 13 coupures. voie : 11 : soufflée et ripée de 0 <sup>m</sup> 30 près du branchement n°11 et interceptée par des amas de terre et wagons avariés. Garages de droite : voies 2 et 4 : détruites en 1 point. voie de 1 <sup>er</sup> accus et n°6 : fortement soufflée et ripée sur 10 <sup>m</sup> . En résumé : 32 rails 46 <sup>kg</sup> S.33 S <sup>d</sup> , 400 <sup>m</sup> de rails 45 <sup>kg</sup> et 100 traverses à remplacer. Appareils : T.J.D. n°12-13 : 45 <sup>kg</sup> q.11. pointe de croisement en rails assemblés et 2 rails de côté hors service. 15 traverses. Branchement : n°12 A. 46 <sup>kg</sup> S <sup>d</sup> q.11. 1 pointe de croisement en acier Mn hors d'usage et les traverses correspondantes. Branchement n°15 : 30 <sup>kg</sup> q.13. entièrement détruit.	en cours 10 %	id
b) Ligne Buchy-Clères. V.P. gauche : détruite sur une longueur au 89 <sup>770</sup> . V.P. droite : soufflée et ripée au 89 <sup>7</sup> et 105 <sup>2</sup> recouverte de 20 <sup>m</sup> 3 de terre	en cours 25 %	id
3°) <u>Signalisation</u> Cabine 1 : transmissions funiculaires et rigides détruites sur 10 <sup>m</sup> au 89 <sup>446</sup> . Poste A : complètement distordu par une bombe tombée à 7 <sup>m</sup> . Le chassis n'est pas avarié. 80% des transmissions funiculaires et rigides sont détruites. E.E. des signaux 140 <sup>v</sup> détruit 100 % T.J.D. B.A.C. 2 verrous C.C. détruits Contrôle des signaux et sémaphores : détruit 50 %	en cours 25 %	id
4°) <u>Lignes téléphoniques S.N.C.F. et P.T.T.</u> A reprendre entièrement dans l'enceinte de la gare. S.N.C.F. 30 fils en moyenne. 50% de destruction. un support de 10 <sup>m</sup> détruit. Destruction complète sur 3 portées de part et d'autre de la gare.	néant.	id.
	néant.	A.G.B. 102.027 C <sup>ie</sup> A
	néant.	A.G.B. 102.027 C <sup>ie</sup> A
	néant.	id.
	omnibus rétabli provisoirement.	- id -
		T.S.V.P.

# Constatations effectuées

Reparations  
effectuées à la  
date du constat

Observations

## 5° Bâtiments

Tous les bâtiments ont souffert du bombardement et principalement :  
Lampisterie. Cuvagnies. W.C. Remise à machine. Bureau du District

40% pour les menuiseries

90% pour les vitreries

10% pour les plafonds

20% pour les couvertures

B.V. même pourcentage sauf 40% pour la couverture.

## 6° Service de l'eau :

Conduite de 225<sup>mm</sup> (et ancienne conduite de 100<sup>mm</sup>) amenant l'eau  
de l'usine de pompage de Savennin à la gare détruite sur 21<sup>m</sup>  
(sur E.C. 41. de St-Amand à Fournes, à 100<sup>m</sup> de l'axe des V.P.)

Conduite de 200<sup>mm</sup> alimentant la E.H. située en bout côté lumineux  
du quai du B.V. détruite sur 20<sup>m</sup>

## 7° Logements :

Maison du Chef de District et groupe de 3 logements situés côté droit  
Rue 88<sup>690</sup> : vitrerie - toiture - menuiserie 20%

## 8° Quais :

Quai du B.V. et quai n°2 : bordure détruite sur 20<sup>m</sup>  
25<sup>m</sup> de quai défoncés.

en cours.

R.G.B. 102.027

C<sup>ie</sup> A et B.

néant

R.G.B. 102.027

C<sup>ie</sup> A.

néant

R.G.B. 102.027

C<sup>ie</sup> B.

néant

R.G.B. 102.027

C<sup>ie</sup> B.

Importance approximative des dégâts :

1.500.000 <sup>Frs</sup>

Compte R.G.B. 102.027 art. 16

1.100.000

art. 18

230.000

art. 19

80.000

art. 21

20.000

art. 22

30.000

art. 43

10.000

art. 44

10.000

R.G.B. 102.024 art. 16

20.000

Buchy le 20 mai 1944,  
Le Chef de District,

*[Signature]*

E.R./Dg

AMIENS, le 28 Juin 1944

VB.N. v82

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.

-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 25 Mai 1944 du chef  
du District de Bouchy  
.....  
et relatant un incident survenu le 24 et 25 Mai 1944  
à 11 h 15 à 15 h 15 à 18 h 15  
en gare de Bouchy  
au km ..... de la ligne  
de ..... à .....  
(Bombardements) -

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondt,

[Signature]

4/6

[Signature]



N° Modèle B

# Installations endommagées par faits de guerre

Consulter effectué le 25 Mai 1944 à la suite de l'incident  
 faisant l'objet du rapport spécial du 28 Mai 1944  
 Bombardements aériens des 24 et 25 Mai 1944 { 24 à 11h 11'11" / 25 de 10h30 à 11h30 et 12h11"  
 Ligne Amiens. Rouen - Km 88 à 89. Gare de Montérolier. Buchy.

## Constatactions effectuées

## Réparations effectuées à la date du constat

## Observations

### 1°) Genssements:

Plateforme des V.P. et des garages bouleversée entre les km 88 et 89<sup>4</sup> par 20 bombes de 250 kg ayant creusé des entonnoirs de 8<sup>m</sup> de profondeur et 3<sup>m</sup>50 de profondeur.

Valus côté gauche : 3 entonnoirs.

### 2°) Voies:

V.P. gauche : détruite en 4 points.

V.P. droite : détruite en 2 points

V.P. IV : détruite en 2 points

Garages de gauche : 3 coupures

Garages de droite : 7 coupures.

Appareils de voie : T.J.D. 12-13 soufflée et ripée de 0<sup>m</sup>50

1 rail de côté à remplacer.

En résumé : 16 rails 46 kg S. 33. 18<sup>m</sup>; 200<sup>m</sup> rails 45 kg ou 30 kg et 75 traverses.

### 3°) Signalisation

Cabine 1 et poste A complètement détruits ainsi que les transmissions dans un rayon de 10<sup>m</sup>

P.S. n° 31 bis (2 mats) détruits

P.S. n° 31 mât des petits bras détruit

Eclairage électrique 220<sup>v</sup> gare 90% détruit ainsi que les compteurs.

### 4°) Lignes téléphoniques S.N.C.F. et P.T.T.

Lignes déjà détruite de 50% par bombardements précédents

Km 88<sup>4</sup> nappe S.N.C.F. détruite sur 3 portées et à reprendre sur 300<sup>m</sup> de part et d'autre. (20 fils).

Cables en caoutchouc 4 fils, posés provisoirement ont été détruits sur une longueur totale de 220<sup>m</sup>

Tous les appareils téléphoniques du B.V. et des cabines sont détruits.

### 5°) Bâtiments:

B.V. 2/3 détruit côté Amiens soit: logement du chef-bureau du chef-bureau G.V. vestibule - salles d'attente. Les fondations ne paraissent pas endommagées. Le 1/3 restant est fortement avarié 1/2 de la marquise est détruit; le reste à reconstruire.

La bascule du vestibule est détruite. Le mobilier, les archives et le matériel électrique sont anéantis. 2 des coffres fort sont éventrés.

Consigne St-Amand-Lampignon: Portes et fenêtres détruites toiture 50% avariée.

en cours  
5%

RGB 102.027  
Cie A

en cours  
5%

- d°

rien

- d°

omnibus  
rétabli  
provisoirement.

- d°

rien

RGB 102.027  
Cie A : 60%  
Cie B 40%

rien

RGB 102.027  
Cie B.

rien

RGB 102.027  
Cie A 50%  
Cie B 50%

# Constatations effectuées

Réparations effectuées à la date du constat

Observations

Halle P.V.: Corps de bâtiment annexe renfermant le bureau P.V. Le magasin se situe de la 1<sup>re</sup> lg. et le local des garages communications est entièrement rasé. Fondations 50% détruite. Le mur mitoyen avec la halle fortement soufflé et lézardé, devra être reconstruit.  
Ridwan métallique côté Rouen détruit.

rien

R.G.B. 102.027  
C<sup>ie</sup> A 30%  
C<sup>ie</sup> B 70%

Remise à machines et annexes. Bureau du Chef de District: Toiture à déposer et reposer avec 50% d'inutilisable. Menuiserie et vitrine 70% de destruction.

rien

R.G.B. 102.027  
C<sup>ie</sup> A

## 6° Logements:

I.P. 104 Logement n°1: Toiture 50%. Menuiserie, vitrine extérieure 40% Maison du Chef de District: toutes les menuiseries extérieures et la toiture rasées pour 70%. Toiture ardoise à déposer et reposer ainsi qu'aux annexes.

rien

R.G.B. 102.027  
C<sup>ie</sup> B.

## 7° Service de l'eau:

Reservoirs de 75 m<sup>3</sup> crevés en 5 endroits par mitraillage  
Conduite de distribution de 200 m<sup>3</sup> brisée et disloquée sur 15 m au droit de la cabine 1 et de l'entrevue des V.P. II et IV  
Conduite de distribution de 200 m<sup>3</sup> détruite en 3 points à hauteur du treuil dans la cour P.V. 2 vannes détruites  
Conduite de P.B. 60 m<sup>3</sup> alimentant halte d'abreuvement détruite sur 7 m.

en cours

R.G.B. 102.027  
C<sup>ie</sup> A

rien

de

rien

de

## 8° Outillage et approvisionnement

Outillage de la 1<sup>re</sup> lg et de l'Entreprise Paclassini perdu ou dispersé à savoir pour la S.N.C.F. principalement le petit outillage et un visser, une mine, 2 clés à molettes, scie à métaux, tarière, règle de surhaussement unifiée, brouettes.

rien

R.G.B. 122.005  
C<sup>ie</sup> A

Outillage de l'Entreprise Paclassini: 10 pioches, 1 masse, 17 pelles, 9 pioches, 2 tranches, 10 clés à tirefonds, 4 clés à boulons, 2 brouettes, 5 pinces, 2 tenailles.

Importance approximative des dégâts:  
Compte R.G.B. 102.027 art 18

3.500.000

800.000

1.500.000

60.000

30.000

1.000.000

40.000

50.000

20.000

R.G.B. 122.005 art 25

Bucy le 25 Mai 1944

Le Chef de District,

*[Signature]*

AMIENS, le 7 juin 1944VB.N. v82

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B  
----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 24 Mai 1944 de Mr Kolb  
chef de district à Vergennes  
et relatant un incident survenu  
le 20 Mai 1944  
à 17 heures 35  
en gare de Tournay  
au km. ..... de la ligne  
de Amiens à Rouen  
(bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
/Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement.

Amiens

12/6  
10-44



2ème Arrondissement

Modèle B

253ème District de Serqueux

INSTALLATIONS ENDOMMAGÉES PAR FAITS DE GUERRE

Constat effectué le 21/5/44 suite aux bombardements du 20/5/44  
faisant l'objet du rapport spécial du 21/5/44.

Ligne Amiens - Rouen, Gare de SOMMERY

217/3

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Répartition par articles de la Nomenclature	Montant des dégâts par article de la Nomenclature	Observations
<u>Terrassement :</u> 1 entonnoir de 30 m3		art. 16	2.000 frs	✓
V.F. en gare - 36 ml. de voie 46 kV détruite - 1 TJS 45 kV détruite			180.000 frs	
<u>Bâtiments-</u> B.V. Vitrerie détruite à 50% - 1 porte, 2 fenêtres arrachées toiture endommagée à 20%			35.000 frs	
<u>Ligne télégraphique et téléphonique:</u> Ligne détruite 150 ml. 50%			5.000 frs	

Le Chef de District

*Chauvin*

AMIENS, le 18.9.44

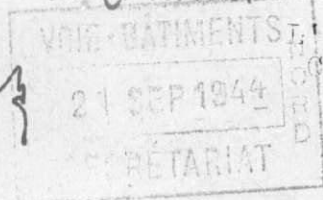
VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 17.7.44 de M<sup>re</sup>  
Wagon, chef de district à Bucy...

et relatant un incident survenu le  
18.7.44  
vers 14 heures 45  
en gare de Montiercier-Bucy  
sur la ligne  
de ... à ...

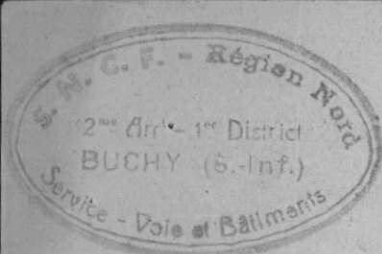
(Bombardement aérien de la gare  
de Montiercier-Bucy)



L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

*Wagon*

*Wagon*



92

## Installations endommagées par faits de guerre.

Constat effectué le 26.7.1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 27.7.1944.  
Bombardement aérien le 26.7.1944 vers 14h45  
Ligne Amiens Rouen. Gare de Montierluis-Buchy.

Constatactions	Réparations effectuées à la date du constat	Observations
1) Terrassements		
plateforme bouleversée sur 90 ml voies I, II, IV et sortie des garages encombrées par 20 m <sup>3</sup> de débris provenant du P.S. détruit (km 89372)	en cours 15 %	R.G.B 102.027 C <sup>12</sup> A
2) Voies		
Les appareils suivants ont été détruits : branchement 9A en 45 Kgs 0,13 18A18B en 30 Kgs 0,09 16 en 30 Kgs 0,09 T.J.D. 8-10 en 46 Kgs 0,13 Voies principales en 46 Kgs 5 <sup>e</sup> détruites sur 54 ml Impasse gauche côté Rouen en 45 Kgs détruite sur 20 ml Voies 2-4-11 Saens, en 45 Kgs détruites sur 20 ml	néant	-d°-
3) Ouvrages d'art		
P.S. km 89.372 (chemin de G.C. n°41 de St Saens à Formerie) détruit = tablier, piles centrales et gauches. 100%	-d°-	R.G.B 102.027 C <sup>12</sup> B
4) Lignes téléphoniques :		
Fils SNCF détruits sur 2 portées.	fil omnibus en cours	R.G.B 102.027 C <sup>12</sup> A
5) Bâtiments		
Bureau du Chef de district et du Service allemand Magasins du district et des brigades : vitrierie : 40 % toiture : 30 %	néant	-d°-



Importance approximative des dégâts: 2.500.000 F.

Compte R.G.B. 102.027

art. 16.	4 90.000
art 19	2.000
art 22	8.000
art 45	2.000.000

Buckly le 26.7.1944  
Le Chef de district,

*R. Magu*

AMIENS, le 18.10.44

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. vr2

-----  
D.G.  
Constat B  
-----

-I-

- Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 10 août 1944  
de M<sup>r</sup> Wagon attaché au district de Bucy  
et relatant un incident survenu le  
le 10 août 1944  
de 3<sup>h</sup> à 3<sup>h</sup>45  
En gare de Bucy  
au km. de la ligne  
d'Amiens à Rouen  
(Mitrailage et bombardement aérien)

L'Ingénieur de la voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement

ab

24/10  
mme

*[Signature]*

Installations endommagées par fait de guerre

Constat effectué le 10 Août 1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 10-8-1944.  
Mitrailage et bombardement aérien le 10-8-44 de 3<sup>h</sup> à 3<sup>h</sup>45.  
Ligne Amiens. Rouen. Gare de Buchy.

Constatations effectuées
Reparations effectuées à la date du constat
Observations.

- 1°) Genassements  
1 bombe est tombée sur la crête du talus de la route G.C. n°41 de St-Saëns à Formerie faisant un trou de 30 m<sup>3</sup> (entre le P.S. et le bureau du Chef de district.)
- 2°) Ouvrages d'art:  
culée gauche du P.S. (km 89<sup>372</sup>) du chemin G.C. n°41 fortement ébranlée et lézardée (pont déjà détruit)
- 3°) Signalisation:  
panneau lumineux km 89<sup>343</sup> (P.R.) arraché et H.S. mit avant en 3 points par éclats.
- 4°) Lignes téléphoniques:  
1 câble 4 conducteurs sous caoutchouc détruit sur 20 m.
- 5°) Installations hydrauliques:  
réservoir d'eau 75 m<sup>3</sup> côté Rouen percé de 5 trous de balles.
- 6°) Bâtiments:  
bureau du Chef de district, annexes de la remise à machines: toitures et vitreries avancées à 70%  
maison du Chef de district: cloisons intérieures soufflées 50% des plafonds à refaire

néant

R.G.B. 102.027  
c<sup>ie</sup> B.- d<sup>e</sup>- d<sup>e</sup>- d<sup>e</sup>c<sup>ie</sup> 7

en cours

- d<sup>e</sup>

en cours

- d<sup>e</sup>

} en cours

- d<sup>e</sup>

} néant

c<sup>ie</sup> B.
Importance approximative des dégâts:
50.000<sup>f</sup>

Compte R.G.B. 102.027 art 16

4.000

17

26.000

18

4.000

19

200

21

500

22

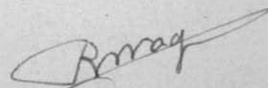
3.000

44

12.300

Buchy. 10 AOUT 1944

Le Chef de District,





AMIENS, le 17 Oct. 1944

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. v22

*S. Paris*

D.G.  
Constat B

-I-

- Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 14.8.1944

: du chef de district de Buchy.

et relatant un incident survenu le  
13.8.1944

En gare de  
au km.

d'Amiens Rouen et Buchy et de la ligne.

Bombardement et mitraillage aérien

L'Ingénieur de la voie,  
Chef du 2<sup>o</sup> Arrondissement

*M*

*2/10*  
*11/11*

*ao*

## Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 13.8.1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 14.8.1944.

Bombardement et mitraillage aérien le 13.8.1944 de 6<sup>h</sup>45 à 10<sup>h</sup>45, de 16<sup>h</sup>30 à 19<sup>h</sup>.  
Lignes Amiens. Rouen et Buchy. Clées dans l'étendue du district.

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Observations
<p>1) Démolitions: Buchy</p> <p>plateforme des v.p. bouleversée aux km:</p> <p>88 759 sur 10 ml</p> <p>89 — 10 —</p> <p>89 250 — 20 —</p> <p>89 540 — 15 —</p> <p>89 835 — 30 —</p> <p>90 200 — 20 —</p> <p>plateforme des voies de garage bouleversée:</p> <p>impasse coté Amiens sur 5 ml</p> <p>voie 13 — 10 —</p> <p>voie 3 — 15 —</p> <p>voie 1 — 8 —</p> <p>impasse coté Rouen — 20 —</p> <p>voie de St-Saëns — 10 —</p> <p>quai gauche détruit sur 100 m<sup>2</sup>. 50 ml de bordure de maçonnerie à refaire</p> <p>quai droit détruit sur 60 m<sup>2</sup></p> <p>Morigny</p> <p>km 100 270: plateforme v.p. droite et gauche bouleversée 470 ml</p> <p>km 100 740 voies D et G. obstruées par 50 m<sup>3</sup> de débris provenant du P.S. et des talus.</p> <p>voie de la Halle: plateforme bouleversée sur 20 ml</p> <p>Ligne Amiens. Rouen km 104 273</p> <p>Une bombe tombée à la cime du talus droit a fait écrouler 200 m<sup>3</sup> de remblai sous la V.D.</p> <p>Ligne Buchy. Clées:</p> <p>plateforme des v.p. bouleversée aux km:</p> <p>89 880 sur 10 ml</p> <p>104 200 — 8 —</p> <p>104 300 — 8 —</p> <p>104 450 — 15 —</p> <p>104 500 — 5 —</p> <p>voies D et G. obstruées aux km 105 520 par les débris du P.S. (70 m<sup>3</sup>)</p>	<p>en cours</p> <p>rien</p> <p>en cours</p> <p>en cours</p> <p>en cours</p>	<p>R.G.B. 102.027</p> <p>cic F</p> <p>cic B</p> <p>R.G.B. 102.092</p> <p>cic F</p> <p>R.G.B. 102.024</p> <p>cic F</p> <p>R.G.B. 102.027</p> <p>cic F</p>
<p>2) Voies: Buchy</p> <p>voies principales en 46 kgs 5<sup>e</sup> détruite sur 300 ml</p> <p>impasse coté Amiens en 45 kgs détruite sur 24 ml</p> <p>impasse coté Rouen en 45 kgs détruite sur 12 ml</p> <p>voies 13-3-1 de St-Saëns en 45 kgs détruite sur 96 ml</p>	<p>en cours</p>	<p>R.G.B. 102.027</p> <p>cic F</p>

# Constatations effectuées

Reparations  
faites à la  
date du constat

Observations

Morgny  
V.P. en 46 kgs détruite sur 18 ml  
V.P. en 45 kgs détruite sur 34 ml  
voies de la Halle en 45 kgs détruite sur 30 ml.

Ligne Buchy - Clères  
V.P. en 30 kgs détruite sur 48 ml.

3°) Ouvrages d'art: Ligne Amiens - Rouen km 89<sup>273</sup>  
P.I. en maçonnerie de 4 m d'ouverture entièrement détruit  
seule reste la culée côté Rouen (lézardée)

Ligne Amiens - Rouen km 100<sup>740</sup>  
P.S. en maçonnerie : culée gauche côté Amiens ébréchée - parapets  
détruits.

Ligne Amiens - Rouen km 104<sup>273</sup>  
P.I. en maçonnerie de 5 m d'ouverture : route effondrée sur  
3 m de long et lézardée fortement sur 4 m.

Ligne Buchy - Clères km 105<sup>520</sup>  
P.S. en maçonnerie complètement détruit sauf les 3 culées  
qui ne sont qu'endommagées.

4°) Signalisation Buchy  
Signal carré V.D. d'entrée côté Rouen (km 90<sup>620</sup>) détruit.

P.S. 34 hors d'usage

Morgny  
Disque à distance, palette SET, abri de piles : détruits.

5°) Lignes téléphoniques : Buchy  
omnibus détruit du km 88<sup>600</sup> au 90<sup>300</sup>  
3 supports H.S.

1 appareil à 2 directions détruit

Morgny  
omnibus détruit au km 100<sup>740</sup>

Ligne Amiens - Rouen km 104<sup>273</sup>  
omnibus détruit

Ligne Buchy - Clères  
omnibus coupé aux kms 89<sup>600</sup> 104<sup>200</sup> 104<sup>300</sup> 104<sup>450</sup> 104<sup>500</sup>.

6°) Installations hydrauliques: Buchy  
les 2 réservoirs de 75 m<sup>3</sup> sont en tôle d'environ 100 trous de balle  
et présentent plusieurs déchirures de 0<sup>m</sup>50

Morgny  
Réservoir de 75 m<sup>3</sup> percé d'une trentaine de trous.  
Conduite fonte 150 mm alimentant que V.D. détruite sur 15 ml.

7°) Bâtimens: Morgny  
B.V. et annexes : toutes les menuiseries détruites. 80% des plafonds  
murs de la salle d'attente fortement lézardés côté Amiens.

en cours

R.G.B. 102.092

C à F

R.G.B. 102.020

C à F

néant

R.G.B. 102.024

C à F

R.G.B. 102.092

C à B

R.G.B. 102.024

C à F

R.G.B. 102.027

C à F

R.G.B. 102.092

C à F

R.G.B. 102.024

C à F

en cours

R.G.B. 102.027

néant

C à F

en cours

R.G.B. 102.092

C à F

R.G.B. 102.024

C à F

R.G.B. 102.027

C à F

R.G.B. 102.092

C à F

R.G.B. 102.092

C à F 60%

C à B 40%



# Constatations effectuées

Reparation  
faites à la date  
du constat

Observations

cloisons intérieures: 50% à abattre. Toitures avancées à 60%.  
marquise du B.V. et abri à voyageurs (portique) détruits.

8°) Logements: Buchy

Le 1/3 restant du B.V. est à abattre (logement du receveur)  
maison du chef de district fortement lézardée côté Rouen et côté  
rue de la gare, n'est plus réparable

rien

R.G.B. 102.027  
C<sup>ie</sup> B.

9°) Abris: Buchy  
Tranchée abri T.A.4. détruite complètement

f.

Importance approximative des dégâts:

1.500.000.

Comptes R.G.B. 102.024	art 16	120.000
	17	80.000
	18	15.000
	19	100
	46	20.000
102.027	art. 16	250.000
	18	5.000
	19	7.000
	21	4.000
	44	100.000
102.092	art 16	10.000
	18	16.600
	19	500
	21	1.800
	22	30.000
	43	40.000
	44	30.000
	46	50.000

Buchy le 13. Août 1944,  
Le Chef de district,

Corre

AMIENS, le 10-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

VB.N. vø2

D.G.-

Constat B

-I-

- Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 8-8-44  
de M. Kolb, chef de Constat à  
Serqueux  
et relatant un incident survenu le  
7 Août 1944  
à 19 h  
en gare de Serqueux  
au km.  
d'

(Bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>o</sup> Arrondt,

14/10  
en l'air  


2 Cantonnement

5 Section

3<sup>e</sup> District

Installations endoumbrages saignaux en jumeau -

Constat effectué le 8-8 44 suite aux bombardements du 1-8  
du 19<sup>e</sup> de la gare de Saignaux. Rapport Spécial du 8-8 de M<sup>r</sup> Kolb. cot

Constatations effectuées	Reparations nécessaires	Article	Montant	Observations -
Couverture du logement du Chef de District à refaire complètement IP 103 -			30.000 +	Saignaux le 5/10/44 Chablon



LIENS, le 13 Décembre 1944

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. v22

D.G.  
Constat B

-I-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 4.9.44 de M. Wagon

*Chef d'Inspecteur à Buchef*

et relatant un incident survenu le  
29 Août 1944 vers 15 h

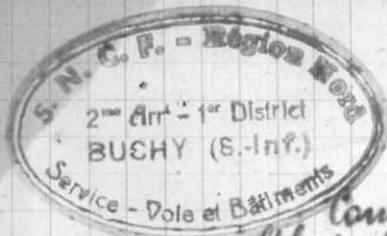
En gare de Buchef - Lagnieu - Morgny  
au km. de la ligne  
d'Amiens Rouen

*Sabotage*

L'Ingénieur de la voie,  
Chef du 2° Arrondt

*Miy*

*Miy*



Modèle B.

# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 29.8.1944 à la suite des incidents faisant l'objet du rapport spécial du 4.9.1944.  
Sabotage par les Allemands des appareils téléphoniques et des installations de pompage dans les gares de Buchy, Longueume, Morgny

Constatactions effectuées	Reparations faites à la date du constat	Observations
I - <u>Appareils téléphoniques</u> mis hors service dans les gares ci-dessous :		R.G.B. C <sup>2</sup> 7
Buchy : appareil à 8 directions	néant	102.027
Longueume : 2	T	102.015
Morgny : 2	T	102.092
Musée de pompage de Buchy : appareil simple		102.027
II - <u>Musée de pompage de Buchy</u> (Soveanmare)		
moteurs électriques : (deux) de 17 c.v. inutilisables		102.027
moteur à essence de 17 c.v. mis hors service par destruction du carburateur ; collecteur de retour d'eau, collecteur d'échappement, bride d'arrivée d'eau, bloc cylindre avariés.	T	T
pompe : 1 palier avarié	T	
matériel accenné : appareillage électrique de démarrage à main et automatique, sonnerie de pluie et de vide, manomètre enregistreur entièrement détruits.	T	
poutres (fouli) détruites : deux de 1 <sup>m</sup> x 0.150	T	
une de 0.76 x 0.150		
2-paliers (alésage 70) de l'arbre de transmission H.S.		

Importance approximative des dégâts :

Compte R.G.B. 102.027 art. 19.  
21

100.000 F.  
20.000  
80.000.

Buchy, le 29.8.1944.  
Le Chef de district,  
Broy

AMIENS, le 17-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef

VB.N. v22

-----  
D.G.  
Constat B  
-----

-I-

- Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 8 août 1944  
de M. Wagon, attaché au District de Busby  
et relatant un incident survenu le  
9-8-44

à 4h45  
En gare de Bonnières  
sur km.  
d'Amiens à Rouen.

de la ligne

(Mitrailage et bombardement aérien)

L'Ingénieur de la voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement

*Ally*

*20/10*  
*mm*

*ad*





92 Modile B.

# Installations endommagées par faits de guerre

Etat effectué le 8-8-1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 8-8-44.

Mitrailage et bombardement aérien le 8-8-44. vers 4<sup>h</sup>45  
Ligne Amiens - Reuven. Gare de Longueue

Constatactions effectuées	Reparations faites à la date du constat	Observations
10) <u>Embarassements:</u> plateforme V.S. bouleversée sur 40 m. quai gauche détruit sur 30 m <sup>2</sup> . 10 <sup>m</sup> de bordure maçonnée détruite	en cours "	R.S.B. 102.065 c <sup>ie</sup> A c <sup>ie</sup> B.
20) <u>Voies:</u> Km. 96 <sup>50</sup> V.P.S. soufflé et ripée de 0 <sup>m</sup> 30. 2 rails 45 Kgs 18 <sup>m</sup> et 3 traverses H.S. V.P.D. 2 rails 46 Kgs S.33. 18 <sup>m</sup> avariées. 4 traverses H.S.	do.	c <sup>ie</sup> A
P.M. 40 : 1 support de pontic de commande brisé	neant	do.
30) <u>Signalisation</u> P.S. 33 boîtes n°1 (V.S.) et n°2 (V.D) avariées	neant	c <sup>ie</sup> A.
40) <u>Lignes téléphoniques</u> fils S.N.C.F. (19) détruits sur 50 m. à reprendre de part et d'autre.	fil omnibus en cours	do.
50) <u>Bâtiments:</u> B.V. et annexes - magasin des brigades de la voie : vitrerie 70%. toiture 20 à 50% - menuiserie 10 à 40% maçonnée 5%. Halle P.V. : vitrerie et menuiserie 20% H.S. du P.M. 40 : vitrerie 80%. toiture 60% menuiserie 40%	neant do. -do.	{ c <sup>ie</sup> A (80%) c <sup>ie</sup> B (20%) c <sup>ie</sup> B. c <sup>ie</sup> A.

Importance approximative des dégats: 30.000<sup>F</sup>

Compte R.S.B. 102.065	art 16.	9.500
	18	500
	19	1.000
	22	7.200
	23	10.000
	43	1.800

Le Chef de District,

*[Signature]*

AMIENS, le 10-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

VB.N. v82

-----  
D.G.-  
Constat B  
-----

-I-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 19-7-44  
de M. Kell chef de District à Serquennes  
et relatant un incident survenu le  
18-Juillet 1944  
à 19h20  
en gare de Sommery  
au km.  
d'

(M. Traillage et bombardement  
aérien)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2° Arrondt,

14/10  
14/11  
Dij

2 Arrondissements

5 Section

3<sup>e</sup> District

Modèle 13 -

Arrondissement de Rouen

Installations endommagées par fait de guerre

Constat effectué le 19.7.44 suite au bombardement et  
mitrillage de la gare de Sommeville le 18.7.44 à 19<sup>h</sup> 30.

Rapport Spécial du 19.7.44 de M. Roll. chef de District.

Constatations	Reparations Montaire	Out -	Montant à la Dépense	Total	Observations
Boulevard 8 <sup>m</sup> 100 <sup>m</sup> de voie 15 <sup>m</sup> sur 1500 T-K.		16	2000		
			180.000	188.000	
Ligne téléphonique coupée sur 500 ml.		19	4.000	4.000	
				<del>86.000</del>	102 067
				<u>192 000</u>	

Signé le 5/10/44

Roll



E.R./Dg

AMIENS, le 17 Août 1944.

VB.N. 782

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat B.  
-----

-1-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 16/7/44 de M. Koll.  
Chef de district de Sennecey.

et relatant un incident survenu le

15/7/44

à 18 heures 30

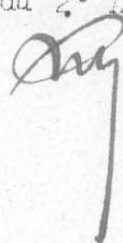
en gare de Sennecey

sur la ligne de

de Amiens à Rouen

Microailage de la gare de Sennecey.

L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

18/8  
Amiens  


2<sup>ème</sup> arrondissement  
253<sup>ème</sup> District de Serquere

Modele - B

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 15.7.44 suite au mitraillage le 15  
de la gare de Commercy, faisant l'objet du rapport  
spécial du 16.7.44

Ligne Amiens-Rooy - Gare de Commercy

Constatations effectuées	Reparations effectuées à la date du constat	Reparations pour article de la nomenclature	Montant des dégâts pour article de la nomenclature	Observations
Barrière de gauche du R.F. 28 1 galet détruit		art 46	500F	102068

Serquere le 16.7.44

Le Chef de District

Chiron

E.R./Dg

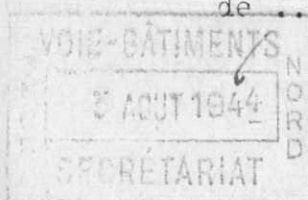
AMIENS, le 31 juillet 44

VB.W. ve2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 15 juillet 44 du chef de  
District Annale  
et relatant un incident survenu le  
17 juillet 44  
à 8 heures 15  
en gare de Valmy-Roubaix N. Paris  
en km de la ligne  
de à

-1-



*Antailap*

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arronât,

*[Signature]*

*4/18*  
*11-11*

*66*



24<sup>th</sup> Dec

Amun Roum

Contrat mod. B n° 145

Installation en deux parties suite et fin de l'année  
 Contrat effec. le 14 juillet 1944 à 12h à l'ap. de l'Etat  
 souscrit par un agent de l'Etat au 4<sup>ème</sup> Bureau Roum, Mod. B  
 le 14 juillet 1944 vers 8h. Dépense 4104/ en 15.7.1944

Contratation faite

Mutualité de l'Etat  
 le 14.7.1944  
 le date de l'acte (obligation)  
 (montant de l'acte)

Installation de l'installation  
 à partir du 3<sup>ème</sup> avarice  
 15

Service Roum de

oui (fact) art. 18 = 250<sup>+</sup>

2 personnes de l'Etat le 14.7.1944 au 24.7.1944  
 et l'installation de l'installation de l'installation

- d. - art. 16 600<sup>+</sup>

1 bureau technique - 1 fiche  
 in de l'installation de l'installation de l'installation

oui (fact) art. 16 250<sup>+</sup>

Amun le 15.7.1944  
 le 15.7.1944  
 J. Amun

AMIELS, le 9 Août 1944

VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

-1-

Je vous adresse, ci-joint, un  
 constat modèle B, établi suite au  
 R.S. du 29.1.7/44. St. Cl. Hobb...  
 Chef de District à Serqueux.....  
 et relatant un incident survenu le  
 29/7/44.....  
 à 3 heures 25.....  
 en gare de Lannery.....  
 en km 80.837..... de la ligne  
 de ..... à .....

Notamment entre la gare de Lannery et  
 de Kannel: projectile sur V. Dou Kil 80.837.  
 Circuit Serqueux - Bucky coupe

L'Ingénieur de la Voie  
 Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

*[Signature]*

4/19  
 4.11.44

*[Signature]*  
 H. Petrus

*[Signature]*  
 Mr Focken

2<sup>e</sup> arrondissement  
253<sup>e</sup> District de Rouen



modèle 13

92

Installations endommagées par faits de guerre  
 constat effectué le 29-7-44 suite au bombardement du 29-7-44 de la ligne  
 Amiens - Rouen Kil 80830 - objet du rapport spécial du 29-7-44  
Gare de Sommeux

installations endommagées	réparations effectuées à la date du constat	réparations par affect. de la main d'œuvre	montant des frais par article de la main d'œuvre	observation
renforcement un entonnoir de 50 x 3	129 courus	art 16	5000 F	102068
30 ml de V45K de détruite	d.	art 16	40000 F	102068
70 ml de voie pulvérisée et dispersée	d.	art 16		
S.E.S.				
nappe de liège phonique détruite sur 100 m		art 18	5000 F	102068

Sommeux le 29-7-44

Le Chef de District  
 C. HOLL



AMIENS, le 26-10-44

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

VB.N. v2

D.G.-

Constat B

-I-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 4 septembre 1944

: M. Wagon chef de District à Bucy  
et relatant un incident survenu lors  
du départ des Allemands le 30 Août 1944  
en gare de Morigny - Longueville -  
et Montierluc - Bucy -  
d'

(Destruction des Installations par  
Explosifs -)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondt.,

*Antley*

31/10  
inval

# 92

## Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 30 Août 1944 à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 4 Septembre 1944.

Destruction des installations effectuée par les Allemands avant leur retraite au moyen d'explosifs.

Gares de Morigny, Longueue, Montcaulier-Buchy.

### Constatactions effectuées

Reparations  
faites à la  
date du constat

Observations

#### 1°) Voies:

##### Morigny

Tous les appareils de voie ont leurs pointes de croisement ou de traversée hors service: soit:

1 branchement	46 kgs	0.11
1 branchement	45 kgs	0.13
5 branchements	45 kgs	0.09
3 branchements	30 kgs	0.13
1 T.O.	45 kgs	9.11.13
1 T.J.S.	46 kgs	0.11
1 T.J.D.	45 kgs	0.11

##### Longueue

Tous les appareils de voie ont leurs pointes de croisement détruites à savoir:

4 branchements	45 kgs	0.09
1 branchement	30 kgs	0.13.

##### Buchy

Les pointes de croisement et de traversée et les lames d'aiguille des appareils suivants ont été pétardés:

3 branchements	46 kgs	0.09
1 branchement	46 kgs	0.11
3 branchements	45 kgs	0.09
5 branchements	45 kgs	0.11
3 branchements	45 kgs	0.13
2 branchements	30 kgs	0.09
2 branchements	30 kgs	0.13
3 branch <sup>ts</sup> 30vies	45 kgs	13-9.
1 T.J.D.	46 kgs	0.13
1 T.J.D.	46 kgs	0.11
2 T.J.D.	45 kgs	0.13
1 T.J.D.	45 kgs	0.11

#### 2°) Signalisation: Longueue:

P.S. 33 hors service

en cours

R.G.B. 102.092  
C<sup>ie</sup> H.

R.G.B. 102.065  
C<sup>ie</sup> H.

R.G.B. 102.027  
C<sup>ie</sup> H.

néant

R.G.B. 102.015  
C<sup>ie</sup> H.

# Constatations effectuées

Reparations  
faites à la date  
du constat

Observations

Les postes d'aiguillage type Buchy installés provisoirement en remplacement de la cabine I et du poste A sont détruits

néant

R.G.B. 102.027  
Cie A

3°) Installations hydrauliques Morgny  
Réservoir d'eau de 75 m<sup>3</sup>, support en maçonnerie, pompe Mengin, appareils annexes, 2 grues hydrauliques détruits.

5 grues hydrauliques sur 7 détruites - 2 réservoirs d'eau de 75 m<sup>3</sup> et leur support en maçonnerie détruits complètement.

R.G.B. 102.092  
Cie A

R.G.B. 102.027  
Cie A

4°) Bâtiments: Morgny: magasin de brigade  
magasin de brigade détruit

Longueue:  
magasin de brigade détruit.

Buchy:  
série à machines et annexes, bureau du chef de district, magasin d'hydrocarbures, parc à charbon, W.C. détruits.

R.G.B. 102.092  
Cie A

R.G.B. 102.065  
Cie A

R.G.B. 102.027  
Cie A

5°) Logements Buchy  
maison du chef de district et annexes (déjà inhabitables) clotures détruites.

R.G.B. 102.027  
Cie B.

R.G.B. 122.005  
Cie A

6°) Outillage: Morgny  
50% de l'outillage détruit.

40% de l'outillage reste dans le magasin détruit

30% de l'outillage détruit.

Importance approximative des dégâts:

5.000.000

Compte R.G.B. 102.092 art 16

300.000

21

1.000.000

22

15.000

R.G.B. 102.065 art 16

50.000

18

15.000

22

15.000

R.G.B. 102.027 art 16

1.500.000

18

30.000

21

1.500.000

22

500.000

44

50.000

R.G.B. 122.005 art 25

25.000

Buchy le 30 Aout 1944

Le Chef de district

*R. May*

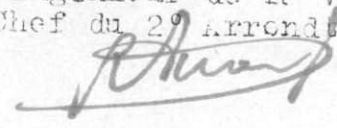


AMIENS, le 9 Août 1944VB.N. n°2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,D.G.  
Constat B.  
-----

R.4601

Je vous adresse, ci-joint, un  
 constat modèle B, établi suite au  
 R.S. du 5 Août 1944. 24. cl. 2.  
Beckart, chef de district à St. Rich.  
 et relatant un incident survenu le  
30 juillet 1944.  
 à 8 heures 45  
 en gare de Frauzel  
 en km ..... de la ligne  
 de ..... à .....  
*Bombardement aérien.*

-1-

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,  
1718  


2<sup>e</sup> Arrondissement  
3<sup>e</sup> District

Modèle B  
92

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 2 Août 1944 à la suite du  
bombardement du 30 Juillet 1944 faisant l'objet du rapport spécial du  
6 Août 1944 de M. Bectarte, Chef de district à Saint. Rost.  
à 8445.

Gare de **PRULZEL**. Amiens - Rouen.

Constatactions effectuées	Réparations provi- saires effectuées à la date du constat	Observations
<u>I. Terrassements</u>		
Coublant d'enduits Kil. 133 <sup>re</sup> - 510 et 125 = 60m <sup>3</sup>	Réparations effectuées	Cat. A art. 16 5.000
<u>II. Gares et stations</u>		
Gare de Prouzel		
B.V. Couverture endommagée à 50%		
Vitres — — — 50%		
Membrure — — — 15%		
Placards : 5m <sup>2</sup>		
Plafonds : 40m <sup>2</sup>		
Balcons : 10m <sup>2</sup>		
		Cat. A art. 22 20.000
Halle P.V. Chassis vitre détruit		
Membrure endommagée à 25%		
		Cat. B art. 43 10.000
<u>III. Voie</u>		
Kil. 133 <sup>re</sup> sur voie I : 16 <sup>m</sup> voie 4 <sup>m</sup> détruite		
Kil. 133 <sup>re</sup> — — — II : 1 rail sur 80 <sup>m</sup> détruit		
Kil. 133 <sup>re</sup> sur voie III : 16 <sup>m</sup> voie 30 <sup>m</sup> à remplacer		
Kil. 133 <sup>re</sup> sur voie de contour : 26 <sup>m</sup> voie 30 <sup>m</sup> détruite		
		Cat. A art. 16 35.000
<u>IV. Signalisation</u>		
Kil. 133 <sup>re</sup> Halle de télécommunication abîmée couvre sur 50m.		
		Cat. A art. 16 5.000

et Rost le 5 Août 1944.  
Le Chef de District  
H. Bectarte

E.R./Dg

AMIENS, le 31 juillet 44

VB.N. v22

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 12 juillet 44 de chp. de

Destant Annuaire

et relatant un incident survenu le

à 9 heures

en gare de Blangy s. Brete

au km 5 de la ligne

de à

(Bombardement aérien)

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

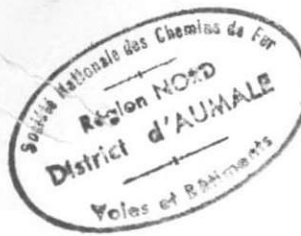
Huon

ab

VOIE-BÂTIMENTS  
5 AOÛT 1944  
SECRÉTARIAT

u/8  
in-uit





Installations endommagées suite à faits de guerre. Constat effectué le 10 juillet 1944 à 14<sup>h</sup> à la suite du bombardement des abords de la gare de Blangy les Bords le 9 juillet 1944 vers 14 heures.  
(Rapport U 601 du 12 juillet 1944)

Constatations effectuées	Réparations prévues à la charge des constat.	
<p><u>Vie</u> ligne d'Abaucourt au Triport.</p> <p>Kil 157 998</p> <p>V.P. gauche 7 longueurs de voie 46 Kp 12ml, rails tordus, int 168 ml rail 46 Kp à remplacer. Soulèvement et déplacement de la voie -</p> <p>126 ml rail 46 Kp E/D tordus à remplacer, soulèvement et déplacement de la voie.</p> <p>Kil 158 190</p> <p>VP gauche 160 ml rail 46 Kp 3 99 12ml à remplacer soulèvement et déplacement de la voie</p> <p>VP droite 182 ml 40 Kp E/D tordus à remplacer, soulèvement et déplacement de la voie</p> <p>Kil 157 998 et 158 190</p> <p>20 poutres d'éclair 46 Kp 3 99 tordus et balais à remplacer -</p> <p>35 traverses métalliques et 20 traverses bois à remplacer</p> <p>Soulèvement de la plateforme par 3 bombes de moyen calibre. Obstruction des V.P. par fau de murs abattus</p> <p><u>Installations de sécurité</u> fil disque et jaquette Vb coupés.</p> <p><u>Sig. et télégraphiques</u> S.N.C.F. endommagés au 100 ml. 45 expu-</p> <p><u>Tenancement</u> - Fossés. Muraille de maçonnerie de l'unique coté gauche endommagée - Mur de maçonnerie à reprendre.</p>	<p>oui (S.N.C.F. et Autorité allemande)</p> <p align="center" style="font-size: 2em;">}</p> <p>oui (S.N.C.F.)</p>	<p>est 16 = 150.000</p> <p>est 17 = 500</p> <p>est 19 = 10.000</p> <p>est 16 = 1.000</p>

Aumale le 12 juillet 1944  
Le Chef de District.

*Guiney*

E.R./Dg

AMIENS, le 9 Août 1944.

VB.N. vr2 Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.  
Constat B.  
-----

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.U.601 ~~R.F.~~ du 5 Août 1944. St. Ch. 2.  
Beckasse. chef de district à Saint-  
Roch.  
et relatant un incident survenu le  
31 Juillet 1944.  
à 19 heures 20.  
en gare de Favugch.  
au km ..... de la ligne  
de ..... à .....

-1-

*Bombardement aérien.*

L'Ingénieur de la Voie  
/ Chef du 2<sup>e</sup> Arrondissement,

*[Signature]*

17/8

*[Signature]*

2<sup>e</sup> Arrondissement  
3<sup>e</sup> District

Amiens Rouy *U. 601*

92

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 2 Août 1944 à la suite du bombardement du 31 Juillet 1944 faisant l'objet du rapport officiel du 5 Août 1944. de M. Tectant. Chef de District à Amiens. Rouy  
Gare de PROUZIL

Constatactions effectuées	Reparations faites ou effectuées à la date du constat	Observations
<u>I. Installations fixes</u>		
<u>I. Travaux</u>		
Couverture d'attaches Kil. 133 250 260 et 220 et com. P.V. et à voyageurs 100 m	Reparations effectuées	Est. A. art. 15 10.000
<u>II. Voie</u>		
Kil. 133 250 Voie II. 16 m voie 30 m détruite Kil. 133 250 Voie I. — 20 —		Est. A. art. 15 10.000
<u>III. Gares et stations</u>		
Gare de Prouzil		
B.V. Couverture endommagée à 80 % Maisonnette — à — à 60 % Vitrerie détruite		Est. A. art. 25 15.000
Numéros W.C. et lampistère : mêmes dégâts que ci-dessus		Est. B. art. 43 4.000
Com. P.V. — insuffisamment réparée : 30 m à voyageurs — — — — — 100 m		Est. B. art. 48 25.000
Quai à voyageurs à rétablir sur 100 m Bordure de quai détruite sur 40 m		Est. B. art. 43 15.000

A. Rouy le 5 Août 44  
Le Chef de District  
*[Signature]*



AMIENS, le 18.10.44

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

VB.N. vø2

-----  
D.G.-  
Constat B  
-----

-I-

Je vous adresse, ci-joint, un  
constat modèle B, établi suite au  
R.S. du 2-8-44

: de M. Wagon attaché au district de Bussy  
et relatant un incident survenu le

. le 31 juillet 1944

. en gare de <sup>vers 2 heures</sup> Morgny  
au km.

d'Amiens à Reuilly

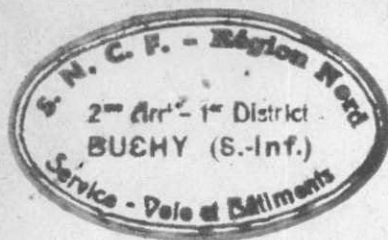
(bombardement aérien.)

L'Ingénieur de la Voie,  
Chef du 2<sup>e</sup> Arrondt,

*Silly*

*17/10*  
*1944*

*ad*



Modèle B.

92

# Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 31-7-1944 à la suite de l'incident  
 faisant l'objet du rapport spécial du 2-8-1944.  
 Bombardement aérien le 31-7-1944 vers 2 h.  
 ligne Amiens - Rouen - Gare de Marquy

Constatations effectuées	Réparations effectuées à la date du constat	Observations
1°) <u>Terrassements</u> plateforme bouleversée superficiellement sur 50 ml	en cours	R.G.B. 102.092 c/c 7
2°) <u>Voies</u> voies de garage set 4 coupées en 2 points. 48 ml rails 45 kgp et 20 traverses H.S.	do.	do.
3°) <u>Fils téléphoniques</u> nappe S.M.C.F. (19 fils) détruite sur 2 portées et à reprendre sur 300 m de part et d'autre.	fil omnibus en cours	do.
4°) <u>Bâtiments</u> Halle P.V. porte côté Amiens H.S. 30% des petits bois des chamis et des vitrenis détruits.	néant	R.G.B. 102.092 c/c B.

Importance approximative des dégâts: 25.000 F.  
 Compte R.G.B. 102.092 art 16 16.000  
 19 2.000  
 43 7.000.

Buehy le 31-7-1944  
 Le Chef de district,

141<sup>re</sup> Arrondissement

MODELE B

141<sup>re</sup> District

INSTALLATIONS ENDOMMAGEES PAR FAITS DE GUERRE

CONSTAT effectué le 7 Septembre 1943

à la suite de l'incident faisant l'objet du rapport spécial du 7 Sept. 1943

..... de M. Potet ..... Chef de District au Bouquet ...

(Train parc D.M.1)

Ligne de Aniens à Rouen ..... Kilomètre de Serqueux ...

Constatations effectuées	Réparations provisoires effectuées à la date du constat	Observations
<u>Bombardement par Avions</u>		
Date: le 6 Septembre 1943 Heures: 9H15 et 19H.00		
<u>Mobilier et Outillage disparus ou détériorés:</u>	-Néant-	R.O.G.B. 121; 004
<u>Mobilier:</u> 1 bicyclette Roléo 1 marmite 1 casserolle 2 plats de campement 56 fourchettes 56 cuillères 50 couteaux 2 louches 55 assiettes 50 quarts		
<u>Outillage:</u> 4 pinces à ripper 2 tenailles à rails 15 pelles avec manches 12 fourches à ballast avec manches 2 montures de scies à rails 4 tranches à froid 6 pioches à bourrer avec manches 4 marteaux 4 burins 2 herminettes		

Monsieur de VILLELE

Paris, le 19 Novembre 1943

Importance approximative des dégâts:

4.500 Frs.

L'Ingénieur de la Voie,

*Shant*



3<sup>ème</sup> Arrondissement  
5<sup>ème</sup> Section  
251<sup>ème</sup> District  
Buchy -



# Constat mod. B n° 1

Installations endommagées par faits de guerre

Constat effectué le 27 Février 1943 à la suite de l'incident du 26 Février 1943 sur la ligne Amiens-Rouen en Gare de Buchy. (attaque à 2 reprises à la mitrailleuse de la Gare entre 22<sup>h</sup> 25 et 22<sup>h</sup> 30)  
Rapport spécial du 1<sup>er</sup> Mars de M. Demmeral Chef de District Buchy

Dégâts et destructions constatées

Réparations effectuées à la date du constat

Observations

Compte

Transmissions -

10 fils de la ligne télégraphique S.N.C.F. coupés -

réparations terminées le 27 à 12<sup>h</sup>

202101

Montant des dégâts : 1.000<sup>f</sup>

art 18

Buchy, le 1<sup>er</sup> Mars 1943

( Le Chef de District,

R. Laroche

Amiens à Rouen

26.2.43

RE/DG

AMIENS, le 11 Mars 1943

92

VB.N. v22

Monsieur l'Ingénieur en Chef,

D.G.

Constat N.

-----

Je vous adresse, ci-joint,  
un constat modèle B, établi suite  
au R.S. du 11 Mars 1943. du Chef M.  
Artaud de Bacheby.....  
.....  
et relatant un incident survenu  
le 26 Janvier 1943.....  
à 22h25..... heures.....  
-1- en gare de Bacheby.....  
au km..... de la ligne  
de Amiens à Compiègne.....



/ L'Ingénieur de la Voie  
Chef du 2ème Arrondissement

Thouret

M. Munk  
H

M. Tockin  
9/3 H

10/3

10/3